

DELIBERATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNIVERSITE CLERMONT AUVERGNE
PORTANT APPROBATION DU BUDGET INITIAL 2018

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNIVERSITE CLERMONT AUVERGNE, EN SA SEANCE DU 08 DECEMBRE 2017,

Vu le code de l'Education ;

Vu les statuts de l'Université Clermont Auvergne, adoptés par délibération du 7 octobre 2016 ;

PRESENTATION DU PROJET

Cf. rapport de l'ordonnateur sur le budget initial 2018.

Vu la présentation de Monsieur le Président de l'université Clermont Auvergne ;

Après en avoir délibéré ;

DECIDE

Article 1 :

Le Conseil d'administration approuve les autorisations budgétaires suivantes :

- **2778,9** ETPT sous plafond et **482,1** ETPT hors plafond
- **305 443 447** € d'autorisations d'engagement dont :
 - **220 129 342** € personnel
 - **59 698 948** € fonctionnement
 - **25 615 157** € investissement
- **319 569 805** € de crédits de paiement
 - **220 129 342** € personnel
 - **62 778 743** € fonctionnement
 - **36 661 720** € investissement
- **301 695 075** € de prévisions de recettes
- **- 17 874 730** € de solde budgétaire

Article 2 :

Le Conseil d'administration approuve les prévisions budgétaires suivantes :

- **- 17 945 000 M€** de variation de trésorerie
- **99 029** € de résultat patrimonial
- **6 432 149** € de capacité d'autofinancement
- **- 16 437 947** € de variation de fonds de roulement

Les tableaux des emplois, des autorisations budgétaires, de l'équilibre financier, de la situation patrimoniale et des opérations pluriannuelles sont annexés à la présente délibération.

Membres en exercice : 37

Votes : 32

Pour : 11

Contre : 5

Abstention: 16

CLASSE AU REGISTRE DES ACTES SOUS LA REFERENCE : CA UCA 2017-12-08-02

TRANSMIS AU RECTEUR :

12 DEC. 2017

PUBLIE LE :

Le Président,


Mathias BERNARD

Modalités de recours : En application de l'article R421-1 du code de justice administrative, le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand peut être saisi par voie de recours formé contre les actes réglementaires dans les deux mois à partir du jour de leur publication et de leur transmission au Recteur.

Budget initial 2018

Rapport de l'ordonnateur

Présenté au Conseil d'Administration du 08 décembre 2017

Version du 24 novembre 2017

SOMMAIRE

I. LE CADRAGE POLITIQUE DU BUDGET UCA 2018	P.5
II. LE PROJET ANNUEL DE PERFORMANCE (pour vote)	P.11
III. LES PREVISIONS 2018	P.41

LES TABLEAUX BUDGETAIRES

- tableau des emplois (pour vote)	P.47
- tableau des autorisations budgétaires (pour vote)	P.53
- tableau des dépenses par destination et des recettes par origine (pour information)	P.61
- tableau d'équilibre financier (pour vote)	P.69
- tableau des opérations pour comptes de tiers (pour information)	P.71
- tableau de situation patrimoniale (compte de résultat, tableau de financement) (pour vote)	P.73
- plan de trésorerie (pour information)	P.81
- tableau des opérations liées aux recettes fléchées (pour information)	P.83
- tableau agrégé des opérations pluriannuelles (pour vote)	P.85
- tableau de suivi des opérations immobilières (pour information)	p.89
- tableau détaillé des opérations pluriannuelles et programmation (pour information)	P.95
- tableau des unités mixtes de recherche - UMR (pour information)	P.105
- tableau de synthèse budgétaire et comptable (pour information)	P.109

LES DOCUMENTS ANNEXES

- Programme Pluriannuel Immobilier	P.111
- annexe immobilière (pour information)	P.119
- Budget propre intégré (BPI) de l'IUT d'Allier (pour information)	P.121
- Budget propre intégré (BPI) de l'IUT de Clermont-Ferrand (pour information)	P.123

I. LE CADRAGE POLITIQUE DU BUDGET UCA 2018

1. Le premier budget élaboré par l'UCA

L'Université Clermont Auvergne forme aujourd'hui, sur l'ensemble du territoire auvergnat, près de 35 000 étudiants, dans tous les grands champs disciplinaires et dans des cursus diversifiés, adaptés à la pluralité des projets d'études et des modalités d'insertion professionnelle. Après un budget 2017 préparé et présenté par l'administrateur provisoire, avec le souci de préserver des marges de manœuvre pour la gouvernance UCA, le présent budget initial 2018 reflète pleinement les orientations du nouvel établissement.

Il s'inscrit dans un contexte de lancement d'initiatives ambitieuses en matière de formation, comme en témoignent différents succès obtenus récemment : le programme « Happy », porté par l'UFR de Pharmacie, a été lauréat du prix national PEPS (Passion Enseignement et Pédagogie dans le Supérieur), dans la catégorie « Pédagogie innovante » ; et « Mon Pass Pro », un ambitieux programme d'innovation pédagogique et de structuration de parcours dans le cycle licence, fait partie des 17 projets retenus dans le cadre des « Nouveaux cursus à l'Université », lancé dans le cadre du PIA3. Ce sont autant de jalons qui faciliteront la mise en œuvre le Plan Etudiant, annoncé le 30 octobre dernier par la Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation.

Le paysage clermontois de la recherche a également connu d'importantes évolutions au cours de ces derniers mois. Les restructurations de laboratoires, impulsées à l'occasion de la création de l'UCA, sont maintenant achevées et elles ont permis de favoriser des synergies et de gagner en visibilité. L'UCA veille à maintenir les moyens humains et financiers nécessaires pour soutenir ces dynamiques scientifiques : la campagne d'emplois 2018, adoptée par le Conseil d'administration le 27 octobre dernier, permettra de recruter 9 nouveaux professeurs d'Université et 17 nouveaux maîtres de conférences. Il convient aussi de signaler l'important travail engagé avec la Région et les représentants de l'Etat (DRRT, Rectorat) afin d'améliorer les modalités de mise en œuvre des programmes régionaux de soutien à la recherche (aussi bien dans le cadre du CPER que des différents programmes propres à la Région), après une année 2017 un peu chaotique. Sur ces dossiers, une attention particulière est portée sur l'articulation entre le déploiement des différents programmes opérationnels du projet I-SITE « CAP 20-25 », qui sont entrés aujourd'hui dans une phase active, et le développement de la politique scientifique globale de l'UCA, fondée sur l'équilibre et l'interaction entre les grands domaines scientifiques et disciplinaires.

2. Les principales orientations budgétaires 2018

Les grands principes qui ont guidé l'élaboration du budget initial 2018 ont fait l'objet d'une présentation en conseil d'administration, à l'occasion du débat d'orientation budgétaire du 15 septembre dernier. Il s'agit de s'inscrire dans le contexte :

- du projet d'établissement 2017-2020 ;
- de la situation financière de l'Université, résultant des comptes financiers 2016 des deux Universités cofondatrices de l'UCA et telle que projetée dans le budget rectificatif 2017-1 validé le 30 juin 2017 ;
- des incertitudes planant sur les recettes – notamment sur le niveau de la subvention pour charge de service public, dans un contexte de progression des effectifs étudiants ;
- d'une volonté politique de privilégier le « cœur de métier » de l'Université, à savoir la formation et la recherche.

Priorité au « cœur de métier » : les orientations validées en Conseil académique (Commission de la Recherche ; Commission de la Formation, et de la Vie Universitaire)

Les crédits dédiés en 2018 aux unités de recherche (dotations de fonctionnement et actions transversales) sont constants à hauteur de 3,2 M€, avec en parallèle, une harmonisation des modalités de gestion de la TVA. Le budget Recherche 2018 s'inscrit ainsi dans la continuité de l'exercice 2017, avec une dotation globale maintenue et quelques ajustements internes prenant en compte des nécessités de rééquilibrage et de nouvelles organisations budgétaires.

Dans le domaine de la formation, cet effort se traduit à la fois par une campagne d'emploi qui préserve le potentiel d'enseignement en vue d'accompagner les dynamiques des flux étudiants, par une dotation en charges d'enseignement qui prend en compte les nouvelles maquettes de formation, par un effort substantiel sur la valorisation des responsabilités pédagogiques et par des dotations de fonctionnement aux composantes et services centraux dédiés qui, moyennant une série de rationalisations, maintiennent la capacité des acteurs à assurer une offre de formation de qualité, cohérente, diversifiée, pluridisciplinaire et soutenable. Les moyens dédiés à la formation hors masse salariale s'élèvent à 11,6 M€ en fonctionnement, et 2 M€ en investissement

Les priorités sont les suivantes :

- *assumer la mise en œuvre de la nouvelle offre de formation dans sa diversité (régulation du coût, mutualisation, augmentation des effectifs étudiants) ;*
- *favoriser la réussite des étudiants, notamment en licence et en PACES, et leur insertion professionnelle ;*
- *promouvoir et développer l'innovation pédagogique au service de la réussite des étudiants ;*
- *soutenir la politique d'internationalisation des formations ;*
- *construire une politique d'investissement dans le matériel pédagogique et les locaux dédiés à l'enseignement.*

Ces principes peuvent être déclinés en cinq grands objectifs, qui se déclinent eux-mêmes en actions à mener.

2.1. Un budget respectueux des grands équilibres

- Elaborer un budget économiquement soutenable, impliquant la responsabilisation de l'ensemble de la communauté universitaire.
- Dégager un résultat positif sur la section de fonctionnement.
- Limiter le prélèvement sur fonds de roulement aux opérations pluriannuelles déjà programmées.
- Maintenir la masse salariale sous les 80 % du budget.
- Réduire les charges externes, de façon à ce qu'elles passent progressivement sous la barre des 15% des produits encaissables.
- Augmenter la capacité d'autofinancement de l'Université.

2.2. La maîtrise de la masse salariale, au service de nos missions

- Conserver le potentiel scientifique et pédagogique de l'Université et maintenir, à l'échelle de l'Université, un nombre d'ETP constant d'enseignants et d'enseignants-chercheurs.
- Maintenir, à l'échelle de l'Université, le volume d'heures complémentaires et supplémentaires dans les enveloppes accordées à la rentrée 2017 – hors heures financées sur ressources propres générées.

- Maîtriser, dans un cadre économiquement soutenable, le montant global et la distribution des primes des enseignants et enseignants-chercheurs.
- Mettre en œuvre un régime indemnitaire BIATSS économiquement soutenable.

La campagne d'emploi 2018 se caractérise par la priorité donnée, là encore, aux missions premières de l'établissement, avec des redéploiements en conséquence. 50% des postes sont labellisés au titre d'I-SITE. La campagne se révèle stable pour les enseignants-chercheurs, et à somme nulle pour les composantes et laboratoires – l'effort étant porté par les services centraux. Ces données rassemblées, la prévision de dépenses de personnel (masse salariale + action sociale et divers) 2018 s'établit à 220,1 M€, contre 217,4 M€ au budget rectificatif 2017. Il est nécessaire de négocier avec la tutelle une meilleure compensation du GVT, qui pénalise fortement l'UCA, à la différence d'autres universités.

2.3. La réduction des dépenses de fonctionnement

Pour respecter l'équilibre budgétaire en 2018, un effort devra être réalisé sur les dépenses de fonctionnement, à la fois pour les composantes et pour les services centraux. Pour ces derniers, plusieurs pistes d'économies sont à l'étude :

- Rationaliser le fonctionnement des services centraux et des fonctions supports dans les composantes et les laboratoires – et simplifier les procédures.
- Conduire une politique d'achats volontariste notamment sur les frais de déplacements liés aux missions, les frais de réception, les fournitures, la reprographie, les dépenses informatiques.
- Détecter et généraliser les pratiques économes.
- Les dépenses de fluides, qui sont dépendantes de l'isolation des bâtiments (cf EcoCampus en cours).

L'analyse des comptes financiers consolidés des exercices précédents montre que le poids des dépenses de fonctionnement décaissables hors masse salariale sur les recettes encaissables se situe à un niveau élevé (13% en 2016). Il est donc important de se mettre en mesure de dégager des marges de manœuvre, en particulier par une meilleure maîtrise des achats et services extérieurs. La création d'une direction des achats en 2017 va tout à fait dans ce sens.

2.4. La restauration d'une capacité d'investissement, au service d'une politique maîtrisée

- Poursuivre le plan pluriannuel immobilier de nos bâtiments dévolus dans le respect du PPI.
- Sur le périmètre non dévolu : poursuivre les opérations de restructuration déjà engagées et ne pas engager de nouveaux programmes non financés.
- Inscrire les projets d'investissement de l'établissement et de ses différents opérateurs (laboratoires, composantes) dans une logique de programmation pluriannuelle.

Les dépenses correspondant aux projets immobiliers ou de GER mis en œuvre en 2018 dans le cadre du CPER ou de la dévolution du patrimoine sont ouvertes en crédits de paiement pour un montant global de 36,4 M€. Parmi les chantiers les plus significatifs, on retiendra :

- Le Pôle Mutualisé d'Enseignement, actuel bâtiment « 1er cycle », en sciences,
- Le pôle Biologie, regroupement des laboratoires de recherche en sciences du vivant,
- Le bâtiment de l'UFR STAPS (phase 2),
- Le déménagement de l'École d'Economie sur le site de la Rotonde,
- La Maison de l'Innovation, regroupant l'ensemble des structures d'accompagnement et de financement de l'innovation,
- Intracting : bouquet de travaux améliorant la performance énergétique,
- La poursuite de la restructuration du site Dunant.

2.5. La mise en œuvre d'une action visant au développement des recettes

- Encourager la recherche de financement pour l'investissement pédagogique et scientifique et dégager des marges de manœuvre suffisantes afin d'accroître notre capacité d'investissement.
- Encourager les projets et les actions à périmètre constant (formation continue, apprentissage, recherche contractuelle...) afin de développer nos ressources propres, avec des objectifs pluriannuels discutés dans le cadre du débat budgétaire.
- Mettre en place une politique d'allocation des ressources propres incitatives pour les composantes et pour les laboratoires.
- Travailler à la complémentarité et à l'optimisation des différentes sources de financement (Université, Fondation, I-SITE, CPER...).

2. Principales hypothèses de recettes

2.1. Subvention pour charges de service public (SCSP)

La SCSP a été estimée à 235,2 M€, de manière relativement prudente. Cette estimation est fondée sur la dernière notification 2017 connue (en date du 26 juin 2017), à laquelle s'ajoute une projection de diminution de la mise en réserve, comme suite aux annonces ministérielles. Faute d'indications précises concernant les autres hypothèses de variation de la dotation de l'Etat (masse salariale en année pleine des emplois créés au titre de 2017, dotation liée à l'évolution des effectifs étudiants, autres mesures nouvelles éventuelles...) la prévision de SCSP n'évolue que de + 0,6 % entre le BR 2017 et le budget initial 2018.

SCSP 2017 - CP notification juin 2017	234 403 156 €
Hypothèse de baisse de la mise en réserve	799 700 €
TOTAL INSCRIT AU BUDGET INITIAL 2018 (tableaux 2 et 6)	235 202 856 €

2.2. Autres principales prévisions de recettes

Le projet de budget UCA 2018 a été construit sous l'hypothèse d'une hausse des autres financements publics, hors recettes fléchées (+ 2,3 M€ par rapport au BR1 2017). S'agissant des recettes fléchées, leur augmentation significative est due en grande partie à la montée en puissance des projets I-SITE (tableau 3) et à la poursuite des projets immobiliers relevant du contrat de plan Etat-Région (CPER).

Les recettes propres sont en revanche prévues en diminution de 1,8 M€ en comparaison du BR1 2017. Celles issues de la collecte de la taxe d'apprentissage ont connu une baisse structurelle ces dernières années, et le montant 2018 est envisagé en baisse de 900 k€. De même, les montants des prestations de service sont évalués de manière prudente.

En ce qui concerne les opérations immobilières 2018, on observe une stabilité pour le volet recettes : celles qui se situent dans le cadre du CPER sont financées à hauteur de 10 M€ et celles qui relèvent du financement Etat lié à la dévolution du patrimoine le sont pour 7,1 M€ (tableau 2 -BAI).

3. Conclusion : un résultat prévisionnel équilibré de l'établissement, et d'importantes opérations immobilières prévues en 2018

En conclusion, le solde budgétaire négatif de 17,8 M€ (Tableau 2 – autorisations budgétaires) s'explique essentiellement par les opérations immobilières prévues et programmées pour 2017 dans le cadre de la dévolution du patrimoine (BAI) ou du CPER. Pour celles-ci seules, le solde budgétaire s'établit en effet à -18,2 M€.

On observe que l'établissement principal présente un résultat prévisionnel positif à hauteur de 1 M€ (Tableau 6 – situation patrimoniale), lequel est contrebalancé ensuite par celui du budget annexe immobilier (- 873 k€). Le montant significatif du prélèvement prévisionnel sur fonds de roulement (16,4 M€) doit s'analyser dans une perspective pluriannuelle car l'année 2018 se caractérise par un montant exceptionnellement élevé de dépenses concernant les opérations immobilières du CPER, avec un décalage temporel entre recettes et dépenses, qui se lisse dans le temps.

II. LES PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCE (pour vote)

MISSION FORMATION

► *DIRECTION DE LA FORMATION ET DE L'INSERTION PROFESSIONNELLE*

La création de l'Université Clermont Auvergne (UCA) au 1^{er} janvier 2017 et la mise en place d'une nouvelle offre de formation se sont accompagnées de la fusion des systèmes d'information des deux universités et d'une harmonisation des procédures et des circuits afin que tous les étudiants soient traités de manière homogène, quelle que soit la composante sur laquelle ils sont inscrits.

A la rentrée universitaire, les inscriptions dématérialisées des 35 000 étudiants dans 20 composantes ont été un succès. Néanmoins, de nombreux travaux sont encore à mener afin de compléter la fusion des deux établissements.

La complexité des mises en œuvre nécessaires ne peut pas être retranscrite sur ce document, seuls les points majeurs sont développés.

➤ LE PILOTAGE DE L'OFFRE DE FORMATION ET LA GESTION DES CURSUS

- [Les applications liées à l'inscription et au cursus des étudiants :](#)

L'année 2018 sera marquée par la réforme de l'entrée à l'Université. Le paramétrage d'APB (application post Bac) va évoluer. Les objectifs de cette réforme seront de mieux préparer l'accès à l'enseignement supérieur et d'assurer des affectations favorisant la réussite (orientation active des lycéens, attendus des formations universitaires, meilleure coordination entre les établissements du secondaire et du supérieur...).

A la suite de la création d'un « Apogée UCA », la cellule SI-Scolarité continuera à soutenir les composantes dans le maquettage des formations (DN et DU) et à former les personnels de scolarité. Egalement, les fonctionnalités d'Apogée non utilisées pourront faire l'objet d'un développement.

L'application de candidature « CIELL 2 » sera remplacée par le logiciel « E-candidat » en raison de l'obsolescence de l'outil.

- [Le suivi du portail Master :](#)

L'année 2017 a été rythmée par la loi du 23 décembre 2016 modifiant les conditions d'accès aux Masters. Désormais, l'accès à l'ensemble des M1 se fait sur un examen du dossier des candidats, à l'exception des masters de l'école de Droit et de la faculté de Psychologie, Sciences Sociales et Sciences de l'Education, pour lesquelles le recrutement sélectif s'opère à l'entrée en M2. L'UCA a dû s'adapter pour faire face à cette nouvelle réforme et traiter les candidatures non retenues en M1. En 2018, afin de parfaire son organisation et grâce à un financement de la Région, un nouveau dispositif « Ma Licence Mon Métier » sera testé permettant de renforcer l'orientation et l'insertion des étudiants qui à la sortie de la licence n'ont pas trouvé une place dans un Master.

- [La poursuite des évolutions déjà engagées](#)

L'harmonisation et l'adoption de règles communes se poursuivront en 2018. Bien qu'un énorme travail ait déjà été accompli en la matière (MCC, RSE, DAP, statuts spécifiques, tarifs, exonérations, remboursements, transferts, césures, diplômes, cartes étudiantes, recours, aménagements d'examens...). L'objectif est de continuer à fluidifier ces process au maximum dans le but de répondre aux demandes dans des délais raisonnables et de rendre le meilleur service possible aux usagers.

Délivrance systématique du supplément au diplôme

L'objectif est la délivrance systématique du supplément au diplôme avec le développement en interne d'une interface web qui permettrait de le personnaliser non seulement en rapport avec le parcours académique de l'étudiant (options choisies, UE libres suivies, ...) mais aussi avec les responsabilités prises dans le cadre de l'université (élu des conseils, implication dans des actions de tutorat, vie associative, ...) sans oublier les périodes éventuellement consacrées à un projet personnel en relation avec les études (service civique, période de césure,...).

Installation des conseils de perfectionnement

Pour chaque formation, un conseil de perfectionnement sera mis en place avec obligation de fournir la composition du conseil, la fréquence des réunions ainsi que l'établissement d'un compte-rendu suite à chacune des réunions.

➤ L'OBSERVATOIRE DES FORMATIONS ET DU DEVENIR DES ETUDIANTS (OFDE)

- [Les enquêtes et les études sur le devenir des étudiants](#)

Deux séries d'enquêtes sur le devenir des diplômés seront réalisées par l'Observatoire avec un objectif de taux de réponse variant entre 80% et 90%.

- une enquête auprès des diplômés de Master 2, Master 2 MEEF, licence professionnelle et DUT de la promotion 2015, commanditée par le MESR, et qui observe la situation des personnes interrogées à 18 et 30 mois du diplôme ;

- une enquête auprès des diplômés de Master 2, licences générale et professionnelle, DEUST et DUT de la promotion 2017, et qui observe la situation des personnes interrogées à moins d'un an du diplôme.

L'observatoire publie l'ensemble des résultats de ces enquêtes, sur une page Web qui leur est consacrée, après que ceux-ci aient été communiqués aux responsables des formations concernées. Grâce à ces deux vagues d'enquêtes, l'Université dispose d'une double vision de l'insertion professionnelle des étudiants. Des indicateurs relatifs à l'insertion professionnelle des diplômés, à la qualité de celle-ci, aux poursuites d'études, ainsi qu'une caractérisation des métiers occupés sont publiés pour chaque diplôme enquêté.

- [Les évaluations des enseignements et des formations](#)

L'université a institutionnalisé l'évaluation par les étudiants des enseignements, des formations et des stages dans son plan quadriennal, dont l'objectif final est que chaque formation ou enseignement puisse être évalué au moins une fois pendant le contrat et les résultats présentés en conseil de perfectionnement.

L'OFDE organise la mise en place et l'animation de la commission Evaluation des formations et des enseignements composée de : la vice-présidente processus qualité dans le domaine de la formation, le directeur de la formation, la responsable de l'OFDE, la représentante du BAIP, un représentant et un suppléant par composante et des membres de la CFVU : 2 enseignants, 2 étudiants et 1 BIATSS. Cette commission a pour missions d'élaborer la charte d'évaluation, d'élaborer les questionnaires des stages, des formations et des enseignements qui devront être validés par la CFVU. L'observatoire se dotera d'un logiciel pouvant répondre au cahier des charges.

- [Les statistiques sur l'orientation et les études](#)

L'observatoire réalisera des statistiques sur les taux de réussite en 1^{ère} année en fonction du bac et primo-entrant, et les taux de passage par année de formation.

En 2018, une étude approfondie sera menée sur la réussite en 1^{ère} année de licence générale en fonction des profils des néo-bacheliers.

- [La certification ISO 9001 : 2015](#)

L'observatoire a pour objectif de maintenir sa certification ISO 9001. Un audit de suivi organisé par un cabinet extérieur et indépendant aura lieu en mai 2018.

➤ L'INNOVATION PEDAGOGIQUE ET LA PRODUCTION AUDIOVISUELLE

- [Formation et accompagnement des enseignants-chercheurs](#)

Pour préparer et accompagner les équipes enseignantes à l'évolution des pratiques pédagogiques, différentes actions de sensibilisation et de formation sont menées :

- Sensibilisation à la pédagogie universitaire via « Les Journées de la Pédagogie Universitaires » (JPU),
- Le dispositif de formation des nouveaux maîtres de conférences
- Le DU « Enseigner dans le supérieur »
- Le programme annuel de formations à la pédagogie universitaire, numérique ou non (catalogue de formations)

Le pôle « Innovation Pédagogique et Productions Audiovisuelles ou IPPA » a été créé au sein de la nouvelle direction de la formation de l'Université Clermont Auvergne pour former et accompagner les enseignants et enseignants-chercheurs. Il est dorénavant composé de 6 ingénieures pédagogiques, deux audiovisualistes et 2 personnes dédiées à l'enseignement à distance. En 2018, il se donne pour missions :

- susciter l'innovation pédagogique via un appui pédagogique aux équipes d'enseignants qui déposent des projets innovants dans le cadre de l'appel à projets SIP (Soutien à l'Innovation Pédagogique)
- pérenniser et diversifier le programme des journées de la pédagogie universitaire (environ 5 /an)
- proposer un programme annuel de formation des enseignants et enseignants-chercheurs selon les axes prioritaires dégagés par l'établissement (ateliers collectifs de formation)
- créer et animer un réseau interne des responsables de formation (par niveau et type de formation), lieu d'échange des bonnes pratiques, de partage de l'information et de réflexion sur les axes de travail à dégager.

- [Evaluation des compétences acquises par les étudiants](#)

Le cahier des charges de l'offre de formation de l'Université Clermont Auvergne prévoit une généralisation de l'approche compétences qui doit être prise en compte dès la construction de la formation. Les objectifs envisagés sont les suivants :

- Etre attentif à l'aspect démarche compétences au cours de la mise en œuvre de la prochaine offre de formation (travail initié sur l'actuelle offre de formation)
- Accompagner et former les enseignants et enseignants-chercheurs à l'approche compétences
- Mettre en place une stratégie d'évaluation des compétences et des connaissances des étudiants au niveau de la formation et de l'année de formation
- Participer au réseau RÉNAPS'up (Réseau National des Approches Programme du Supérieur).
- Pour mener à bien toutes ces missions une ingénieure pédagogique a été chargée du déploiement de l'approche programme/approche par compétences au sein de formations pilotes de l'Université Clermont Auvergne et pour accompagner les enseignants et enseignants-chercheurs dans la mise en place de l'évaluation des compétences.

- [Enseignement à distance \(CEAD\)](#)

- Soutenir les enseignants impliqués dans les formations de l'UCA proposées à distance et garantir la qualité de l'ingénierie d'accompagnement de ces formations :
 - formation et encadrement des tuteurs
 - travail sur la mise en place d'un label de qualité EAD

➤ L'ACCUEIL, L'INFORMATION ET L'ORIENTATION DES USAGERS

- [Un service d'accueil, d'information et d'orientation \(PACIO\) bien identifié](#)

Dans le cadre de la formation tout au long de la vie (FTLV), les accueils au public devront être capables de renseigner toute personne à la recherche d'une formation, d'une orientation, d'une réorientation, de prendre des rendez-vous et de mettre en contact les bons interlocuteurs. C'est pourquoi seront conservés deux pôles d'accueil et de documentation permanente, dimensionnés à la taille de l'UCA, ouverts tous les jours de la semaine : en centre-ville et aux Cézeaux. Les antennes délocalisées ne seront pas oubliées avec la possibilité de rendre accessible à distance le fonds documentaire.

L'installation d'une nouvelle signalétique à l'extérieur et à l'intérieur des bâtiments est plus que nécessaire afin que les étudiants et autres usagers puissent s'orienter rapidement dans les locaux, trouver les services qui les intéressent et s'imprégner de la nouvelle entité UCA. Ce projet sera mené sur l'année 2018.

Des supports de communication (plaquettes, brochures...) et des outils d'identification et de représentation en mode UCA (kakémonos, nappes, posters, etc...) pour les salons et forums du premier semestre 2018 (JPO/InfoSup/salons de Montluçon, le Puy et Roanne) seront disponibles.

- [L'orientation des étudiants](#)

Afin de diminuer les délais d'attente, des plages de rendez-vous avec un(e) conseiller(e) d'orientation pour les étudiants seront définies et une coordination avec les CIO de la Région devra être trouvée.

De plus, Le PACIO accueillera des jeunes volontaires en service civique afin d'assurer des missions d'information auprès des étudiants notamment grâce à une meilleure utilisation du fonds documentaire.

- [Les actions secondaire-supérieur](#)

Les actions secondaire-supérieur en collaboration avec le Rectorat feront l'objet d'une attention spéciale, notamment les nouvelles mesures envisagées sur l'orientation active des lycéens et les attendus des universités, tout en conservant les dispositifs déjà engagés, en particulier ceux concernant l'accueil des étudiants de Mayotte, les journées d'immersion des lycéens, les journées portes ouvertes, les salons et forums d'information (infoSup, Montluçon, CapSup, Roanne...) et les cordées de la réussite.

Les partenariats historiques, tel que celui avec l'AFEV (association de la fondation étudiante pour la ville) sont reconduits pour 2018. De plus, un accord a été conclu avec « l'association Insignis » pour assurer le soutien en mathématiques d'élèves du secondaire en difficultés par des étudiants de l'UCA.

- [L'interaction avec l'enseignement secondaire, les CPGE et les STS](#)

Une convention existe avec tous les lycées de l'académie comportant des CPGE. Un travail est initié concernant les liens possibles avec les STS. Une nouvelle convention, réactualisée, est en cours d'élaboration.

Les actions communes mélangeant les 2 publics étudiants (étudiants de CPGE et étudiants de licence, séminaires ...) seront intensifiées et les liens avec les CPGE hors Clermont seront resserrés. Les liens entre responsables de licence et corps d'inspection pour le suivi de l'articulation enseignement secondaire et licence seront pérennisés. Un travail avec l'ONISEP sera initié pour l'explicitation de la spécialisation progressive en licence. Egalement, les contacts entre enseignants CPGE et STS et première / terminale et enseignants et enseignants-chercheurs de l'Université Clermont Auvergne en particulier dans le cadre des actions et ateliers autour de la pédagogie et du numérique seront favorisés.

➤ L'AIDE A L'INSERTION PROFESSIONNELLE DES ETUDIANTS

- [La structuration des stages](#)

Le bureau d'aide à l'insertion professionnelle (BAIP) veillera à accompagner les étudiants en recherche de stage et à améliorer le suivi des étudiants pendant leur stage. Le BAIP est également en charge de l'évaluation des stages.

Il participe à l'homogénéisation des procédures au sein de l'établissement. À ce titre, des référents stages ont été identifiés dans chaque composante en 2017 et le BAIP devra animer régulièrement ce réseau sur l'année 2018.

En 2018, l'encadrement des stages par les enseignants sera soutenu par une enveloppe dédiée.

Un livret de calendrier des stages recensant les différentes périodes de stage dans les formations sera mis à disposition des partenaires de l'université. Ce projet, construit en collaboration avec la Fondation de l'université et le service de la communication, facilitera l'articulation entre l'offre et la demande en matière de stage.

L'application « Pstage » est déployée dans la plupart des composantes de l'UCA et les personnels en charge des conventions de stage ont été formés à l'application par le BAIP.

Le BAIP poursuit le déploiement de *l'application suivi pédagogique des stages* en intervenant auprès des équipes pédagogiques pour leur présenter les différentes fonctionnalités.

La création d'un réseau social professionnel de l'UCA grâce à l'application « UCA Pro » assurera, sous la responsabilité du BAIP notamment, la diffusion des offres de stage et d'emplois. Cette application permettra également de développer un réseau d'anciens étudiants de l'université.

- [La sensibilisation à l'entrepreneuriat étudiant](#)

Des liens très forts sont tissés avec le pôle PEEA PEPITE. Le BAIP peut repérer les étudiants demandeurs ou potentiels, participer à l'accompagnement des étudiants, à la communication et aux actions de sensibilisation d'entrepreneuriat étudiant.

- [La création d'un réseau de partenaires](#)

Le service doit accompagner les étudiants dans leurs démarches d'insertion professionnelle en les conseillant et en les formant. À ce titre, le BAIP sera chargé de développer des partenariats et des liens avec les acteurs du monde professionnel (entreprises, administrations et organismes publics et privés) et d'organiser des forums ou salons d'entreprises au sein de l'université (actuellement ces événements sont réalisés à petite échelle au niveau des composantes ou des masters...).

- [La poursuite du déploiement des Projets Personnels et Professionnels \(PPP\)](#)

Les PPP devront être plus encadrés et pilotés au niveau central de l'université. Il sera nécessaire de réfléchir à la construction, au sein des maquettes de formation, de modules/UE dédiés (intégration de modules obligatoires dans toutes les formations pour que tous les étudiants aient le même niveau d'information et d'accompagnement). Ces UE doivent aider les étudiants à réfléchir à leur orientation et à leur insertion professionnelle dès la première année (connaissance des débouchés, du marché du travail, instauration de conseils et d'exercices abordés dans le cadre d'un TD, des conférences, ateliers, stages, rencontres avec des professionnels...). Ces UE seront obligatoires dans le cursus licence.

- [Les outils pour l'aide à l'insertion professionnelle](#)

Plusieurs outils pour aider les étudiants dans leur insertion professionnelle valorisant les compétences acquises au cours de leur cursus existent au sein de l'établissement (le portefeuille d'expériences et de compétences, portofolio, Mahara). Il conviendra, en 2018, de trouver une coordination entre ces différents outils.

- [Les fiches RNCP](#)

Toutes les formations devront faire l'objet d'une fiche RNCP qui sera affichée sur le site de la CNCP.

- [L'accompagnement des étudiants titulaires d'un diplôme national de licence à s'insérer dans la vie professionnelle](#)

En 2018, il y aura lieu d'aider les composantes à s'organiser pour diffuser l'information en rapport avec la spécialisation progressive, et les appuyer pour mettre en place des dispositifs d'accompagnement.

Au niveau de la L1, un bilan sera réalisé avec les composantes sur les choix de mineures : bilan quantitatif et qualitatif (nombre de contestations, changements de mineures, mineures non souhaitées). Ce bilan sera présenté en CFVU de janvier/février 2018.

En L2, seront mis en place des dispositifs d'orientation vers les licences professionnelles sous diverses formes : réunions d'information avec les responsables de LP, tutorat d'étudiants de LP vers des étudiants de L2, organisation des journées immersion dans une licence professionnelle...

En L3, sera organisée une information sur le portail « Trouver mon Master » et sur la sélection en Master. Pour ceux qui ne souhaitent pas poursuivre, seront étudiées toutes les pistes possibles à la sortie de la licence : construction d'un guide des formations complémentaires menant rapidement à l'emploi, établissement d'un catalogue métiers accessibles pour chaque mention de licence, mise en place de partenariats extérieurs (Pôle Emploi, Apec, MEDEF...) pouvant assurer la préparation à une insertion professionnelle directe.

➤ LA FORMATION CONTINUE

- [L'homogénéisation des procédures, documents et tarifs de la Formation Continue](#)

Le travail d'harmonisation entamé en 2017 se poursuivra toute l'année 2018. Les tarifs seront définis grâce à une nouvelle grille de calcul des coûts de formation continue, élaborée en collaboration avec le service d'appui au pilotage et contrôle de gestion (SAPCG). Il conviendra de maintenir et de renforcer les actions d'accompagnement en direction des composantes.

- [Un nouveau logiciel de formation continue : FCA Manager](#)

Un nouveau logiciel de gestion de l'activité de la formation continue, FCA Manager de l'AMUE, sera déployé sur l'ensemble des composantes en 2018.

Cet outil permettra d'harmoniser les pratiques de gestion de l'activité de formation continue dans son intégralité (prospection, gestion des inscriptions, suivi de la mise en œuvre, gestion financière et comptable, évaluation de la formation et réalisation de statistiques).

- [Les suites du décret qualité et du data dock](#)

La loi du 5 mars 2014 a confié une nouvelle mission aux organismes financeurs (Etat, Régions, Pôle emploi, Agefiph, Opcas et Opacif), qui consiste à s'assurer, depuis le 1er janvier 2017, de la capacité des organismes de formation à dispenser des actions de formation professionnelle de qualité, sur la base de 6 critères d'appréciation définis par le décret n°2015-790 du 30 juin 2015. Sont concernées toutes les actions de formation professionnelle entrant dans les catégories d'action listées par le code du travail (art L6313-1 et suivants) qui portent donc sur l'ensemble de l'offre diplômante (diplômes nationaux et d'université) et modulaire, ainsi que la VAE, dès lors qu'elles bénéficient d'un financement public ou paritaire.

25 Opcas et Opacif, dans le but d'harmoniser les outils et les procédures, ont conçu une base de données appelée « Datadock ».

L'UCA est référencée dans le DataDock depuis le 20 Juin 2017. Il convient en 2018, d'actualiser les données transmises et de les enrichir tout en continuant de répondre aux spécificités des financeurs hors data dock.

- [La certification ISO 9001 du service de formation continue](#)

En matière de formation continue, la certification ISO 9001 version 2008 devra être conservée et migrer sur la version 2015 d'ici 2019. L'année 2018 sera une année de transition.

- [L'évolution de la VAE](#)

Après avoir défini de nouvelles procédures et dossiers VAP et VAE, il convient aujourd'hui de pérenniser ces nouvelles pratiques. Une évaluation des nouveaux dispositifs sera réalisée courant 2018.

- [Un Bilan Pédagogique et Financier \(BPF\) fiabilisé](#)

Le Bilan Pédagogique et Financier (BPF) est un document obligatoire que l'établissement remet chaque année à la DIRECCTE pour justifier de son activité de formation continue. Aujourd'hui les données qui alimentent ce document et qui remontent des composantes sont très disparates. Elles devront être fiabilisées et homogénéisées. De plus un BPF consolidé devra pouvoir être édité à l'aide du logiciel de gestion de formation continue retenu.

- [Le secteur de l'alternance](#)

En raison des évolutions à venir, l'alternance devra être pilotée par un cadre spécialisé qui aura pour mission de développer ce secteur, entretenir des liens permanents avec le CFA FORMASUP AUVERGNE et la Région et qui viendra en appui des composantes et des enseignants pour la gestion de leurs sections d'apprentissage, demandes d'ouverture de formation en apprentissage et gestion des contrats de professionnalisation. L'objectif sera de favoriser la formation en alternance (apprentissage et contrat de professionnalisation) dans les formations où cela est possible.

- [L'offre de formation courte](#)

Il sera nécessaire de recenser l'offre modulaire. Un travail important entre les pôles de la Formation Continue et celui de l'Innovation Pédagogique et de la Production Audiovisuelle (IPPA) de la Direction de la Formation devra être mené pour identifier des blocs de compétences dans les nouveaux diplômes de l'UCA, les proposer à la vente, à quels tarifs et sous quelles modalités (formation hybride, à distance, en présentielle).

- [La commercialisation de l'offre](#)

Le pôle de la Formation Continue et Professionnalisation devra être en mesure de promouvoir les formations de l'UCA à l'extérieur pour la FI et la FC (prospection/marketing). L'objectif poursuivi est d'être identifié comme un acteur majeur de la formation continue en Auvergne Rhône Alpes.

Pour cela, il est nécessaire de :

- connaître et collecter les besoins des employeurs et des branches professionnelles
- lier des liens avec les entreprises et partenaires consommateurs de l'offre
- constituer une base de prospects pour des envois de mailing
- réaliser des supports adaptés au public adulte
- saisir l'ensemble de l'offre FC sur les sites du type intercariforef.org
- organiser et participer à des événements des acteurs du monde socio-économique et universitaire.

► **DIRECTION DES RELATIONS INTERNATIONALES**

Le rayonnement international du nouvel établissement UCA s'articule autour d'une politique incitative de co-financement sur appels à projets pour la formation et la recherche. Ce dispositif permet de connaître et d'accompagner les initiatives portées par les acteurs internes, composantes et laboratoires. Faisant l'objet systématique d'une candidature et d'un rapport d'utilisation des fonds, il contribue à améliorer le suivi des indicateurs d'activités internationales. Par ailleurs, le soutien au développement de la mobilité étudiante entrante et sortante par l'octroi de bourses, la mise en œuvre d'actions pédagogiques innovantes et l'amélioration continue des conditions d'accueil et d'intégration des étudiants ou enseignants étrangers est une priorité. Enfin, la Direction des Relations Internationales (DRI) a vocation à superviser l'ensemble des partenariats internationaux et à contribuer à l'émergence de nouveaux projets. L'année 2018 sera ainsi plus particulièrement articulée autour d'un axe de structuration de la francophonie. A ce titre, les projets en lien avec cette thématique seront tout particulièrement appuyés en synergie avec la Métropole et la Région. L'ensemble de ces actions est décliné ci-après.

➤ **Les appels à projets**

L'appel à projets « **Financement de mobilités internationales enseignantes dans le cadre d'accords bilatéraux** » permet de faire vivre les conventions bilatérales en subventionnant une partie de la mobilité de nos enseignants-chercheurs pour des missions de courtes durées. Il s'agit d'attribuer des forfaits de financement par destination permettant l'achat de billet d'avion en application de la délibération du CA 2017-03-03-17. Le même type d'appel à projets a été mis en place pour organiser la mobilité enseignante sortante dans le cadre des coopérations **Erasmus études et stages** grâce à l'utilisation de financements européens dédiés qui, quant à eux, permettent la prise en charge totale de la mission conformément à la convention de subvention européenne. Enfin, la DRI contribue à l'appel à projets conduit par la Direction de la recherche pour soutenir **les missions à l'étranger de jeunes scientifiques**.

- ⇒ **Investissement financier prévu** : 55 000 € sur ressources propres.
105 000 € sur ressources Erasmus études/stages.
- ⇒ **Objectif attendu** : 100 mobilités sortantes.

L'appel à projets « **Soutien à l'internationalisation des formations** » soutient les programmes internationaux mis en place par les composantes (double diplôme, diplôme conjoint, summer school...).

- ⇒ **Investissement financier prévu** : 20 000 € sur ressources propres
- ⇒ **Objectif attendu** : 15 actions cofinancées avec les composantes.

Les appels à projets « **Enseignants - chercheurs étrangers invités pour un séjour en laboratoire** » et « **Accueil d'enseignants - chercheurs étrangers en composante** » visent à favoriser la mobilité entrante d'enseignants-chercheurs résidants à l'étranger en application des délibérations du Conseil d'Administration n°2017-30-31-04 et n° n°2017-30-31-03. Ils reposent sur une indemnisation des bénéficiaires au PerDiem qui se substitue aux crédits de masse salariale (sauf pour l'Ecole d'économie)

- ⇒ **Investissement financier prévu** : 238 400 € sur ressources propres
- ⇒ **Objectif attendu** : 65 invités pour un séjour moyen de 3 sem.

➤ La mobilité des enseignants-chercheurs hors appels à projets

Comme vu précédemment, la mobilité des enseignants-chercheurs dans le cadre de projets de coopération institutionnels s'organise grâce à des appels à projets. En marge de ces dispositifs, il faut noter que les missions sortantes réalisées hors des appels à projets précédemment cités feront l'objet d'un recensement de la DRI qui par ailleurs aura pour mission de signaler tout déplacement vers une zone identifiée comme dangereuse par le MAEDI.

En ce qui concerne les missions entrantes, la DRI a intégré le pôle **Euraxess services** qui intervient à l'échelle UCAA et nécessite la mobilisation d'un budget de fonctionnement permettant la construction de nouveaux partenariats et d'une communication ciblée en direction des unités de recherche et des partenaires.

⇒ Investissement financier prévu : 5 000 € sur ressources propres

⇒ Objectif attendu : 1300 missions sortantes.

300 conventions d'accueil.

➤ La mobilité étudiante

La Direction des Relations Internationales organise, en lien avec les composantes, la mobilité **des étudiants entrants et sortants dans le cadre des conventions Erasmus et bilatérales**. Pour les sortants, cela comprend la gestion des dossiers de candidatures et le paiement ou l'instruction de demandes des bourses payées par des organismes tiers (Région et Ville). Pour les entrants, cela comprend le traitement des candidatures et des demandes de bourses, d'hébergement, la validation sur le portail études en France, l'accueil, l'orientation et le suivi. Il est important de souligner ici que le **consortium Erasmus stages**, dont le périmètre d'activité est UCAA, est placé sous la responsabilité de la DRI. Par ailleurs, il faut noter que compte tenu de l'exigence accrue de qualité dans le traitement des mobilités Erasmus, les subventions européennes comportent une ligne budgétaire intitulée « Organization Support » qui permet d'inscrire dans notre budget des crédits de fonctionnement (frais de mission, prestations FLE... Cf. détails dans rubriques correspondantes) et des crédits de masse salariale dédiés au programme Erasmus. C'est la raison pour laquelle la DRI a prévu la rémunération de **contrats étudiants** financés sur budget Erasmus à raison de 370 heures annuelles pour le volet études et de 30 heures pour le volet stages. Sont également provisionnées les sommes correspondant aux rémunérations d'HC pour le référent pédagogique Erasmus, l'UE STAR et l'UE parrainage. En effet, l'ensemble de ces dispositifs sont reconnus comme participant à l'amélioration de la mise en œuvre du programme Erasmus.

⇒ Investissement financier prévu :

416 220 € bourses Erasmus études.

383 680 € bourses Erasmus stages à l'échelle UCAA.

561 600 € AMI du Ministère (gérées en compte de tiers).

92 000 € aides directes sur ressources propres.

6 645 € de contrat étudiant sur budget Erasmus

4 881 € d'HC sur budget Erasmus

⇒ Objectif attendu : 1200 étudiants partant en mobilité de stages ou études.

400 étudiants d'échange entrants.

➤ Le soutien aux dispositifs pédagogiques en lien avec l'international

La Direction des Relations Internationales (DRI) est investie dans l'initiation et l'accompagnement de plusieurs modules de formation. On peut citer l'Unité d'Enseignement (UE) **Studying The Auvergne as a Region** (STAR) dont le but est d'offrir aux étudiants accueillis en échange un enseignement en anglais s'appuyant sur la présentation du patrimoine régional et comptant dans leurs contrats d'études pour 3 ECTS. Cette UE est portée pédagogiquement par le Service Commun des Langues Vivantes et soutenue financièrement par la DRI à hauteur de 3000 €. Il existe également l'UE libre « **Accueil des étudiants étrangers** » qui, dans le cadre du Projet Personnel Etudiant (PPE), forme nos étudiants locaux aux pratiques de la communication interculturelle et leur permet de parrainer des étudiants étrangers. La DRI contribue à l'organisation de cette UE par le biais d'un budget de fonctionnement de 1100 €.

⇒ Investissement financier prévu : 4 075 € sur ressources propres

⇒ Objectif attendu : 50 étudiants inscrits à l'UE STAR.
70 étudiants d'échange parrainés.

➤ L'accueil et l'intégration

La DRI est chargée de la coordination de l'accueil et de l'intégration des publics étrangers. A ce titre, elle contribue au fonctionnement du **guichet d'accueil du CROUS**. Ce guichet fonctionne avec le soutien de **4 contrats étudiants UCA** financés par la Direction de la formation à raison de 110h de travail chacun. La DRI coordonne également, en lien avec le FLEURA, l'offre de **FLE** pour les étudiants accueillis en échange Erasmus et quelques étudiants accueillis en échange bilatéral tel que prévu dans les conventions de coopérations (partenariats avec USA plus particulièrement). Enfin, la DRI organise plus d'une dizaine d'événements chaque année de sorte à animer la vie étudiante sur le volet international. Pour mener à bien cette politique d'animation, la DRI reçoit le soutien d'un **contrat étudiant** pris en charge sur budget propre de l'établissement, à raison de 370 heures annuelles (contra 444h l'an passé).

⇒ Investissement financier prévu : 20 000 € pour le FLE sur budget Erasmus
12 000 € pour l'organisation d'événements sur ressources propres

⇒ Objectif attendu : 10 événements
180 étudiants bénéficiaires de cours de FLE gratuits

➤ Les partenariats internationaux

La DRI a vocation à coordonner le pilotage des accords de coopérations (création, renouvellement, ouverture, dénonciation). Ce travail est facilité par l'utilisation du logiciel **Moveon** qui permet de croiser toutes les données relatives aux mobilités effectuées dans le cadre de conventions. Le développement de doubles diplômes ou diplômes conjoints sera accompagné et encouragé au travers de la valorisation et du partage des bonnes pratiques mise en œuvre dans le cadre des Masters internationaux existants dans l'établissement. Par ailleurs, la DRI suivra en lien avec les autres Directions ou Composantes concernées, la mise en œuvre des conventions d'accueil de chercheurs, des conventions de stages à l'étranger et des partenariats de recherche. Cette visibilité transversale devrait permettre d'identifier les axes de développement international les plus porteurs.

⇒ Investissement financier prévu : 11 000 € Licence Moveon sur budget DSI

⇒ Objectif attendu : Gestion dématérialisée des procédures RI dans le cadre des 500 partenariats et 1250 conventions (dont conventions de stages et conventions d'accueil)

➤ La promotion de l'établissement

La DRI a vocation à coordonner les actions communication de dimension internationale. Ainsi, elle est chargée d'accueillir les délégations officielles étrangères et d'organiser les visites du Président ou vice-président en direction des partenaires de l'établissement. Elle est également responsable de la participation aux **salons** de promotion internationaux et des **cotisations** et de l'achat d'espace auprès des réseaux professionnels et publications spécialisées. La création de supports de communication et l'achat de cadeaux institutionnels seront programmés en concertation avec la Direction de la communication. Il faut noter que pour 2018, la Région AURA nous attribuera une subvention d'un montant de 15 000 € pour des actions de promotion qui seront menées à l'échelle UC2A.

⇒ Investissement financier prévu : 15 000 € sur budget Région
42 700 € sur ressources propres

⇒ Objectifs attendus : Participation à 4 salons.
Participation à une mission institutionnelle aux USA avec la ville de Clermont.
Traduction de supports communication.
1 achat d'espace dans l'annuaire AUF pour annoncer l'UCA.
10 délégations étrangères accueillies (frais hébergement et restauration).

TOTAL SUR RESSOURCES PROPRES : 469 175 €

Mission recherche innovation valorisation

► *DIRECTION DE LA RECHERCHE ET DE LA VALORISATION*

➤ **Objectif 1 : Impulser les synergies disciplinaires et les partenariats scientifiques**

L'année 2018 constitue une étape clé dans la poursuite de la structuration de la recherche du site Clermontois dans la lignée de la fusion des deux universités Clermontoises au 1^{er} janvier 2017, et de l'obtention début 2017 de l'I-SITE CAP 20-25.

Dans cette approche et dans le prolongement des contrats quinquennaux précédents, le nouveau projet scientifique de l'UCA est construit autour d'une nouvelle cartographie de la recherche renforçant les liens avec les EPST, d'un continuum d'actions allant de la recherche fondamentale au transfert vers le monde socio-économique et d'une volonté d'ouverture vers la société tant dans la diffusion de la culture scientifique que dans l'accès au savoir *via* une politique de libre accès aux publications.

L'approche poursuivie s'inscrit dans un cadre de respect de l'éthique et de la déontologie de la recherche, mission assurée par une vice-présidence dédiée et un chargé de mission coordinateur du projet de labélisation HRS4R de l'établissement.

- **Nouvelle cartographie recherche**

La structuration de la recherche à l'UCA s'appuie, d'une part, sur une volonté de préserver des socles disciplinaires « *cœurs de métier* » forts et reconnus, et, d'autre part, sur le développement de l'interdisciplinarité dans une université quasi omni disciplinaire. Le choix a été fait de répartir les structures de recherche en cinq collegium s'appuyant sur le périmètre des écoles doctorales du site Clermontois avec pour objectif de favoriser l'articulation formation-recherche.

Cette construction doit permettre le renforcement des liens avec les EPST (INSERM, INRA, CNRS, IRSTEA et IRD) par une politique volontariste d'UMRisation.

Nouvelle configuration des unités de recherche UCA
37 unités de recherche dont 22 UMR, 13 EA et 2 UPU
5 ED et un Collège des Ecoles doctorales
3 Fédérations de recherche
1 MSH
L'OPGC (OSU)
Les Presses universitaires

L'établissement privilégiera également le renforcement de l'action collaborative avec les établissements de soin (CHU et CJP) dans la perspective de mettre en cohérence les lignes fortes de la recherche clinique et de relever le défi d'une meilleure reconnaissance des équipes hospitalo-universitaires. Une convention actant ce partenariat renouvelé doit être signée fin 2017.

- Effectifs

Les données issues du Système d'Information GRAAL donnent un potentiel humain de 3300 personnes réparties pour un tiers en Enseignants-Chercheurs, un tiers en doctorants et un tiers en Chercheurs des EPST, personnels d'appui à la recherche et post-doctorants.

L'analyse prospective des emplois dédiés à la recherche s'est effectuée en 2017 par un double dialogue avec, d'une part, les Composantes (Contrats d'Objectifs et Moyens) et, d'autre part, les laboratoires dans une perspective pluriannuelle. Cette démarche participe à l'optimisation du recrutement des Enseignants-Chercheurs qui s'opèrera sur la base des besoins coordonnés en recherche et en formation et d'une exigence de haut niveau.

En cohérence avec le projet CAP 2025, la moitié des emplois d'Enseignants-Chercheurs et d'ingénieurs de recherche affichés pour la campagne 2018 ont reçu le label I-SITE.

- Production scientifique

En 2017, les laboratoires de l'UCA ont produit plus de 2000 publications dans des revues internationales de rang A, soit 5 par jour, ainsi que 600 communications avec actes dans des colloques et ont participé à plus de 200 conférences sur invitation dans des manifestations internationales.

L'objectif de l'UCA en matière de production scientifique est d'augmenter le niveau d'internationalisation attesté par le rapport annuel de l'OST et de poursuivre une politique volontariste d'*open access*. Dans ce cadre, une Chargée de Mission a été nommée afin d'impulser cette évolution, en particulier par le dépôt dans les archives ouvertes HAL. Cette politique d'*open access* constitue l'un des indicateurs de la recherche dans le cadre du contrat d'établissement.

- La diffusion de la culture scientifique technique et industrielle

Un autre indicateur important affiché dans le contrat de site 2017-2020 est la création d'un CSTI en Auvergne.

Pour ce faire, l'UCA a créé au sein de sa Direction de la Recherche et de la Valorisation (DRV) une Cellule DCSTI comprenant en particulier un emploi de site.

Les actions conduites en 2017, notamment la coordination territoriale de la Fête de la science et l'engagement dans des projets régionaux avec les universités de Grenoble et de Lyon-Saint-Etienne, tels « *Sport et Sciences* », seront reconduites et amplifiées. 2018 verra également la naissance de nouveaux projets de médiation scientifique sur le site clermontois en relation, en particulier, avec le SUC et les Herbiers universitaires et le développement de l'Université ouverte en direction des Territoires. Les établissements du site clermontois amplifieront également leur participation à des actions de CSTI existantes *via* la Cellule DCSTI.

- Plateaux techniques

L'UCA a engagé une politique active de structuration et de mutualisation de son offre de plateaux techniques à travers la création d'un service général UCA-PARTNER et d'un dialogue au niveau du site Auvergnat avec les établissements partenaires. Cette démarche doit permettre une meilleure lisibilité et visibilité de cette offre en direction du milieu socio-économique et des collectivités.

- Budget recherche

Malgré un contexte budgétaire contraint, le budget de la recherche de l'UCA (3 307 k€ pour 2018) se traduit par une stabilité des dotations aux structures de recherche (2 438 k€ et 250 k€ pour les ED) et par la mise en place d'Actions Scientifiques Transverses (619 k€). Ces actions reflètent les grandes priorités de l'établissement en la matière, et en particulier le soutien aux actions internationales et aux plateaux techniques.

Ce budget établissement est complété à la fois par le CPER 2015-2020 qui permet de soutenir cinq axes identifiants du site clermontois (projets EPICURE, SYMBIOSE, AUDACE, MMaSyF et ATTRIUM), les actions recherche et innovation de la région Auvergne Rhône-Alpes dans le cadre de son SRESRI et la dotation du projet CAP 20-25.

- Accompagnement de la politique recherche de l'établissement et des structures de recherche

Afin de répondre à la politique décrite ci-dessus, l'UCA a structuré sa nouvelle Direction de la Recherche et de la Valorisation en 4 services (« Administration de la Recherche », « Ecoles doctorales et HDR », « Ingénierie de projets » et « Valorisation Innovation ») et un pôle transverse de « Médiation des sciences » qui comprend la Cellule DCSTI et les Herbiers universitaires. La vocation de la Direction est de fournir à la communauté scientifique et à la gouvernance un appui fort.

Ainsi le Service « Administration de la Recherche » est directement impliqué dans la mise en œuvre de la politique d'*open access*, de gestion du SI GRAAL et dans le développement de la politique d'intégrité scientifique. Il lui revient également d'accompagner quotidiennement les laboratoires.

La priorité donnée à l'internationalisation est soutenue par le Service « Ingénierie de projets » qui comprend la Cellule Europe, service inter-établissement, dont l'activité est en croissance constante depuis 2012. Ce service contribue très fortement à la volonté de l'établissement de développer l'interdisciplinarité au travers de dépôts communs à plusieurs laboratoires. Il accompagne également les actions mises en œuvre dans le cadre du CPER, du SRESRI et de CAP 2025.

➤ Objectif 2 – Développer le continuum recherche-valorisation dans le cadre d'une politique volontariste tournée vers le monde socio-économique

L'établissement s'attachera à conforter sa position dans le domaine de la valorisation en combinant excellence et transdisciplinarité pour promouvoir l'innovation. Il veillera à ce que la communauté scientifique dispose des outils adéquats pour ce faire, notamment en amplifiant la sensibilisation des Chercheurs et Enseignants-Chercheurs au développement de la politique partenariale et de la valorisation.

- **Création d'un pôle développement de la politique partenariale**

Le Service « Valorisation Innovation » de la DRV comprend un Pôle dédié au développement de la politique partenariale dont l'activité va prendre de l'ampleur en 2018. A cet effet, un emploi de site a été ouvert à l'automne 2017.

Ce pôle aura pour mission la mise en relation des structures de recherche du site avec les entreprises et autres partenaires, notamment *via* les plateaux techniques, afin de permettre le développement des ressources propres de l'établissement.

- **Développement de l'activité contractuelle**

L'UCA connaît depuis sa création un essor massif de son activité contractuelle dans le domaine de la recherche et de la valorisation avec une prévision de 250 contrats signés pour 2017.

Ce chiffre ne devrait pas fléchir en 2018 eu égard à la mise en place du Pôle développement de la politique partenariale et de l'« Hôtel d'entreprises » actuellement en cours de création. Cette croissance de l'activité contractuelle, génératrice de ressources propres pour l'établissement, répond au contrat d'établissement qui entend développer les partenariats public-privés.

- **Développement de laboratoires communs**

Deux laboratoires communs avec l'entreprise Michelin ont été signés en 2017. Un autre est en cours de renégociation avec Areva et deux autres sont en projets avec des pme locales ce qui est en phase avec la volonté affichée dans le contrat de site de créer 2 laboratoires communs par an jusqu'à 2020.

- **Vers une maîtrise des dépenses de la propriété intellectuelle**

La maîtrise de l'évolution des dépenses de gestion sera poursuivie en 2018. Elle est liée, d'une part, à l'abandon de certains brevets qui n'ont pu être transférés vers le monde économique, et, d'autre part, au transfert d'autres brevets en stock vers la SATT Grand Centre afin que celle-ci les valorise (maturation, transfert de technologie vers une entreprise et/ou création d'entreprise). Dans ce cadre, la SATT-GC prend en charge les frais de propriété intellectuelle qui y sont attachés.

Par ailleurs, une augmentation des recettes est encore attendue pour 2018. Les recettes de 2017 montrent en effet une forte augmentation liées à l'exploitation de deux brevets dans le domaine de la douleur par la jeune société INNOPAIN qui se poursuivra en 2018. En outre, la SATT-GC a pour mission de sous-licencier les brevets stock qui lui ont été transférés, mais aussi de valoriser les nouvelles Déclarations d'Invention (DI) qu'elle a acceptées. Elle va reverser fin 2017 à l'UCA les premiers retours financiers de son activité (premiers dossiers reçus en 2013).

- **Accompagnement des entreprises**

L'accompagnement des entreprises comprend deux volets sur lesquels l'UCA s'investira en 2018 : le dispositif ZATE destiné aux jeunes entreprises innovantes et la mise en place d'un « Hôtel d'entreprises » dans le domaine santé biotechnologie.

Le dispositif ZATE est déjà bien implanté sur le site clermontois et permet d'accompagner, en collaboration avec l'incubateur BUSI, la création de nouvelles entreprises issue des laboratoires de l'UCA.

A ce dispositif s'ajoutera en 2018 un « Hôtel d'entreprises » destiné à compléter l'offre locative proposée dans le cadre du dispositif ZATE. Il aura pour principal objectif de conduire à une implantation durable de jeunes sociétés innovantes sur le territoire régional.

Dans ce cadre, les entreprises pourront bénéficier d'un hébergement évolutif dans un environnement dynamique favorisant la synergie avec les autres entrepreneurs accueillis et avec les structures de recherche et les plateaux techniques du site clermontois.

L'UCA s'implique également directement dans les entreprises en étant l'actionnaire principal de l'entreprise CIDECO créée en début 2017 et en entrant au capital de l'entreprise BIOVALO. Elle renforce par ailleurs ses liens avec ces filiales historiques, le CNEP et 2Matech.

Mission Pilotage

► DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

➤ Développer une Gestion des ressources humaines qualitative

- La mise en place d'un schéma directeur

L'Université Clermont Auvergne va se doter d'un schéma directeur des ressources humaines. Ce schéma permettra d'engager une réflexion pluriannuelle en matière de recrutement, de formation, d'accompagnement des parcours professionnels et de développement d'outils de pilotage et d'aide à la décision RH.

Une réflexion est déjà engagée autour d'une restructuration des emplois et d'un repyramidage nécessaire compte tenu de la fusion.

- L'accompagnement individuel et collectif

Lors de la fusion, la gouvernance de l'UCA a structuré la nouvelle DRH afin de la doter d'une véritable cellule d'accompagnement qui traite l'accompagnement individuel, l'accompagnement des structures et l'accompagnement du handicap.

L'UCA propose un accompagnement individualisé des personnels titulaires dans leur carrière et des personnels non titulaires pour faciliter leur insertion professionnelle grâce notamment à un conseiller mobilité carrière clairement identifié.

Des parcours professionnels mobilisant les différents dispositifs disponibles seront progressivement mis en place pour les agents titulaires.

Les agents non titulaires sont pris en charge dès leur prise de fonction par la DRH pour les informer et les inciter à s'engager dans une démarche de préparation aux concours. Cette démarche s'appuie sur une offre particulièrement riche afin de répondre à l'engagement de lutte contre la précarité que porte l'institution.

Une cellule de veille RPS se charge d'accompagner les agents de façon préventive et un groupe

- La formation des personnels

Le budget de la formation des personnels est de 375.000€ pour 2017 et 2018.

Outre la préparation aux concours qui reste un axe majeur, le plan de formation de l'UCA intègre désormais les recommandations du schéma directeur handicap. L'offre de formation prévoit systématiquement la prise en compte du handicap dans les modules proposés.

L'UCA a, dès la rentrée 2018, intégré et mis en œuvre dans son plan de formation la formation des enseignants-chercheurs nouveaux entrants.

Les grandes orientations en matière de management et de professionnalisation des métiers sont maintenues.

Il est à noter qu'un parcours de formation à destination des élus responsables de structures (doyens, directeurs de composantes, de laboratoires) est en cours de création pour faciliter la prise de fonction en matière de management, finance, ressources humaines, scolarité et règle de sécurité).

L'objectif est parvenir à un taux d'exécution de 95% du budget sur 2018 (le prévisionnel 2017 devrait être à hauteur de 80%).

La prochaine évolution de l'outil informatisé en matière de formation qu'a développé l'université est de dématérialiser les demandes hors catalogue pour gagner en fluidité de traitement et mieux prendre en charge le Compte Personnel de Formation.

		2016	2017	2018
Nombre de personnes ayant suivi au moins une action de formation	BIATSS	1255	1447	1480
	E-EC	541	588	620
	Total	1796	2035	2100
Temps moyen de formation par an et par agent (en jour)	BIATSS	2,63	2,74	2,7
	E-EC	0,21	0,39	0,4
	Total	1,07	1,28	1,3
Budget Formation		370 000 €	375 000 €	375 000 €

► DIRECTION DES SYSTEMES D'INFORMATION

➤ Un investissement dédié à poursuivre l'homogénéisation des services numériques en contexte UCA

En 2018, l'établissement poursuit son effort d'investissement sur la remise à niveau de l'infrastructure numérique afin d'offrir un service de même niveau à tous les usagers UCA. Ceci se traduit par une rénovation des équipements actifs réseaux de différentes composantes d'enseignement et de recherche, ainsi qu'un renforcement de l'offre d'hébergement pour les composantes qui ont structuré la gestion de leurs informatique au sein de la DOSI (direction opérationnelle du système d'information), et notamment celles relevant du PICC (centre-ville) et du SCI (Cézeaux). Le Datacentre fait également l'objet d'investissements liés à la sécurisation et l'extension des performances au service de l'ensemble des usagers du site.

L'établissement poursuit sa politique d'équipement des personnels administratifs dans une logique de remise à niveau du parc. Ce sera l'occasion de renforcer le dispositif d'inventaire, en lien avec les fonctions financières et comptables. L'objectif est d'obtenir courant 2018 un inventaire technique et comptable en phase et couvrant la totalité du parc UCA.

De même sur l'accessibilité aux moyens numériques, la DOSI poursuivra le renouvellement de son parc de bornes WiFi afin de délivrer un service de qualité sur toutes ses composantes.

La DOSI accompagne le volet numérique des grandes opérations immobilières et veillera notamment à maîtriser la dépense sur les moyens audiovisuels déployés, en favorisant les mutualisations et l'emploi de solutions économiquement avantageuses (école d'économie, 2nde tranche CBRV amphithéâtre de sciences). En lien avec les équipes d'ingénierie pédagogique, la mise en cohérence des moyens de captation et rediffusion des enseignements dans les amphithéâtres de l'établissement apporte une réponse, par le

numérique à l'augmentation des effectifs des étudiants primo-entrants. Toujours en lien avec la direction de l'immobilier et de la logistique, la DOSI poursuivra la mise en cohérence des solutions de contrôle d'accès entre les différents sites et intégré à l'environnement national (cartes d'étudiants et de personnels compatibles avec le système IZLY du CNOUS) au rythme des opérations immobilières.

En termes d'acquisition de nouveaux logiciels, la DOSI lancera un projet de déploiement d'une solution de gestion des temps sur contrat de recherche (SINCRO) afin de renforcer la capacité de consolidation dépenses / recettes, et finalisera l'homogénéisation des outils de support (helpdesk) pour répondre aux demandes usagers relevant de l'immobilier et la logistique, les ressources humaines, l'ingénierie pédagogique, les affaires générales, et le numérique. Ceci sera l'occasion d'étudier de nouvelles formes d'organisation du support pour répondre de façon toujours plus performante aux demandes usagers (front desk).

Pour répondre à d'autres besoins en termes d'acquisition de logiciels, l'établissement s'appuiera sur ses forces internes.

➤ Le fonctionnement des services numériques

Les dépenses de fonctionnement se concentrent déjà sur les redevances éditeurs, pour 60% allouées aux solutions AMUE en ce qui concerne l'applicatif de gestion, et d'autres redevances liées à l'exploitation de solutions techniques relatives à la fois au Datacentre, à la téléphonie et la reprographie ou encore la bureautique. Sur ce dernier volet, l'ensemble de la communauté bénéficiera de solutions innovantes, intégrant des services collaboratifs (Office 365) disponibles dans et hors l'environnement professionnel, favorisant ainsi pour les apprenants l'égalité des chances.

Il convient de noter que l'établissement va se doter d'une solution de dématérialisation de chaînes de responsabilité (Workflow), qui permettra l'accélération de la dématérialisation de procédures internes et renforcera la fluidité administrative nécessaire compte tenu de la taille de l'établissement.

La solution d'usine à sites web, dont l'usage est actuellement étendu pour couvrir le périmètre des composantes et des services centraux fera l'objet d'évolutions permettant une extension aux besoins de communication interne (intranet) de l'établissement identifié comme prioritaire.

Dans cette même logique, la priorité en 2018 sera donnée au déploiement de solutions numériques transverses couvrant les besoins exprimés par différents services et composantes, plutôt qu'à l'extension de la couverture fonctionnelle du système d'information des services supports.

Mission Gestion du Patrimoine

► DIRECTION DE L'IMMOBILIER

En préambule

L'année 2018 sera l'année de la consolidation de l'activité de la DIL dans sa configuration UCA, notamment sur son volet immobilier. Les opérations lourdes de restructuration pluriannuelles, pour la majorité initiées avant le 1/1/2017, seront poursuivies selon la programmation annoncée. Les opérations de maintien aux normes du patrimoine existant seront clairement identifiées et hiérarchisées selon les urgences et le plan de charge des équipes immobilières.

En parallèle, avec l'aide d'un système d'information dédié en cours de mise en place, des réflexions de fond seront menées à l'échelle de la nouvelle université afin d'éclairer des choix politiques à venir.

De même, l'optimisation des contrats de maintenance ou de contrôles périodiques sera effectuée afin de non seulement obtenir un gain d'échelle au niveau financier mais aussi d'être mieux à même de respecter la réglementation en matière de marchés publics.

➤ Le Schéma Directeur Energie et Patrimoine (SDEP)

Le SDEP formalisera la politique immobilière de l'établissement pour les vingt-cinq prochaines années. Ce schéma s'inscrira en terme immobilier dans la stratégie globale de l'Université Clermont Auvergne. Au cours du premier trimestre, l'établissement recevra le diagnostic énergie et patrimoine. Quatre mois plus tard seront proposés plusieurs scenarii. L'un d'entre eux sera choisi et sera étudié plus en profondeur par le prestataire. Une étude économique et financière sera réalisée lors de la dernière phase de l'étude afin de respecter une soutenabilité financière pour l'établissement. Le SDEP une fois finalisé sera la feuille de route pour les équipes immobilières de l'Etablissement.

➤ La mise en place de la base de données (SI PAT)

Un des enjeux majeurs dans le domaine immobilier est la connaissance de son patrimoine immobilier. Celle-ci passe par une bonne organisation de ces données. La fusion a induit un changement de système d'information immobilier. Les équipes de la direction de l'immobilier ont commencé le travail de mise en place d'un nouveau système dès le début 2017. L'intégration des plans et des bases de données existantes sera poursuivie. Les premières exploitations de la base de données seront possibles dans le second semestre 2018.

➤ La renégociation des contrats (maintenance, contrôles périodiques,...)

La gestion des sites immobiliers ainsi que des contrats en découlant a été centralisée pour partie. Après une première année de recensement, l'ensemble s'avère hétérogène et une optimisation est possible. L'année 2018 sera en grande partie utilisée afin d'optimiser l'ensemble de ces procédures, leur coût pour l'établissement et également la qualité du niveau de maintenance.

➤ Les principaux programmes immobiliers :

- [Site du campus des Cézeaux](#)

Les opérations « Pôle Mutualisé d'Enseignement » (PME) et Pôle Biologie (projet EcoCampus – opérations 930 et 929) se poursuivront en 2018 pour une dépense de 16,34 millions d'euros. Ces deux opérations seront réceptionnées en 2019.

Les travaux de l'opération « Maison de l'Innovation » (opération 931) débuteront au deuxième semestre de l'année 2018.

Les travaux de la phase 2 de STAPS (opération 933) arriveront à leur terme en 2018. Cette phase permettra l'intégration de l'équipe de recherche AME2P dans ces nouveaux locaux.

Cette même année sera également mise à profit pour faire à la fois un bilan de la première phase de l'intracring (opération 940) et pour lancer les marchés relatifs à la deuxième phase.

Le premier semestre 2018 sera aussi mis à profit pour réhabiliter les préfabriqués en périphérie de l'IUT des Cézeaux de façon à générer des espaces pédagogiques tampons nécessaires en premier lieu pour la rentrée universitaire 2018-2019 en raison des immobilisations maximales de salles d'enseignement des opérations PME et Pôle BIO. Par la suite, ces salles permettront de relâcher la tension qui existe sur la disponibilité de salles lors des premiers semestres quand les effectifs étudiants sont au maximum.

Les études pour la rénovation des amphithéâtres (opération 913) sur le site de l'IUT des Cézeaux seront lancées sur 2018.

- [Clermont Centre](#)

Les travaux sur le site de la Rotonde de l'Ecole d'Economie (opération 836) s'achèveront à la fin du premier trimestre 2018. Une opération d'aménagement et de déménagement sera réalisée dans les semaines qui suivront.

Les réflexions sur la création du « Learning Centre » se poursuivront en 2018. L'implantation de ce nouvel outil se fera sur l'ancien site Kessler. Les travaux consisteront en une réhabilitation-extension du bâtiment existant. Si les fonds octroyés sur cette opération dans le présent CPER peuvent être engagés (et si l'enveloppe financière LC est consolidée) on pourra amorcer l'opération de désamiantage.

Enfin, pour ce qui concerne l'extension du service santé universitaire (opération 956), le programme a été lancé en 2017. L'année 2018 sera consacrée aux études de maîtrise d'œuvre et aux lancements de procédures de marchés de travaux.

- [Site Dunant](#)

Une tranche importante de réhabilitation du site Dunant sera réceptionnée en 2018 (restructuration UNH, colonne d'amphithéâtres...- opération 816 – 9,5 millions d'euros). Cette opération a connu un retard de trois mois du fait du retard du chantier CRBC (problème amiante sur l'opération 669) en raison d'un jeu de chaises musicales des occupants. La tranche suivante consiste en un regroupement, entre autres, du « pôle microbiologie » et à la restructuration du CBRV (opération 865 – 10,5 millions d'euros). Actuellement en phase études, les travaux débuteront en 2018.

En 2018 débiteront également les travaux sur le bâtiment Montalembert (opération 914 – 1.2 millions d’euros).

➤ Les opérations exclusivement de mise en sécurité et de mise en conformité

Plusieurs opérations se dérouleront en 2018 pour des mises en sécurité et d’accessibilité, concernant notamment les bâtiments Paul Collomp, Gergovia, Carnot et le Manège. Plusieurs de ces bâtiments sont en avis « défavorable » émis par le SDIS (service département d’incendie et de secours).

Sur le campus des Cézeaux, les travaux de mise en sécurité, principalement par la mise en conformité électrique, seront réalisés sur les bâtiments Chimie 1 et 2 ainsi que sur les amphithéâtres, après l’intervention d’urgence de l’été 2017.

Sur le périmètre du patrimoine dévolu, les travaux d’une importante opération d’accessibilité (2,7 millions d’€) débutée fin 2016, concernant une multitude de sites dans le cadre de l’agenda d’accessibilité programmé (AD’AP) débiteront. Ces travaux s’achèveront en 2019.

Enfin, en collaboration avec la DSI, et dans l’optique de la labellisation du Data Center du CRRI, il est nécessaire de mettre en place un système d’extinction incendie spécifique à ce type d’équipement. Cette opération sera réalisée en 2018.

➤ Le périmètre

L'UCA est l'établissement porteur du budget de CAP 20-25 au nom de tous les partenaires du projet. A ce titre, le budget présenté, d'un montant de **15 667 631 € en autorisations d'engagements pour 2018**, inclut toutes les dépenses et recettes directes du projet connues à ce jour. En revanche, les apports en nature des partenaires, principalement la masse salariale des permanents, ne sont pas valorisés dans ce budget annexe. Les crédits des trois LABEX CLERVOLC, IDGM+, IMobS3, qui font partie du projet CAP 20-25, sont inclus dans ce budget. Le LABEX IDGM+ reste géré par la FERDI ; sa dotation sera dorénavant versée par l'ANR à l'UCA qui la reversera à la FERDI.

➤ La durée

Pour mémoire, la dotation ANR conventionnée avec l'UCA s'élève à **40 M€ pour 4 ans** à compter du 25 mars 2017, dont 10 M€ pour les trois LABEX.

Le budget présenté est établi sur 3 ans, de 2018 à 2020. Les crédits non consommés en 2017 (dont le montant ne sera connu qu'à la fin de l'exercice) seront ajoutés sous forme de reports au premier budget rectificatif 2018.

Le budget se présente sous la forme du tableau des autorisations budgétaires pour 2018 (tableau 2) et d'une estimation des échéances pluriannuelles pour les tableaux 9 et 10.

➤ Les recettes

A l'exception de la dotation de l'ANR, les financements annoncés par les partenaires ne sont pas encore notifiés. Des échanges sont en cours pour en préciser les montants et le calendrier des versements. Dans cette attente, une recette estimative de **5 M€ sur 3 ans** est inscrite à ce budget, dans la rubrique financements publics. Le montant est faible au regard des sommes attendues (47 M€ ont été annoncés lors du dépôt du projet). Il s'agit d'un choix de gestion prudent mais qui n'empêche pas le déroulement du projet, puisque tout financement supplémentaire pourra être inscrit lors d'un budget rectificatif.

Recettes prévisionnelles 2018	
9 460 360	ANR hors LABEX
972 973	ANR IDGM+
875 676	ANR CLERVOLC
681 081	ANR IMobS3
1 666 667	Autres fi. Publics hors LABEX (1/3 de 5 M€)
1 318 285	Autres financements CLERVOLC+IMobS3
14 975 042	

➤ Les dépenses de masse salariale

La masse salariale est pour l'instant la principale dépense de CAP 20-25. 27 recrutements ont déjà été faits, correspondant à un engagement financier pluriannuel de 3 M€. Le tableau ci-dessous montre qu'une partie seulement des challenges et programmes ont commencé leurs recrutements en 2017. Les challenges 3 et 4 ainsi que les programmes HUB innovergne et CAMPUS@uvergne recruteront en 2018. La prévision de masse salariale pour 2018 prévoit ces recrutements ainsi que les moyens nécessaires au programme TALENTS pour la labellisation des 28 enseignants-chercheurs et le tenure track.

Recrutements de contractuels en 2017

Challenges/ Programmes	Emploi	Affectation
Challenge 1	3 ingénieurs	EPIA, Herbivores, ICCF
	2 doctorants	GDEC, Territoires
Challenge 2	4 doctorants	LIMOS, LMBP, IP, LAPSCO
	1 ingénieur	Acté
	5 post docs	IP, LLMBP, ICCF
Instruments	2 ingénieurs	LIMOS, IRSTEA
	2 post docs	LIMOS, LMBP
Learn'in Auvergne	1 chercheure en innovation pédagogique	Acté
	1 ingénieur numérique	Direction de la formation
	2 ingénieurs pédagogiques	Direction de la formation
Pilotage	1 gestionnaire financier	Pôle finances Cézeaux
	1 adjointe au directeur chargée du volet scientifique	Direction de la recherche
	1 chargée d'appui opérationnel pour le volet international	Direction de la recherche
	1 chargée de communication	Service communication

➤ Les autres dépenses de fonctionnement et d'investissement

Le budget de CAP 20-25 a été réparti entre les axes et programmes de la façon suivante (hors LABEX) :

	Pour les 4 ans	Par an	
Challenge 1	2 500 000 €	625 000 €	
Challenge 2	2 500 000 €	625 000 €	Recherche
Challenge 3	2 500 000 €	625 000 €	57%
Challenge 4	2 500 000 €	625 000 €	-
Emergence	2 000 000 €	500 000 €	
InterChallenges	500 000 €	125 000 €	
Instruments	1 000 000 €	250 000 €	
Campus@uvergne	1 000 000 €	250 000 €	4,3%
WOW	2 000 000 €	500 000 €	8,5%
HUB Innovergne	1 000 000 €	250 000 €	4,3%
LEARN'IN AUVERGNE	3 000 000 €	750 000 €	12,8%
Structuration et gouvernance	1 000 000 €	250 000 €	4,3%
Talents	2 000 000 €	500 000 €	8,5%
Réserve	6 500 000 €		
	23 500 000 €	5 875 000 €	



La Fondation de l'Université d'Auvergne, première Fondation universitaire en France, a été inscrite dans le prolongement de la loi du 10 août 2007, relative aux responsabilités et compétences élargies. Comme suite à la fusion des universités clermontoises au 1^{er} janvier 2017, la FUDA est devenue l'UCAf (Université Clermont Auvergne fondation). Ses statuts, adoptés en conseil de gestion le 10 juillet 2017, ont été approuvés par le CA de l'UCA le 15 septembre 2017.

Elle a pour vocation de renforcer les actions menées par l'Université Clermont Auvergne, en particulier dans les domaines suivants :

- Le soutien et la promotion d'une recherche d'excellence ;
- L'optimisation de l'insertion professionnelle des étudiants ;
- Le développement de l'innovation et de la création d'entreprises ;
- L'accroissement de la reconnaissance et de l'attractivité internationale de l'Université Clermont Auvergne.

Elle contribue à intensifier l'attractivité du territoire auvergnat en conjuguant les forces des entreprises, de l'université et des collectivités locales.

Pour chaque action, l'origine de financement est prédéterminée. Il existe plusieurs sources de financement :

- des subventions en provenance de collectivités (Aurillac et le Puy majoritairement),
- des dons manuels non affectés,
- des dons manuels affectés à des actions spécifiques qui sont suivis au sein d'actions identifiées,
- des produits financiers,
- un produit issu de la part non consommable de la dotation en capital dans la limite autorisée.

Le budget 2018 de la Fondation est décliné en actions : reconductibles d'une part et spécifiques d'autre part.

Les actions reconductibles

C'est un programme d'actions reconduites chaque année en conseil de gestion (détermination du contenu et des montants alloués). Ces actions sont à destination des étudiants, enseignants, étudiants entrepreneurs de l'UCA. Elles peuvent se présenter sous forme de bourses, de prix, de soutien à des projets pédagogiques, etc.

Les actions spécifiques

Cinq **chaires** sont prises en compte au titre du budget 2018 pour un montant de 235.000 € au total.

■ **Chaire « Alter-gouvernance »** (création en 2012)

Cette chaire de recherche est dédiée à l'étude des formes alternatives de gouvernance et de nouveaux modèles économiques.

Partenaires : Crédit Agricole Centre France, Limagrain, Caisse d'Épargne et de Prévoyance Auvergne Limousin, Crédit Agricole des Savoie.

■ **Chaire « Valeur et RSE »** (création en 2012)

Cette chaire de recherche en finance a pour objectif de comprendre dans toute sa complexité le lien existant entre la valeur économique et boursière des entreprises et leur degré de responsabilité sociale (RSE).

Partenaires : Métropole Gestion, Michelin, Caisse d'Épargne et de Prévoyance d'Auvergne et du Limousin, MAIF.

■ **Chaire « Confiance numérique »** (création en 2014)

Cette chaire sur la confiance numérique consiste en l'étude de la possibilité de créer un écosystème allant au-delà des frontières (géographiques, technologiques, universitaires, de compétences, etc.) afin de faire progresser la recherche sur la notion Confiance.

Partenaires : almerys, Caisse d'Épargne et de Prévoyance d'Auvergne et du Limousin, Conseil régional Auvergne Rhône Alpes (allocation d'une bourse doctorale).

■ **Chaire « INSOLIUM »** (création en 2016)

Le projet "INSOLIUM" concerne la réalisation de cellules solaires sur substrat silicium à base de nanofils (Ga,In)N. Ces nanofils, de taille nanométrique permettraient d'augmenter la quantité de lumière absorbée et donc le rendement énergétique. Ce projet de recherche se fait en partenariat avec le Professeur Amano (Prix Nobel de Physique 2014).

Partenaires : Laboratoires Théa, Leclerc.

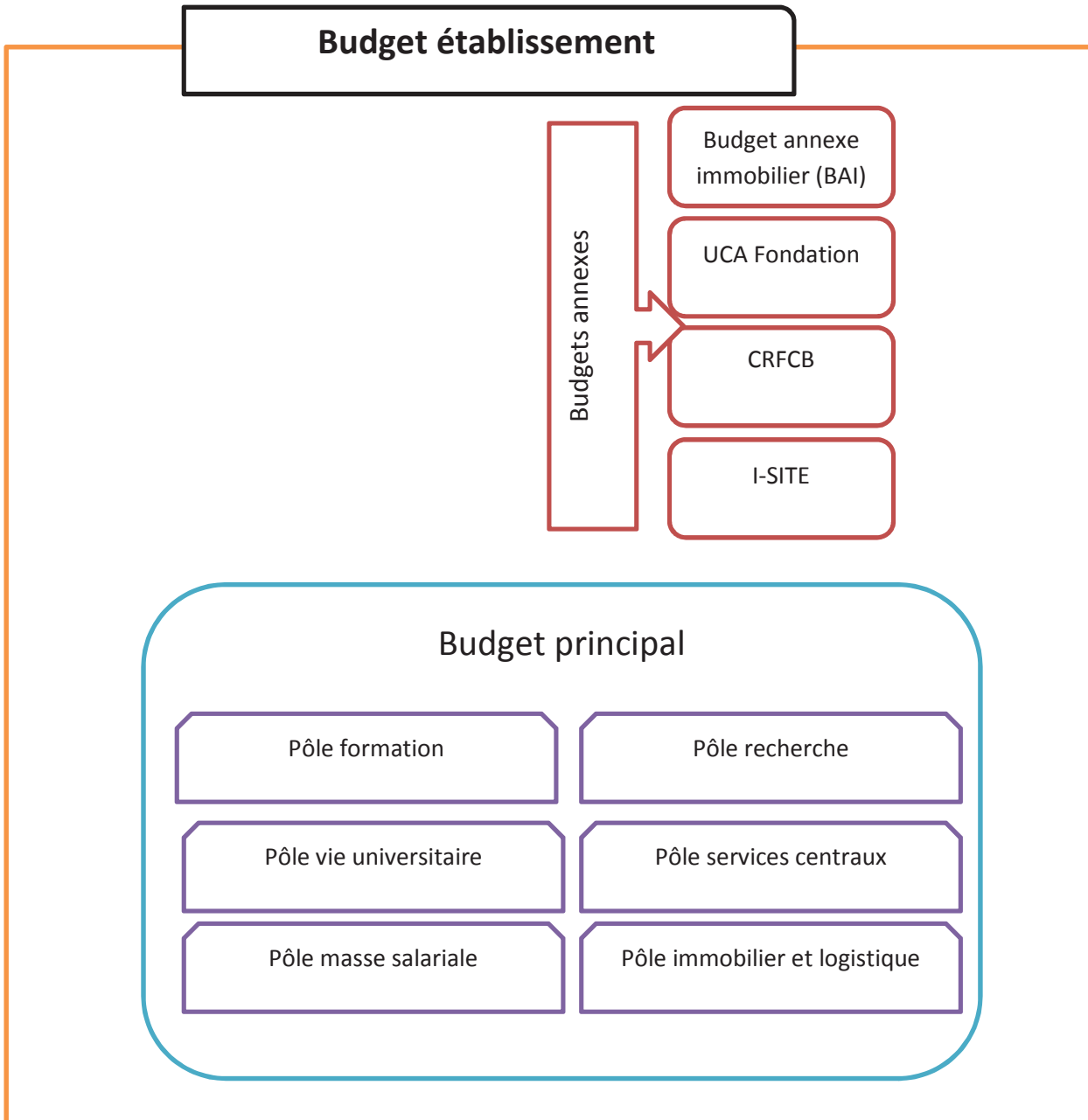
■ **Chaire UNESCO « Santé et éducations »** (création en 2017)

Le soutien aux campus délocalisés : les départements du Cantal et de la Haute Loire, ainsi que les communes du Puy-en-Velay et d'Aurillac soutiennent par leurs actions les antennes de l'Université Clermont Auvergne sur leur territoire pour un montant total de 210 500

Enfin, il est à noter le dernier type d'actions, les "**soutiens à la recherche et à la pédagogie**" qui sont mises en place pour une durée déterminée, avec le soutien financier des partenaires socio-économiques de l'UCAf. Ce sont des actions dont les fonds sont dédiés exclusivement au financement d'une opération. Ce peut être un soutien à un projet de recherche ou un projet pédagogique.

III. LES PREVISIONS 2018

1. Structure budgétaire 2018 de l'Université Clermont Auvergne



L'analyse des prévisions 2018 comparativement avec les années antérieures doit tenir compte des changements intervenus sur la période récente :

- Changement institutionnel, avec la création du nouvel établissement UCA au 1^{er} janvier 2017, reprenant les droits et obligations de l'université d'Auvergne (UdA) et de l'université Blaise-Pascal (UBP) ;
- Changement d'architecture budgétaire, entre celle de l'UCA (cf. ci-dessus) et celle des deux établissements, lesquels avaient des modes d'organisation et d'allocation des moyens différents, puis création du budget annexe I-SITE en 2018 ;
- Changement d'organisation, avec de nouvelles composantes, unités de recherche ou services, créés en 2017 ;
- Changement de mode de comptabilisation budgétaire, avec la mise en place de la GBCP au 1^{er} janvier 2017 pour l'ensemble du périmètre UCA.

2. Analyse des prévisions

2.1. Les dépenses de personnel

L'enveloppe globale consacrée à la masse salariale (hors action sociale) s'élève à 219 825 342 €. Elle comprend :

- d'une part les dépenses de masse salariale relevant du plafond « État », *id est* financées par la subvention pour charges de service public (dite SCSP) ;
- d'autre part, les autres dépenses de personnels financées par les ressources propres et/ou spécifiques de l'établissement, dépenses qui comprennent les heures supplémentaires d'enseignement des enseignants de l'établissement, les heures complémentaires effectuées par les chargés d'enseignement vacataires ainsi que les salaires et charges des personnels contractuels.

Les dépenses de personnel (masse salariale + action sociale et divers, soit 220,1 M€) représentent 73% du total des ressources encaissables de l'établissement en 2018, soit un niveau inférieur à celui du budget initial 2017 (75 %) mais équivalent à celui du BR1 2017.

LA REPARTITION DES DEPENSES PAR NATURE (BI 2018)

Dépenses décaissables	219 825 342 €
Rémunérations principales (hors charges)	111 122 610 €
<i>Rémunérations principales des fonctionnaires</i>	90 946 913 €
<i>Rémunérations principales des non-titulaires</i>	20 175 697 €
<i>dont CDI</i>	1 552 956 €
<i>dont CDD</i>	18 622 741 €
Rémunérations accessoires (hors charges)	7 296 617 €
<i>Cours complémentaires et vacations d'enseignement</i>	7 271 617 €
<i>Vacations administratives</i>	25 000 €
Primes et indemnités (dont NBI)	7 501 940 €
Cotisations et contributions sociales	89 171 367 €
<i>Compte d'Affectation Spécial Pensions & RAFP</i>	67 116 074 €
<i>Autres cotisations</i>	22 055 293 €
Autres charges de personnels	4 732 807 €
<i>Allocation retour à l'emploi ou cotisation ASSEDIC</i>	1 371 475 €
<i>Impôts sur rémunérations</i>	2 450 588 €
<i>Autres (Prestations directes & charges sociales)</i>	910 744 €
<i>Dépenses d'actions sociales</i>	-€
CAP	- €

2.2. Evolution des recettes (recettes encaissables)

	BI 2017	BR1 2017	BI 2018	Evolution BI 2017/2018
TOTAL RECETTES	288 433 356	296 769 812	301 695 075	+ 4,5 %
Dont subvention pour charge de service public	233 108 513	233 908 513	235 202 856	+ 0,9 %
Dont droits d'inscription (DN)	4 875 400	4 875 400	4 529 500	- 7 %
Dont recettes de formation continue, VAE et diplômes propres	5 894 337	5 894 337	6 217 526	+ 5,4 %
Dont recettes d'investissement	15 466 900	17 016 900	13 852 024	-11,6 %

La hausse des recettes sur la période est notamment due au financement I-SITE (14,9 M€ pour 2018). On constate que la subvention pour charge de service public représente 78 % des recettes encaissables de l'établissement pour 2018. Si l'on rapporte la SCSP au montant des seules recettes globalisées*, on passe à 85 %. Les évolutions des recettes issues de la formation continue doivent être analysées avec pondération, dans l'attente des réalisations effectives en mode UCA. Par ailleurs, les variations significatives du montant des recettes d'investissement s'expliquent en grande partie par le rythme des opérations immobilières du CPER (10 M€ de recettes attendues en 2018), et la fin du projet de centre de recherche bioclinique (CRBC) en 2017.

* Recettes globalisées = recettes totales – recettes fléchées

2.3. Evolution des dépenses (par enveloppe - dépenses décaissables)

UCA	BI 2017	BR1 2017	BI 2018	Evolution BI 2017/BI 2018	Evolution BR1 2017/BI 2018
Personnel	216 261 080	217 492 478	220 129 342	+ 1,7 %	+ 1,2 %
Fonctionnement	55 596 451	64 591 102	62 778 743	+ 12,9 %	- 2,9 %
Investissement	26 519 537	36 430 055	36 661 720	+ 38 %	0 %
Total	298 377 068	318 513 635	319 569 805	+ 7,1 %	+ 0,3 %

On observe que les enveloppes évoluent de manière contrastée :

- l'enveloppe de dépenses de personnel augmente de manière mesurée par rapport au BI 2017 (+ 1,7%), et de façon nettement moins forte que l'ensemble des dépenses (+ 7,1%) ;
- pour ce qui concerne les dépenses de fonctionnement, le développement des actions prévues au titre d'I-SITE explique en grande partie la variation par rapport au budget initial 2017. Les dépenses de gros entretien renouvellement (GER) sur le parc immobilier représentent 8,7 M€ ;

- celles d'investissement augmentent fortement, en raison du pic de travaux prévus en 2018 sur les grandes opérations inscrites au CPER, et dans une moindre mesure pour le patrimoine dévolu.

Les dépenses d'investissement se décomposent ainsi :

- Immobilier dévolu : 5,9 M€
- Immobilier non dévolu : 21,7 M€
- Matériel informatique, scientifique, divers : 9 M€

La lecture des dépenses par destination permet de relever une grande stabilité dans la structure globale de l'établissement. Les principales variations sont provoquées par le rythme de décaissement des programmes immobiliers, principalement sur l'investissement. De la même manière, le volume de contrats ou prestations de recherche influe logiquement sur le poids de cette destination en fonctionnement.

2.4. Le solde budgétaire

On constate que le solde budgétaire s'élève à – 17,8 M€ pour l'UCA, soit un niveau très élevé (pour mémoire, il s'élevait à – 9,9 M€ au BI 2017, et à – 21,7 M€ au BR1). Ceci s'explique essentiellement par le fait que les opérations immobilières représentent 36,4 M€ en dépenses pour 2018, alors que les recettes encaissables correspondantes s'élèvent à 18,1 M€.

De manière détaillée, le solde budgétaire global pour 2018 (encaissements – décaissements de l'exercice) se structure comme suit :

- Immobilier dévolu : - 5,5 M€
- Immobilier non dévolu : - 12,7 M€
- I-SITE : - 0,7 M€
- Contrats de recherche : - 1,4 M€
- Etablissement principal (hors immobilier et hors contrats de recherche) : + 2,5 M€

Le montant élevé du solde budgétaire total ne doit toutefois pas constituer à lui seul un signal d'alerte, car il doit être mis en relation avec le tableau des opérations pluriannuelles (tableau 9), qui fait apparaître l'équilibre des contrats de recherche au final. Pour ce qui concerne les opérations immobilières hors dévolution et hors PPP, l'année 2018 concentre à elle seule un solde budgétaire de – 12,7 M€ alors que sur la durée de l'ensemble de ces programmes, le solde total est de 11,8 M€. Il s'agit donc là d'un effet conjoncturel qui se lisse sur la durée en termes de trésorerie.

2.5 L'équilibre financier

Les tableaux d'équilibre financier et d'opération pour compte de tiers font apparaître un effet négligeable de ces dernières sur la trésorerie de l'établissement, puisque le prélèvement de trésorerie (17,9 M€) est quasiment identique au solde budgétaire. Les opérations réalisées au nom et pour le compte de tiers sont relativement stables par rapport à l'année 2017 : il s'agit là de dispositifs pérennes et bien identifiés.

2.6 La soutenabilité

Le compte de résultat prévisionnel de l'établissement se présente à l'équilibre (+ 99 k€), puisque la prévision positive sur l'établissement principal (+ 1 M€) est compensée par celle du budget annexe immobilier (- 873 k€). Ce dernier est ainsi en déficit prévisionnel sur la période 2017-2019, conformément au plan pluriannuel immobilier annexé au présent budget - période qui correspond à l'aboutissement de plusieurs opérations significatives (cf. restructuration du site Dunant, du site Jaude et de l'IUT des Cézeaux).

L'établissement principal dégage pour sa part, un excédent de 1 M€ grâce à une maîtrise des dépenses de masse salariale et de celles des services centraux (- 700 k€).

On note le montant important des investissements (36,6 M€), qui correspondent majoritairement (pour 27,6 M€ à des opérations immobilières (pôle mutualisé d'enseignement, pôle biologie, maison de l'Innovation, site Dunant...) et dans une moindre mesure à des investissements de recherche. Ces opérations immobilières génèrent pour 2018 un prélèvement sur la trésorerie de l'ordre du 18 M€, prévu dans leur plan de financement initial. Il convient de mettre en relation le solde budgétaire avec l'évolution attendue du fonds de roulement (tableau 6).

Le montant de la capacité d'autofinancement (CAF) remonte, pour s'élever à 6,4 M€ contre 5 M€ au BR1 2017. Au final, le prélèvement prévisionnel sur fonds de roulement (FDR) de l'établissement s'établit à 16 437 947 €, sachant que le FDR projeté au 31/12/2017 atteindrait 30,4 M€, selon les termes du BR1.

En cumulant les projections du budget rectificatif 2017 et du présent budget initial 2018, les prélèvements prévisionnels porteraient le FDR à 14 M€ au 31/12/2017, soit en-deçà du seuil recommandé de 30 jours de fonctionnement.

La trésorerie, estimée à 50,9 M€ en solde initial de janvier 2018, connaît une variation prévisionnelle de - 17,9 M€, avec un solde final prévu à 32,9 M€ (qui est aussi le point le plus bas de l'année). S'agissant des restes à payer, comme les ouvertures d'AE sont inférieures à celles de CP sur l'année 2018, les restes à payer diminuent logiquement de - 14,2 M€, pour s'établir à 31,3 M€ en fin d'exercice.

En conclusion, le solde budgétaire, la variation prévisionnelle de trésorerie et le tableau des opérations pluriannuelles convergent vers un montant de 18 M€, qui correspond précisément au solde budgétaire des opérations immobilières de 2018. Cela démontre que l'UCA doit porter des projets immobiliers pluriannuels à fort impact sur la trésorerie, car le rythme d'encaissement des recettes n'est pas corrélé à celui des dépenses. Toutefois, le niveau de la trésorerie de l'établissement permet d'aborder cette année 2018 avec une certaine marge de sécurité.

LES TABLEAUX BUDGETAIRES

Tableau des emplois (pour vote)

Budget établissement

Tableau des emplois présenté par l'établissement à l'appui du budget 2018

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

		(A)	(B)	(C) = (A) + (B)
		Emplois sous plafond Etat *	Emplois financés hors SCSP	Global
Catégories d'emplois		En ETPT	En ETPT	
Enseignants, enseignants-chercheurs, chercheurs	Permanents	1 384,70		1 384,70
		2,75	18,50	21,25
	Non permanents	307,98	200,05	508,03
		S/total EC	1 695,43	218,55
Elèves fonctionnaires stagiaires des écoles nationales supérieures (ENS)				-
BIATSS (personnels de bibliothèques, ingénieurs, administratifs, techniques et de service)	Permanents	1 024,28		1 024,28
		15,80	67,30	83,10
	Non permanents	43,40	196,31	239,71
		S/total Biatss	1 083,48	263,61
Totaux		2 778,91 (1)	482,16	3 261,07 (2)
Rappel du plafond des emplois fixé par l'Etat		3 029 (3)		

Note sur les modalités de renseignement du tableau

Ce tableau doit être annexé au budget de l'établissement et, en cas de modification, aux budgets rectificatifs. Les chiffres qu'il contient doivent être exprimés en équivalents temps plein travaillés (ETPT). Le guide de décompte des emplois est soumis au vote du conseil d'administration le plafond global des emplois (case annotée (2))

Le nombre total d'emplois sous plafond Etat (case annotée (1)) ne peut être supérieur au plafond des emplois Etat qui a été notifié à l'établissement et rappelé en case (3)

* : cf. article R719-54 du code de l'éducation : "plafond d'emplois fixé par l'État relatif aux emplois financés par l'État"

** : cf. article R719-54 du code de l'éducation : "plafond d'autorisation de l'ensemble des emplois rémunérés par l'établissement"

Tableau des autorisations budgétaires (pour vote)

BUDGET ETABLISSEMENT
Autorisations budgétaires

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

DEPENSES 2018		
	Montants	
	AE Engagements de portées annuelle et pluriannuelle	CP Décaissements 2018
	BI	BI
Personnel	220 129 342	220 129 342
Fonctionnement	59 698 948	62 778 743
Investissement	25 615 157	36 661 720
TOTAL DES DEPENSES AE et CP	305 443 447	319 569 805

RECETTES 2018	
Montants	
Encaissements 2018	
BI	
276 160 568	Recettes globalisées
235 202 856	Subvention pour charges de service public (MESR)
549 300	Autres financements de l'Etat (autres ministères)
15 578 561	Autres financements publics (UE, collectivités, ANR, ...)
24 829 851	Recettes propres (autres recettes que ci-dessus)
25 534 507	Recettes fléchées
1 701 000	Financements de l'Etat fléchés
23 817 757	Autres financements publics fléchés
15 750	Recettes propres fléchées
301 695 075	TOTAL DES RECETTES

SOLDE BUDGETAIRE (excédent) Recettes - CP **0**

17 874 730 **SOLDE BUDGETAIRE (déficit) CP- Recettes**

BUDGET PRINCIPAL
Autorisations budgétaires

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

DEPENSES 2018		
	Montants	
	AE Engagements de portées annuelle et pluriannuelle	CP Décaissements 2018
	BI	BI
Personnel	216 398 346	216 398 346
Fonctionnement	44 736 498	44 758 572
Investissement	13 574 856	28 880 257
TOTAL DES DEPENSES AE et CP	274 709 700	290 037 175

RECETTES 2018	
Montants	
Encaissements 2018	
BI	
266 528 983	Recettes globalisées
227 806 356	Subvention pour charges de service public (MESR)
495 300	Autres financements de l'Etat (autres ministères)
13 963 776	Autres financements publics (UE, collectivités, ANR ...)
24 263 551	Recettes propres (autres recettes que ci-dessus)
11 877 750	Recettes fléchées
1 701 000	Financements de l'Etat fléchés
10 161 000	Autres financements publics fléchés
15 750	Recettes propres fléchées
278 406 733	TOTAL DES RECETTES

SOLDE BUDGETAIRE (excédent) Recettes - CP **0**

11 630 442 **SOLDE BUDGETAIRE (déficit) CP- Recettes**

BUDGET ANNEXE IMMOBILIER

Autorisations budgétaires

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

DEPENSES 2018		
	Montants	
	AE Engagements de portées annuelle et pluriannuelle	CP Décaissements 2018
	BI	BI
Personnel	0	0
Fonctionnement	3 710 015	6 767 736
Investissement	10 190 301	5 931 463
TOTAL DES DEPENSES AE et CP	13 900 316	12 699 199

RECETTES 2018	
Montants	
Encaissements 2018	
BI	
7 147 500	Recettes globalisées
7 147 500	Subvention pour charges de service public (MESR)
0	Autres financements de l'Etat (autres ministères)
0	Autres financements publics (UE, collectivités, ANR)
0	Recettes propres (autres recettes que ci-dessus)
0	Recettes fléchées
0	Financements de l'Etat fléchés
0	Autres financements publics fléchés
0	Recettes propres fléchées
7 147 500	TOTAL DES RECETTES

SOLDE BUDGETAIRE (excédent) Recettes - CP	0
--	----------

5 551 699	SOLDE BUDGETAIRE (déficit) CP- Recettes
------------------	--

BUDGET CRFCB
Autorisations budgétaires

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

DEPENSES 2018		
	Montants	
	AE Engagements de portées annuelle et pluriannuelle	CP Décaissements 2018
	BI	BI
Personnel	242 000	242 000
Fonctionnement	51 000	51 000
Investissement	0	0
TOTAL DES DEPENSES AE et CP	293 000	293 000

SOLDE BUDGETAIRE (excédent) Recettes - CP 0

RECETTES 2018	
Montants	
Encaissements 2018	
BI	
293 000	Recettes globalisées
249 000	Subvention pour charges de service public (MESR)
0	Autres financements de l'Etat (autres ministères)
11 000	Autres financements publics (UE, collectivités, ANR)
33 000	Recettes propres (autres recettes que ci-dessus)
0	Recettes fléchées
0	Financements de l'Etat fléchés
0	Autres financements publics fléchés
0	Recettes propres fléchées
293 000	TOTAL DES RECETTES

0 **SOLDE BUDGETAIRE (déficit) CP- Recettes**

BUDGET UCA Fondation
Autorisations budgétaires

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

DEPENSES 2018		
	Montants	
	AE Engagements de portées annuelle et pluriannuelle	CP Décaissements 2018
	BI	BI
Personnel	0	0
Fonctionnement	872 800	872 800
Investissement	0	0
TOTAL DES DEPENSES AE et CP	872 800	872 800

RECETTES 2018	
Montants	
Encaissements 2018	
BI	
872 800	Recettes globalisées
0	Subvention pour charges de service public (MESR)
0	Autres financements de l'Etat (autres ministères)
339 500	Autres financements publics (UE, collectivités, ANR, ...)
533 300	Recettes propres (autres recettes que ci-dessus)
0	Recettes fléchées
0	Financements de l'Etat fléchés
0	Autres financements publics fléchés
0	Recettes propres fléchées
872 800	TOTAL DES RECETTES

SOLDE BUDGETAIRE (excédent) Recettes - CP 0

0 SOLDE BUDGETAIRE (déficit) CP- Recettes

BUDGET I-SITE
Autorisations budgétaires

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

DEPENSES 2018		
	Montants	
	AE Engagements de portées annuelle et pluriannuelle	CP Décaissements 2018
	BI	BI
Personnel	3 488 996	3 488 996
Fonctionnement	10 328 635	10 328 635
Investissement	1 850 000	1 850 000
TOTAL DES DEPENSES AE et CP	15 667 631	15 667 631

RECETTES 2018	
Montants	
Encaissements 2018	
BI	
1 318 285	Recettes globalisées
0	Subvention pour charges de service public (MESR)
54 000	Autres financements de l'Etat (autres ministères)
1 264 285	Autres financements publics (UE, collectivités, ANR)
0	Recettes propres (autres recettes que ci-dessus)
13 656 757	Recettes fléchées
0	Financements de l'Etat fléchés
13 656 757	Autres financements publics fléchés
0	Recettes propres fléchées
14 975 042	TOTAL DES RECETTES

SOLDE BUDGETAIRE (excédent) Recettes - CP **0**

692 589 **SOLDE BUDGETAIRE (déficit) CP- Recettes**

**Tableau des dépenses par destination
et des recettes par origine
(pour information)**

BUDGET ETABLISSEMENT
Dépenses par destination - Recettes par origine

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Dépenses par destination

DEPENSES 2018	Personnel		Fonctionnement		Investissement		Total	
	AE = CP		AE	CP	AE	CP	AE	CP
	BI	BI	BI	BI	BI	BI	BI	BI
Formation initiale et continue	89 354 529	89 354 529	7 596 533	7 614 976	1 643 687	1 643 687	98 594 749	98 613 192
D101-Formation initiale et continue Licence	76 414 166	76 414 166	3 546 090	3 549 433	985 380	985 380	80 945 636	80 948 979
D102-Formation initiale et continue Master	12 310 373	12 310 373	3 947 343	3 962 443	658 307	658 307	16 916 023	16 931 123
D103-Formation initiale et continue Doctorat	629 990	629 990	103 100	103 100	0	0	733 090	733 090
D105-Bibliothèques et Documentation	5 208 342	5 208 342	1 243 767	1 159 233	70 000	70 000	6 522 109	6 437 575
Recherche universitaire	70 721 443	70 721 443	20 509 483	20 509 483	4 082 407	4 082 407	95 313 333	95 313 333
D106-Sciences de la vie, biotechnologie et santé	32 506 853	32 506 853	2 099 472	2 099 472	93 920	93 920	34 700 245	34 700 245
D107-Mathématiques, sciences et techniques de l'information	5 411 917	5 411 917	464 083	464 083	85 560	85 560	5 961 560	5 961 560
D108-Physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	6 543 995	6 543 995	854 833	854 833	278 400	278 400	7 677 228	7 677 228
D110-Sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement	3 357 275	3 357 275	812 785	812 785	1 337 000	1 337 000	5 507 060	5 507 060
D111-Recherche universitaire-sciences de l'homme et de la société	12 966 329	12 966 329	2 063 947	2 063 947	43 677	43 677	15 073 953	15 073 953
D112-Recherche universitaire interdisciplinaire	9 935 074	9 935 074	14 214 363	14 214 363	2 243 850	2 243 850	26 393 287	26 393 287
D113-Diffusion des savoirs et musées	80 000	80 000	350 000	561 306	10 900	10 900	440 900	652 206
D114-Immobilier	6 575 062	6 575 062	18 912 792	21 725 117	16 913 429	27 959 992	42 401 283	56 260 171
D115-Pilotage et support	46 291 766	46 291 766	8 640 376	8 762 537	2 822 400	2 822 400	57 754 542	57 876 703
Vie Etudiante	1 898 200	1 898 200	2 445 997	2 446 091	72 334	72 334	4 416 531	4 416 625
D201-Aides directes	0	0	1 790 958	1 790 958	0	0	1 790 958	1 790 958
D202-Aides indirectes	162 200	162 200	188 000	188 000	40 000	40 000	390 200	390 200
D203-Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives	1 736 000	1 736 000	467 039	467 133	32 334	32 334	2 235 373	2 235 467
TOTAL	220 129 342	220 129 342	59 698 948	62 778 743	25 615 157	36 661 720	305 443 447	319 569 805
SOLDE BUDGETAIRE (excédent) D1 = C - B								0

Recettes par origine

RECETTES 2018	Recettes globalisées							Total BI (C)	
	Subvention pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Financement de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés		
	BI	BI	BI	BI	BI	BI	BI		
FD010-Subvention pour charges de service public	235 202 856	XXXXXXXXXXXXXXXXX	XXXXXXXXXXXXXXXXX	XXXXXXXXXXXXXXXXX	XXXXXXXXXXXXXXXXX	XXXXXXXXXXXXXXXXX	XXXXXXXXXXXXXXXXX	235 202 856	
FD020-Droits inscriptions	XXXXXXXXXXXXX	XXXXXXXXXXXXXXXXX	XXXXXXXXXXXXXXXXX	XXXXXXXXXXXXXXXXX	4 529 500	XXXXXXXXXXXXXXXXX	XXXXXXXXXXXXXXXXX	0	
FD030-Formation continue, diplômes propres et VAE	XXXXXXXXXXXXXXXXX	XXXXXXXXXXXXXXXXX	XXXXXXXXXXXXXXXXX	XXXXXXXXXXXXXXXXX	6 217 526	XXXXXXXXXXXXXXXXX	XXXXXXXXXXXXXXXXX	15 750	
FD040-Taxe d'apprentissage	XXXXXXXXXXXXXXXXX	XXXXXXXXXXXXXXXXX	XXXXXXXXXXXXXXXXX	XXXXXXXXXXXXXXXXX	2 017 476	XXXXXXXXXXXXXXXXX	XXXXXXXXXXXXXXXXX	0	
FD050-Etudes et travaux	XXXXXXXXXXXXXXXXX	XXXXXXXXXXXXXXXXX	XXXXXXXXXXXXXXXXX	XXXXXXXXXXXXXXXXX	1 031 846	XXXXXXXXXXXXXXXXX	XXXXXXXXXXXXXXXXX	0	
FD060-Valorisation (colloques, prestations de recherche)	XXXXXXXXXXXXXXXXX	XXXXXXXXXXXXXXXXX	XXXXXXXXXXXXXXXXX	XXXXXXXXXXXXXXXXX	2 677 331	XXXXXXXXXXXXXXXXX	XXXXXXXXXXXXXXXXX	0	
FD070-ANR investissements d'avenir	XXXXXXXXXXXXXXXXX	XXXXXXXXXXXXXXXXX	XXXXXXXXXXXXXXXXX	459 200	XXXXXXXXXXXXXXXXX	XXXXXXXXXXXXXXXXX	11 990 090	12 449 290	
FD080-ANR hors investissements d'avenir	XXXXXXXXXXXXXXXXX	XXXXXXXXXXXXXXXXX	XXXXXXXXXXXXXXXXX	2 645 926	XXXXXXXXXXXXXXXXX	XXXXXXXXXXXXXXXXX	0	2 645 926	
FD090-Subventions exploitation & financement d'actifs - Région	XXXXXXXXXXXXXXXXX	XXXXXXXXXXXXXXXXX	XXXXXXXXXXXXXXXXX	4 072 186	XXXXXXXXXXXXXXXXX	XXXXXXXXXXXXXXXXX	5 646 000	9 718 186	
FD100-Subventions exploitation & financement d'actifs - UE	XXXXXXXXXXXXXXXXX	XXXXXXXXXXXXXXXXX	XXXXXXXXXXXXXXXXX	4 289 057	XXXXXXXXXXXXXXXXX	XXXXXXXXXXXXXXXXX	3 865 000	8 154 057	
FD110-Subventions exploitation & financement d'actifs - Autres	XXXXXXXXXXXXXXXXX	489 800	XXXXXXXXXXXXXXXXX	4 083 492	947 591	1 701 000	650 000	0	
FD120-Fondations - fonds propres, réserves dons et legs	XXXXXXXXXXXXXXXXX	59 500	XXXXXXXXXXXXXXXXX	0	532 054	0	0	591 554	
FD130-Autres recettes	XXXXXXXXXXXXXXXXX	XXXXXXXXXXXXXXXXX	XXXXXXXXXXXXXXXXX	28 700	6 876 527	XXXXXXXXXXXXXXXXX	1 666 667	0	
TOTAL	235 202 856	549 300	0	15 578 561	24 829 851	1 701 000	23 817 757	15 750	301 695 075
SOLDE BUDGETAIRE (déficit) D2 = B - C								17 874 730	

BUDGET PRINCIPAL
Dépenses par destination - Recettes par origine

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Dépenses par destination

DEPENSES 2018	Personnel		Fonctionnement		Investissement		Total	
	AE = CP		AE	CP	AE	CP	AE	CP
	BI	BI	BI	BI	BI	BI	BI	BI
Formation initiale et continue	89 343 529	89 343 529	7 594 533	7 612 976	1 643 687	1 643 687	98 581 749	98 600 192
D101-Formation initiale et continue Licence	76 403 166	76 403 166	3 544 090	3 547 433	985 380	985 380	80 932 636	80 935 979
D102-Formation initiale et continue Master	12 310 373	12 310 373	3 947 343	3 962 443	658 307	658 307	16 916 023	16 931 123
D103-Formation initiale et continue Doctorat	629 990	629 990	103 100	103 100	0	0	733 090	733 090
D105-Bibliothèques et Documentation	4 977 342	4 977 342	1 225 867	1 141 333	70 000	70 000	6 273 209	6 188 675
Recherche universitaire	67 232 447	67 232 447	9 995 848	9 995 848	2 232 407	2 232 407	79 460 702	79 460 702
D106-Sciences de la vie, biotechnologie et santé	32 506 853	32 506 853	1 969 472	1 969 472	93 920	93 920	34 570 245	34 570 245
D107-Mathématiques, sciences et techniques de l'information	5 411 917	5 411 917	464 083	464 083	85 560	85 560	5 961 560	5 961 560
D108-Physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	5 756 999	5 756 999	496 833	496 833	228 400	228 400	6 482 232	6 482 232
D110-Sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement	2 655 275	2 655 275	442 150	442 150	37 000	37 000	3 134 425	3 134 425
D111-Recherche universitaire-sciences de l'homme et de la société	12 966 329	12 966 329	1 035 974	1 035 974	43 677	43 677	14 045 980	14 045 980
D112-Recherche universitaire interdisciplinaire	7 935 074	7 935 074	5 587 336	5 587 336	1 743 850	1 743 850	15 266 260	15 266 260
D113-Diffusion des savoirs et musées	80 000	80 000	350 000	561 306	10 900	10 900	440 900	652 206
D114-Immobilier	6 575 062	6 575 062	15 202 777	14 957 381	6 723 128	22 028 529	28 500 967	43 560 972
D115-Pilotage et support	46 291 766	46 291 766	8 107 376	8 229 537	2 822 400	2 822 400	57 221 542	57 343 703
Vie Etudiante	1 898 200	1 898 200	2 260 097	2 260 191	72 334	72 334	4 230 631	4 230 725
D201-Aides directes	0	0	1 605 058	1 605 058	0	0	1 605 058	1 605 058
D202-Aides indirectes	162 200	162 200	188 000	188 000	40 000	40 000	390 200	390 200
D203-Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives	1 736 000	1 736 000	467 039	467 133	32 334	32 334	2 235 373	2 235 467
TOTAL	216 398 346	216 398 346	44 736 498	44 758 572	13 574 856	28 880 257	274 709 700	290 037 175
SOLDE BUDGETAIRE (excédent) D1 = C - B								0

Recettes par origine

RECETTES 2018	Recettes globalisées					Recettes fléchées			Total BI (C)
	Subvention pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Financement de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées	
	BI	BI	BI	BI	BI	BI	BI	BI	
FD010-Subvention pour charges de service public	227 806 356	XXXXXXXXXX XXX	XXXXXXXXXX XXX	XXXXXXXXXX XXX	XXXXXXXXXX XXX	XXXXXXXXXX XXX	XXXXXXXXXX XXX	XXXXXXXXXX XXX	227 806 356
FD020-Droits inscriptions	XXXXXXXXXX XXX	XXXXXXXXXX XXX	XXXXXXXXXX XXX	XXXXXXXXXX XXX	4 529 500	XXXXXXXXXX XXX	XXXXXXXXXX XXX	0	4 529 500
FD030-Formation continue, diplômes propres et VAE	XXXXXXXXXX XXX	XXXXXXXXXX XXX	XXXXXXXXXX XXX	XXXXXXXXXX XXX	6 217 526	XXXXXXXXXX XXX	XXXXXXXXXX XXX	15 750	6 233 276
FD040-Taxe d'apprentissage	XXXXXXXXXX XXX	XXXXXXXXXX XXX	XXXXXXXXXX XXX	XXXXXXXXXX XXX	2 017 476	XXXXXXXXXX XXX	XXXXXXXXXX XXX	0	2 017 476
FD050-Etudes et travaux	XXXXXXXXXX XXX	XXXXXXXXXX XXX	XXXXXXXXXX XXX	XXXXXXXXXX XXX	1 031 846	XXXXXXXXXX XXX	XXXXXXXXXX XXX	0	1 031 846
FD060-Valorisation (colloques, prestations de recherche)	XXXXXXXXXX XXX	XXXXXXXXXX XXX	XXXXXXXXXX XXX	XXXXXXXXXX XXX	2 677 331	XXXXXXXXXX XXX	XXXXXXXXXX XXX	0	2 677 331
FD070-ANR investissements d'avenir	XXXXXXXXXX XXX	XXXXXXXXXX XXX	XXXXXXXXXX XXX	419 200	XXXXXXXXXX XXX	XXXXXXXXXX XXX	0	XXXXXXXXXX XXX	419 200
FD080-ANR hors investissements d'avenir	XXXXXXXXXX XXX	XXXXXXXXXX XXX	XXXXXXXXXX XXX	2 645 926	XXXXXXXXXX XXX	XXXXXXXXXX XXX	0	XXXXXXXXXX XXX	2 645 926
FD090-Subventions exploitation & financement d'actifs - Région	XXXXXXXXXX XXX	XXXXXXXXXX XXX	XXXXXXXXXX XXX	3 257 186	XXXXXXXXXX XXX	XXXXXXXXXX XXX	5 646 000	XXXXXXXXXX XXX	8 903 186
FD100-Subventions exploitation & financement d'actifs - UE	XXXXXXXXXX XXX	XXXXXXXXXX XXX	XXXXXXXXXX XXX	4 019 057	XXXXXXXXXX XXX	XXXXXXXXXX XXX	3 865 000	XXXXXXXXXX XXX	7 884 057
FD110-Subventions exploitation & financement d'actifs - Autres	XXXXXXXXXX XXX	435 800	XXXXXXXXXX XXX	3 593 707	947 591	1 701 000	650 000	0	7 328 098
FD120-Fondations - fonds propres, réserves dons et legs	XXXXXXXXXX XXX	59 500	XXXXXXXXXX XXX	0	529 054	0	0	0	588 554
FD130-Autres recettes	XXXXXXXXXX XXX	XXXXXXXXXX XXX	XXXXXXXXXX XXX	28 700	6 313 227	XXXXXXXXXX XXX	0	0	6 341 927
TOTAL	227 806 356	495 300		13 963 776	24 263 551	1 701 000	10 161 000	15 750	278 406 733
SOLDE BUDGETAIRE (déficit) D2 = B - C									11 630 442

BUDGET ANNEXE IMMOBILIER
Dépenses par destination - Recettes par origine

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Dépenses par destination

DEPENSES 2018	Personnel		Fonctionnement		Investissement		Total	
	AE = CP		AE	CP	AE	CP	AE	CP
	BI	BI	BI	BI	BI	BI	BI	BI
Formation initiale et continue	0	0	0	0	0	0	0	0
D101-Formation initiale et continue Licence	0	0	0	0	0	0	0	0
D102-Formation initiale et continue Master	0	0	0	0	0	0	0	0
D103-Formation initiale et continue Doctorat	0	0	0	0	0	0	0	0
D105-Bibliothèques et Documentation	0	0	0	0	0	0	0	0
Recherche universitaire	0	0	0	0	0	0	0	0
D106-Sciences de la vie, biotechnologie et santé	0	0	0	0	0	0	0	0
D107-Mathématiques, sciences et techniques de l'informatique	0	0	0	0	0	0	0	0
D108-Physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	0	0	0	0	0	0	0	0
D110-Sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement	0	0	0	0	0	0	0	0
D111-Recherche universitaire-sciences de l'homme et de la société	0	0	0	0	0	0	0	0
D112-Recherche universitaire interdisciplinaire	0	0	0	0	0	0	0	0
D113-Diffusion des savoirs et musées	0	0	0	0	0	0	0	0
D114-Immobilier	0	0	3 710 015	6 767 736	10 190 301	5 931 463	13 900 316	12 699 199
D115-Pilotage et support	0	0	0	0	0	0	0	0
Vie Etudiante	0	0	0	0	0	0	0	0
D201-Aides directes	0	0	0	0	0	0	0	0
D202-Aides indirectes	0	0	0	0	0	0	0	0
D203-Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	0	0	3 710 015	6 767 736	10 190 301	5 931 463	13 900 316	12 699 199

SOLDE BUDGETAIRE (excédent) D1 = C - B	0
---	----------

Recettes par origine

RECETTES 2018	Recettes globalisées								Total BI (C)
	Subvention pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Financement de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchés	
	BI	BI	BI	BI	BI	BI	BI	BI	
FD010-Subvention pour charges de service public	7 147 500	XXXXXXXXXX XXX	XXXXXXXXXX XXX	XXXXXXXXXX XX	XXXXXXXXXX XX	XXXXXXXXXX X	XXXXXXXXXX XX	XXXXXXXXXX XX	7 147 500
FD020-Droits inscriptions	XXXXXXXXXX XXX	XXXXXXXXXX XXX	XXXXXXXXXX XX	XXXXXXXXXX XX	0	XXXXXXXXXX XX	XXXXXXXXXX XX	0	0
FD030-Formation continue, diplômes propres et VAE	XXXXXXXXXX XXX	XXXXXXXXXX XXX	XXXXXXXXXX XXX	XXXXXXXXXX XX	0	XXXXXXXXXX XX	XXXXXXXXXX XX	0	0
FD040-Taxe d'apprentissage	XXXXXXXXXX XXX	XXXXXXXXXX XXX	XXXXXXXXXX XX	XXXXXXXXXX XX	0	XXXXXXXXXX XX	XXXXXXXXXX XX	0	0
FD050-Etudes et travaux	XXXXXXXXXX XXX	XXXXXXXXXX XXX	XXXXXXXXXX XXX	XXXXXXXXXX XX	0	XXXXXXXXXX XX	XXXXXXXXXX XX	0	0
FD060-Valorisation (colloques, prestations de recherche)	XXXXXXXXXX XXX	XXXXXXXXXX XXX	XXXXXXXXXX XXX	XXXXXXXXXX XX	0	XXXXXXXXXX XXX	XXXXXXXXXX XX	0	0
FD070-ANR investissements d'avenir	XXXXXXXXXX XXX	0	XXXXXXXXXX XXX	XXXXXXXXXX XX	XXXXXXXXXX XX	0	XXXXXXXXXX XX	XXXXXXXXXX XX	0
FD080-ANR hors investissements d'avenir	XXXXXXXXXX XXX	0	XXXXXXXXXX XXX	XXXXXXXXXX XX	XXXXXXXXXX X	0	XXXXXXXXXX XX	XXXXXXXXXX XX	0
FD090-Subventions exploitation & financement d'actifs - Région	XXXXXXXXXX XXX	XXXXXXXXXX XXX	XXXXXXXXXX XX	0	XXXXXXXXXX XX	XXXXXXXXXX XXX	0	XXXXXXXXXX XX	0
FD100-Subventions exploitation & financement d'actifs - UE	XXXXXXXXXX XXX	XXXXXXXXXX XXX	XXXXXXXXXX XXX	0	XXXXXXXXXX X	XXXXXXXXXX XXX	0	XXXXXXXXXX XX	0
FD110-Subventions exploitation & financement d'actifs - Autres	XXXXXXXXXX XX	0	XXXXXXXXXX XXX	0	0	0	0	0	0
FD120-Fondations - fonds propres, réserves dons et legs	XXXXXXXXXX XXX	0	XXXXXXXXXX XX	0	0	0	0	0	0
FD130-Autres recettes	XXXXXXXXXX XXX	XXXXXXXXXX XXX	XXXXXXXXXX XXX	0	0	XXXXXXXXXX X	0	0	0
TOTAL	7 147 500	0	0	0	0	0	0	0	7 147 500

SOLDE BUDGETAIRE (déficit) D2 = B - C	5 551 699
--	------------------

BUDGET CRFCB
Dépenses par destination - Recettes par origine

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Dépenses par destination

DEPENSES 2018	Personnel		Fonctionnement		Investissement		Total	
	AE = CP		AE	CP	AE	CP	AE	CP
	BI	BI	BI	BI	BI	BI	BI	BI
Formation initiale et continue	11 000	11 000	0	0	0	0	11 000	11 000
D101-Formation initiale et continue Licence	11 000	11 000	0	0	0	0	11 000	11 000
D102-Formation initiale et continue Master	0	0	0	0	0	0	0	0
D103-Formation initiale et continue Doctorat	0	0	0	0	0	0	0	0
D105-Bibliothèques et Documentation	231 000	231 000	17 900	17 900	0	0	248 900	248 900
Recherche universitaire	0	0	0	0	0	0	0	0
D106-Sciences de la vie, biotechnologie et santé	0	0	0	0	0	0	0	0
D107-Mathématiques, sciences et techniques de l'information	0	0	0	0	0	0	0	0
D108-Physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	0	0	0	0	0	0	0	0
D110-Sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement	0	0	0	0	0	0	0	0
D111-Recherche universitaire-sciences de l'homme et de la société	0	0	0	0	0	0	0	0
D112-Recherche universitaire interdisciplinaire	0	0	0	0	0	0	0	0
D113-Diffusion des savoirs et musées	0	0	0	0	0	0	0	0
D114-Immobilier	0	0	0	0	0	0	0	0
D115-Pilotage et support	0	0	33 100	33 100	0	0	33 100	33 100
Vie Etudiante	0	0	0	0	0	0	0	0
D201-Aides directes	0	0	0	0	0	0	0	0
D202-Aides indirectes	0	0	0	0	0	0	0	0
D203-Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	242 000	242 000	51 000	51 000	0	0	293 000	293 000

SOLDE BUDGETAIRE (excédent) D1 = C - B 0

Recettes par origine

RECETTES 2018	Recettes globalisées								Total BI (C)
	Subvention pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Financement de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées	
	BI	BI	BI	BI	BI	BI	BI	BI	
FD010-Subvention pour charges de service public	249 000	XXXXXXXXXX XXXXX	XXXXXXXXXX XXXXX	XXXXXXXXXX XXXXX	XXXXXXXXXX XXXXX	XXXXXXXXXX XXXXX	XXXXXXXXXX XXXXX	XXXXXXXXXX XXXXX	249 000
FD020-Droits inscriptions	XXXXXXXXXX	XXXXXXXXXX XXXXX	XXXXXXXXXX XXXXX	XXXXXXXXXX XXXXX	0	XXXXXXXXXX XXXXX	XXXXXXXXXX XXXXX	0	0
FD030-Formation continue, diplômes propres et VAE	XXXXXXXXXX XX	XXXXXXXXXX XXXXX	XXXXXXXXXX XXXXX	XXXXXXXXXX XXXXX	0	XXXXXXXXXX XXXXX	XXXXXXXXXX XXXXX	0	0
FD040-Taxe d'apprentissage	XXXXXXXXXX XX	XXXXXXXXXX XXXXX	XXXXXXXXXX XXXXX	XXXXXXXXXX XXXXX	0	XXXXXXXXXX XXXXX	XXXXXXXXXX XXXXX	0	0
FD050-Eludes et travaux	XXXXXXXXXX XX	XXXXXXXXXX XXXXX	XXXXXXXXXX XXXXX	XXXXXXXXXX XXXXX	0	XXXXXXXXXX XXXXX	XXXXXXXXXX XXXXX	0	0
FD060-Valorisation (colloques, prestations de recherche)	XXXXXXXXXX XXXXX	XXXXXXXXXX XXXXX	XXXXXXXXXX XXXXX	XXXXXXXXXX XXXXX	0	XXXXXXXXXX XXXXX	XXXXXXXXXX XXXXX	0	0
FD070-ANR investissements d'avenir	XXXXXXXXXX XXXXX	0	XXXXXXXXXX XXXXX	XXXXXXXXXX XXXXX	XXXXXXXXXX XXXXX	0	XXXXXXXXXX XXXXX	XXXXXXXXXX XXXXX	0
FD080-ANR hors investissements d'avenir	XXXXXXXXXX XXXXX	0	XXXXXXXXXX XXXXX	XXXXXXXXXX XXXXX	XXXXXXXXXX XXXXX	0	XXXXXXXXXX XXXXX	XXXXXXXXXX XXXXX	0
FD090-Subventions exploitation & financement d'actifs - Région	XXXXXXXXXX XXXXX	XXXXXXXXXX XXXXX	XXXXXXXXXX XXXXX	0	XXXXXXXXXX XXXXX	XXXXXXXXXX XXXXX	0	XXXXXXXXXX XXXXX	0
FD100-Subventions exploitation & financement d'actifs - UE	XXXXXXXXXX XX	XXXXXXXXXX XX	XXXXXXXXXX XX	0	XXXXXXXXXX XX	XXXXXXXXXX XX	0	XXXXXXXXXX XXXXX	0
FD110-Subventions exploitation & financement d'actifs - Autres	XXXXXXXXXX XXXXX	0	XXXXXXXXXX XXXXX	11 000	0	0	0	0	11 000
FD120-Fondations - fonds propres, réserves dons et legs	XXXXXXXXXX XXXXX	0	XXXXXXXXXX XXXXX	0	0	0	0	0	0
FD130-Autres recettes	XXXXXXXXXX XX	XXXXXXXXXX XX	XXXXXXXXXX XX	0	33 000	XXXXXXXXXX XXXXX	0	0	33 000
TOTAL	249 000	0	0	11 000	33 000	0	0	0	293 000

SOLDE BUDGETAIRE (déficit) D2 = B - C 0

BUDGET UCA Fondation
Dépenses par destination - Recettes par origine

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Dépenses par destination

DEPENSES 2018	Personnel		Fonctionnement		Investissement		Total	
	AE = CP		AE	CP	AE	CP	AE	CP
	BI	BI	BI	BI	BI	BI	BI	BI
Formation initiale et continue	0	0	2 000	2 000	0	0	2 000	2 000
D101-Formation initiale et continue Licence	0	0	2 000	2 000	0	0	2 000	2 000
D102-Formation initiale et continue Master	0	0	0	0	0	0	0	0
D103-Formation initiale et continue Doctorat	0	0	0	0	0	0	0	0
D105-Bibliothèques et Documentation	0	0	0	0	0	0	0	0
Recherche universitaire	0	0	185 000	185 000	0	0	185 000	185 000
D106-Sciences de la vie, biotechnologie et santé	0	0	130 000	130 000	0	0	130 000	130 000
D107-Mathématiques, sciences et techniques de l'information	0	0	0	0	0	0	0	0
D108-Physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	0	0	0	0	0	0	0	0
D110-Sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement	0	0	0	0	0	0	0	0
D111-Recherche universitaire-sciences de l'homme et de la société	0	0	55 000	55 000	0	0	55 000	55 000
D112-Recherche universitaire interdisciplinaire	0	0	0	0	0	0	0	0
D113-Diffusion des savoirs et musées	0	0	0	0	0	0	0	0
D114-Immobilier	0	0	0	0	0	0	0	0
D115-Pilotage et support	0	0	499 900	499 900	0	0	499 900	499 900
Vie Etudiante	0	0	185 900	185 900	0	0	185 900	185 900
D201-Aides directes	0	0	185 900	185 900	0	0	185 900	185 900
D202-Aides indirectes	0	0	0	0	0	0	0	0
D203-Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	0	0	872 800	872 800	0	0	872 800	872 800

SOLDE BUDGETAIRE (excédent) D1 = C - B 0

Recettes par origine

RECETTES 2018	Recettes globalisées								Total BI (C)
	Subvention pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Financement de l'Etat	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées	
	BI	BI	BI	BI	BI	BI	BI	BI	
FD010-Subvention pour charges de service public	0	XXXXXXXXXX XXX	XXXXXXXXXX XX	XXXXXXXXXXXXXXXXXX	XXXXXXXXXX XXXXX	XXXXXXXXXX XXXXXXXXX	XXXXXXXXXXXXXXXXXX X	XXXXXXXXXXXXXXXXXX X	0
FD020-Droits inscriptions	XXXXXXXXXX	XXXXXXXXXX XXX	XXXXXXXXXX XX	XXXXXXXXXXXXXXXXXX	0	XXXXXXXXXX XXXXXXXXX	XXXXXXXXXXXXXXXXXX X		0
FD030-Formation continue, diplômes propres et VAE	XXXXXXXXXX X	XXXXXXXXXX XXX	XXXXXXXXXX XX	XXXXXXXXXXXXXXXXXX	0	XXXXXXXXXX XXXXXXXXX	XXXXXXXXXXXXXXXXXX X		0
FD040-Taxe d'apprentissage	XXXXXXXXXX X	XXXXXXXXXX XXX	XXXXXXXXXX XX	XXXXXXXXXXXXXXXXXX	0	XXXXXXXXXX XXXXXXXXX	XXXXXXXXXXXXXXXXXX X		0
FD050-Etudes et travaux	XXXXXXXXXX X	XXXXXXXXXX XXX	XXXXXXXXXX XX	XXXXXXXXXXXXXXXXXX	0	XXXXXXXXXX XXXXXXXXX	XXXXXXXXXXXXXXXXXX X		0
FD060-Valorisation (colloques, prestations de recherche)	XXXXXXXXXX X	XXXXXXXXXX XXX	XXXXXXXXXX XX	XXXXXXXXXXXXXXXXXX	0	XXXXXXXXXX XXXXXXXXX	XXXXXXXXXXXXXXXXXX X		0
FD070-ANR investissements d'avenir	XXXXXXXXXX X	XXXXXXXXXX XXX	XXXXXXXXXX XX	0	XXXXXXXXXX XXXXX	XXXXXXXXXX XXXXXXXXX	0	XXXXXXXXXX X	0
FD080-ANR hors investissements d'avenir	XXXXXXXXXX X	XXXXXXXXXX XXX	XXXXXXXXXX XX	0	XXXXXXXXXX XXXXX	XXXXXXXXXX XXXXXXXXX	0	XXXXXXXXXX X	0
FD090-Subventions exploitation & financement d'actifs - Région	XXXXXXXXXX X	XXXXXXXXXX XXX	XXXXXXXXXX XX	0	XXXXXXXXXX XXXXX	XXXXXXXXXX XXXXXXXXX	0	XXXXXXXXXX X	0
FD100-Subventions exploitation & financement d'actifs - UE	XXXXXXXXXX X	XXXXXXXXXX XXX	XXXXXXXXXX XX	0	XXXXXXXXXX XXXXX	XXXXXXXXXX XXXXXXXXX	0	XXXXXXXXXX X	0
FD110-Subventions exploitation & financement d'actifs - Autres	XXXXXXXXXX X	0	XXXXXXXXXX XX	339 500	0	0	0	0	339 500
FD120-Fondations - fonds propres, réserves dons et legs	XXXXXXXXXX X	0	XXXXXXXXXX XX	0	3 000	0	0	0	3 000
FD130-Autres recettes	XXXXXXXXXX X	XXXXXXXXXX XXX	XXXXXXXXXX XX	0	530 300	XXXXXXXXXX XXXXXXXXX	0	0	530 300
TOTAL	0	0	0	339 500	533 300	0	0	0	872 800

SOLDE BUDGETAIRE (déficit) D2 = B - C 0

BUDGET I-SITE
Dépenses par destination - Recettes par origine

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Dépenses par destination

DEPENSES 2018	Personnel		Fonctionnement		Investissement		Total	
	AE = CP		AE	CP	AE	CP	AE	CP
	BI	BI	BI	BI	BI	BI	BI	BI
Formation initiale et continue	0	0	0	0	0	0	0	0
D101-Formation initiale et continue Licence	0	0	0	0	0	0	0	0
D102-Formation initiale et continue Master	0	0	0	0	0	0	0	0
D103-Formation initiale et continue Doctorat	0	0	0	0	0	0	0	0
D105-Bibliothèques et Documentation	0	0	0	0	0	0	0	0
Recherche universitaire	3 488 996	3 488 996	10 328 635	10 328 635	1 850 000	1 850 000	15 667 631	15 667 631
D106-Sciences de la vie, biotechnologie et santé	0	0	0	0	0	0	0	0
D107-Mathématiques, sciences et techniques de l'information	0	0	0	0	0	0	0	0
D108-Physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	786 996	786 996	358 000	358 000	50 000	50 000	1 194 996	1 194 996
D110-Sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement	702 000	702 000	370 635	370 635	1 300 000	1 300 000	2 372 635	2 372 635
D111-Recherche universitaire-sciences de l'homme et de la société	0	0	972 973	972 973	0	0	972 973	972 973
D112-Recherche universitaire interdisciplinaire	2 000 000	2 000 000	8 627 027	8 627 027	500 000	500 000	11 127 027	11 127 027
D113-Diffusion des savoirs et musées	0	0	0	0	0	0	0	0
D114-Immobilier	0	0	0	0	0	0	0	0
D115-Pilotage et support	0	0	0	0	0	0	0	0
Vie Etudiante	0	0	0	0	0	0	0	0
D201-Aides directes	0	0	0	0	0	0	0	0
D202-Aides indirectes	0	0	0	0	0	0	0	0
D203-Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	3 488 996	3 488 996	10 328 635	10 328 635	1 850 000	1 850 000	15 667 631	15 667 631

SOLDE BUDGETAIRE (excédent) D1 = C - B 0

Recettes par origine

RECETTES 2018	Recettes globalisées								Total BI (C)
	Subvention pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Financement de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées	
	BI	BI	BI	BI	BI	BI	BI	BI	
FD010-Subvention pour charges de service public	0	XXXXXXXXXX XXXX	XXXXXXXXXX XX	XXXXXXXXXX XX	XXXXXXXXXX XXXX	XXXXXXXXXX XX	XXXXXXXXXX XX	XXXXXXXXXX XXXX	0
FD020-Droits inscriptions	XXXXXXXXXX	XXXXXXXXXX XXXX	XXXXXXXXXX XX	XXXXXXXXXX XX	0	XXXXXXXXXX XX	XXXXXXXXXX XX	0	0
FD030-Formation continue, diplômes propres et VAE	XXXXXXXXXX XX	XXXXXXXXXX XXXX	XXXXXXXXXX XX	XXXXXXXXXX XX	0	XXXXXXXXXX XX	XXXXXXXXXX XX	0	0
FD040-Taxe d'apprentissage	XXXXXXXXXX XX	XXXXXXXXXX XXXX	XXXXXXXXXX XX	XXXXXXXXXX XX	0	XXXXXXXXXX XX	XXXXXXXXXX XX	0	0
FD050-Etudes et travaux	XXXXXXXXXX XX	XXXXXXXXXX XXXX	XXXXXXXXXX XX	XXXXXXXXXX XX	0	XXXXXXXXXX XX	XXXXXXXXXX XX	0	0
FD060-Valorisation (colloques, prestations de recherche)	XXXXXXXXXX XX	XXXXXXXXXX XXXX	XXXXXXXXXX XX	XXXXXXXXXX XX	0	XXXXXXXXXX XX	XXXXXXXXXX XX	0	0
FD070-ANR investissements d'avenir	XXXXXXXXXX XX	XXXXXXXXXX XXXX	XXXXXXXXXX XX	40 000	XXXXXXXXXX XXXX	XXXXXXXXXX XX	11 990 090	XXXXXXXXXX XXXX	12 030 090
FD080-ANR hors investissements d'avenir	XXXXXXXXXX XX	XXXXXXXXXX XXXX	XXXXXXXXXX XX	0	XXXXXXXXXX XXXX	XXXXXXXXXX XX	0	XXXXXXXXXX XXXX	0
FD090-Subventions exploitation & financement d'actifs - Région	XXXXXXXXXX XX	XXXXXXXXXX XXXX	XXXXXXXXXX XX	815 000	XXXXXXXXXX XXXX	XXXXXXXXXX XX	0	XXXXXXXXXX XXXX	815 000
FD100-Subventions exploitation & financement d'actifs - UE	XXXXXXXXXX XX	XXXXXXXXXX XXXX	XXXXXXXXXX XX	270 000	XXXXXXXXXX XXXX	XXXXXXXXXX XX	0	XXXXXXXXXX XXXX	270 000
FD110-Subventions exploitation & financement d'actifs - Autres	XXXXXXXXXX XX	54 000	XXXXXXXXXX XX	139 285	0	0	0	0	193 285
FD120-Fondations - fonds propres, réserves dons et legs	XXXXXXXXXX XX	0	XXXXXXXXXX XX	0	0	0	0	0	0
FD130-Autres recettes	XXXXXXXXXX XX	XXXXXXXXXX XXXX	XXXXXXXXXX XX	0	0	XXXXXXXXXX XX	1 666 667	0	1 666 667
TOTAL	0	54 000		1 264 285	0	0	13 656 757	0	14 975 042

SOLDE BUDGETAIRE (déficit) D2 = B - C 692 589

Tableau d'équilibre financier (pour vote)

Tableau équilibre financier

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

BESOINS		FINANCEMENTS	
Solde budgétaire (déficit) (D2) *	17 874 730		Solde budgétaire (excédent) (D1)*
<i>dont budget principal</i>	11 630 442		<i>dont budget principal</i>
<i>dont budget annexe immobilier</i>	5 551 699		<i>dont budget annexe</i>
<i>dont I-SITE</i>	692 589		
Remboursements d'emprunts	-	-	Nouveaux emprunts
Remboursements d'emprunts (capital) ; nouveaux prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b1)	85 300	20 000	Remboursements d'emprunts (capital) ; nouveaux prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b2)
Opérations au nom et pour le compte de tiers **(c1)	4 733 800	3 728 800	Opérations au nom et pour le compte de tiers **(c2)
Autres décaissements non budgétaires (e1)	150 000	1 150 000	Autres encaissements non budgétaires (e2)
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)= D2+b1+c1+e1)	22 843 830	4 898 800	Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)=D1+b2+c2+e2)
ABONDEMENT de la trésorerie (I)=(2)-(1)	-	17 945 030	PRELEVEMENT de trésorerie (II)=(1)-(2)
<i>dont Abondement de la trésorerie fléchée (a) ***</i>		9 506 853	<i>dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée (a) ***</i>
<i>dont Abondement sur la trésorerie non fléchée (d)</i>		8 438 177	<i>dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée(d)</i>
TOTAL DES BESOINS (1) + (I)	22 843 830	22 843 830	TOTAL DES FINANCEMENTS (2)+(II)

* solde budgétaire à détailler pour chaque composante du budget de l'établissement
Montant issu du tableau "Autorisations budgétaires" (tableau 2)

** Montants issus du tableau "Opérations pour compte de tiers" (tableau 5)

*** Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées" (tableau 8)

Tableau des opérations pour comptes de tiers (pour information)

Tableau des opérations pour le compte de tiers - Etablissement

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Suivi des opérations au nom et pour le compte de tiers

Opérations ou regroupement d'opérations de même nature	Comptes	Libellé	Prévisions de décaissements	Prévisions d'encaissements
Opération 1 : Aide à la mobilité	C 46711000	AMI prog 231 autres compte débiteurs ou créditeurs	561 800	596 800
Opération 2 : bourses Université Franco Allemande	C 46711000	Autres comptes - université Franco Allemande	92 000	92 000
Opération 3 : Reversement Sécurité sociale étudiante	C 473110000	Recettes à transférer	1 600 000	1 600 000
Opération 4 : TVA	C 44562/6.....	TVA déductible	1 900 000	
	C 4457	TVA collectée		860 000
Opération 5 : gratification des maîtres de stage	C 473110000	Recettes à transférer	580 000	580 000
TOTAL			4 733 800	3 728 800

Tableau de situation patrimoniale
(compte de résultat – tableau de financement)
(pour vote)

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	Montants	PRODUITS	Montants
Personnel	217 678 754	Subventions de l'Etat	235 752 156
	<i>dont charges de pensions civiles*</i>	Fiscalité affectée	-
	66 960 253	Autres subventions	33 760 357
Fonctionnement (autre que les charges de personnel) et intervention	79 404 535	Autres produits	27 669 805
TOTAL DES CHARGES (1)	297 083 289	TOTAL DES PRODUITS (2)	297 182 318
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	99 029	Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)	-
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	297 182 318	TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	297 182 318

* Il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions.

Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)

	Montants
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))	99 029
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	14 170 204
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	7 837 084
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	-
- produits de cession d'éléments d'actifs	-
- quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	-
= CAF ou IAF*	6 432 149

* capacité d'autofinancement ou insuffisance d'autofinancement

État prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	Montants	RESSOURCES	Montants
Insuffisance d'autofinancement*	-	Capacité d'autofinancement*	6 432 149
Investissements	36 661 720	Financement de l'actif par l'État	1 701 000
		Financement de l'actif par des tiers autres que l'Etat	12 151 024
		Autres ressources	-
Remboursement des dettes financières	60 400	Augmentation des dettes financières	-
TOTAL DES EMPLOIS (5)	36 722 120	TOTAL DES RESSOURCES (6)	20 284 173
APPORT au FONDS DE ROULEMENT (7) = (6)-(5)	-	PRELEVEMENT sur FONDS DE ROULEMENT (8) = (6)-(5)	16 437 947

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	Montants
VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT : APPORT (7) ou PRELEVEMENT (8)	- 16 437 947
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT	1 507 083
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou PRELEVEMENT (II) *	- 17 945 030
Niveau du FONDS DE ROULEMENT	14 038 674
Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	18 916 296
Niveau de la TRESORERIE	32 954 970

* : montant issu du tableau "équilibre financier"

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	Montants	PRODUITS	Montants
Personnel	213 989 293	Subventions de l'Etat	228 301 656
	<i>dont charges de pensions civiles*</i>	Fiscalité affectée	-
	66 960 253	Autres subventions	19 264 063
Fonctionnement (autre que les charges de personnel) et intervention	56 549 516	Autres produits	23 979 266
TOTAL DES CHARGES (1)	270 538 809	TOTAL DES PRODUITS (2)	271 544 985
<i>Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)</i>	1 006 176	<i>Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)</i>	-
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	271 544 985	TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	271 544 985

* Il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions.

Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)

	Montants
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))	1 006 176
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	9 376 891
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	4 330 682
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	
- produits de cession d'éléments d'actifs	
- quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	
= CAF ou IAF*	6 052 385

* capacité d'autofinancement ou insuffisance d'autofinancement

État prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	Montants	RESSOURCES	Montants
Insuffisance d'autofinancement*	-	Capacité d'autofinancement*	6 052 385
		Financement de l'actif par l'État	1 701 000
Investissements	28 880 257	Financement de l'actif par des tiers autres que l'Etat	10 301 024
		Autres ressources	
Remboursement des dettes financières	60 400	Augmentation des dettes financières	
TOTAL DES EMPLOIS (5)	28 940 657	TOTAL DES RESSOURCES (6)	18 054 409
APPORT au FONDS DE ROULEMENT (7) = (6)-(5)	-	PRELEVEMENT sur FONDS DE ROULEMENT (8) = (6)-(5)	10 886 248

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	Montants	PRODUITS	Montants
Personnel	-	Subventions de l'Etat	7 147 500
<i>dont charges de pensions civiles*</i>		Fiscalité affectée	
Fonctionnement (autre que les charges de personnel) et intervention	11 145 586	Autres subventions	
		Autres produits	3 124 239
TOTAL DES CHARGES (1)	11 145 586	TOTAL DES PRODUITS (2)	10 271 739
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	-	Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)	873 847
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	11 145 586	TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	11 145 586

* Il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions.

Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)

	Montants
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))	- 873 847
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	4 377 850
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	3 124 239
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	
- produits de cession d'éléments d'actifs	
- quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	
= CAF ou IAF*	379 764

* capacité d'autofinancement ou insuffisance d'autofinancement

État prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	Montants	RESSOURCES	Montants
Insuffisance d'autofinancement*	-	Capacité d'autofinancement*	379 764
Investissements	5 931 463	Financement de l'actif par l'État	
		Financement de l'actif par des tiers autres que l'Etat	
		Autres ressources	
Remboursement des dettes financières		Augmentation des dettes financières	
TOTAL DES EMPLOIS (5)	5 931 463	TOTAL DES RESSOURCES (6)	379 764
APPORT au FONDS DE ROULEMENT (7) = (6)-(5)	-	PRELEVEMENT sur FONDS DE ROULEMENT (8) = (6)-(5)	5 551 699

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	Montants
VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT : APPORT (7) ou PRELEVEMENT (8)	- 5 551 699
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT	-
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou PRELEVEMENT (II) *	- 5 551 699
Niveau du FONDS DE ROULEMENT	5 099 754
Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	- 4 703 782
Niveau de la TRESORERIE	9 803 536

* : montant issu du tableau "équilibre financier"

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	Montants	PRODUITS	Montants
Personnel	239 306	Subventions de l'Etat	249 000
<i>dont charges de pensions civiles*</i>		Fiscalité affectée	
Fonctionnement (autre que les charges de personnel) et intervention	53 694	Autres subventions	11 000
		Autres produits	33 000
TOTAL DES CHARGES (1)	293 000	TOTAL DES PRODUITS (2)	293 000
<i>Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)</i>	-	<i>Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)</i>	-
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	293 000	TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	293 000

* Il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions.

Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)

	Montants
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))	-
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	
- produits de cession d'éléments d'actifs	
- quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	
= CAF ou IAF*	-

* capacité d'autofinancement ou insuffisance d'autofinancement

État prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	Montants	RESSOURCES	Montants
Insuffisance d'autofinancement*	-	Capacité d'autofinancement*	
		Financement de l'actif par l'État	
Investissements		Financement de l'actif par des tiers autres que l'Etat	
		Autres ressources	
Remboursement des dettes financières		Augmentation des dettes financières	
TOTAL DES EMPLOIS (5)	-	TOTAL DES RESSOURCES (6)	-
APPORT au FONDS DE ROULEMENT (7) = (6)-(5)	-	PRELEVEMENT sur FONDS DE ROULEMENT (8) = (6)-(5)	-

* : montant issu du tableau "équilibre financier"

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	Montants	PRODUITS	Montants
Personnel		Subventions de l'Etat	
		Fiscalité affectée	
		Autres subventions	339 500
Fonctionnement (autre que les charges de personnel) et intervention	872 800	Autres produits	533 300
TOTAL DES CHARGES (1)	872 800	TOTAL DES PRODUITS (2)	872 800
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	-	Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)	-
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	872 800	TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	872 800

* Il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions.

Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)

	Montants
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))	-
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	
- produits de cession d'éléments d'actifs	
- quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	
= CAF ou IAF*	-

* capacité d'autofinancement ou insuffisance d'autofinancement

État prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	Montants	RESSOURCES	Montants
Insuffisance d'autofinancement*	-	Capacité d'autofinancement*	
		Financement de l'actif par l'État	
Investissements		Financement de l'actif par des tiers autres que l'Etat	
		Autres ressources	
Remboursement des dettes financières		Augmentation des dettes financières	
TOTAL DES EMPLOIS (5)	-	TOTAL DES RESSOURCES (6)	-
APPORT au FONDS DE ROULEMENT (7) = (6)-(5)	-	PRELEVEMENT sur FONDS DE ROULEMENT (8) = (6)-(5)	-

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	Montants
VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT : APPORT (7) ou PRELEVEMENT (8)	-
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT	-
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou PRELEVEMENT (II) *	-
Niveau du FONDS DE ROULEMENT	3 079 047
Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	970 368
Niveau de la TRESORERIE	2 108 680

* : montant issu du tableau "équilibre financier"

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	Montants	PRODUITS	Montants
Personnel	3 450 155	Subventions de l'Etat	54 000
		Fiscalité affectée	-
		Autres subventions	14 145 794
Fonctionnement (autre que les charges de personnel) et intervention	10 782 939	Autres produits	
TOTAL DES CHARGES (1)	14 233 094	TOTAL DES PRODUITS (2)	14 199 794
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	-	Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)	33 300
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	14 233 094	TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	14 233 094

* Il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions.

Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)

	Montants
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))	33 300
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	415 463
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	382 163
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	
- produits de cession d'éléments d'actifs	
- quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	
= CAF ou IAF*	-

* capacité d'autofinancement ou insuffisance d'autofinancement

État prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	Montants	RESSOURCES	Montants
Insuffisance d'autofinancement*	-	Capacité d'autofinancement*	
		Financement de l'actif par l'État	
Investissements	1 850 000	Financement de l'actif par des tiers autres que l'Etat	1 850 000
		Autres ressources	
Remboursement des dettes financières		Augmentation des dettes financières	
TOTAL DES EMPLOIS (5)	1 850 000	TOTAL DES RESSOURCES (6)	1 850 000
APPORT au FONDS DE ROULEMENT (7) = (6)-(5)	-	PRELEVEMENT sur FONDS DE ROULEMENT (8) = (6)-(5)	-

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	Montants
VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT : APPORT (7) ou PRELEVEMENT (8)	-
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT	692 589
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou PRELEVEMENT (II) *	692 589
Niveau du FONDS DE ROULEMENT	-
Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	4 307 411
Niveau de la TRESORERIE	4 307 411

* : montant issu du tableau "équilibre financier"

Plan de trésorerie (pour information)

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

(K€ TTC)	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	TOTAL
(1) SOLDE INITIAL (début de mois)	50 900	91 624	73 133	48 028	89 836	68 433	123 644	104 742	86 458	67 601	86 738	57 827	948 964
ENCAISSEMENTS													
A1. Recettes budgétaires globalisées	59 858	1 896	1 252	66 002	1 518	81 086	5 646	2 593	5 438	37 085	2 543	11 243	276 161
Subvention pour charges de service public	56 579	0	0	64 661	0	79 158	0	0	0	34 001	0	804	235 203
Autres financements de l'Etat	1	1	15	0	416	52	18	2	6	28	10	0	549
Fiscalité affectée	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres financements publics	1 986	338	398	470	328	480	2 770	190	1 919	831	1 292	4 577	15 579
Recettes propres	1 291	1 557	839	871	774	1 397	2 858	2 402	3 513	2 225	1 242	5 862	24 830
A2. Recettes budgétaires fléchées	1 973	337	1 097	467	326	1 577	3 752	190	1 908	8 077	1 283	4 548	25 535
Financements de l'Etat fléchés	0	0	701	0	0	0	1 000	0	0	0	0	0	1 701
Autres financements publics fléchés	1 972	336	395	466	326	1 577	2 750	189	1 906	8 075	1 282	4 544	23 818
Recettes propres fléchées	1	1	1	1	0	1	2	2	2	1	1	4	16
A3. Opérations non budgétaires	68	178	25	73	488	88	158	1 146	384	274	142	1 876	4 899
Emprunts : encaissement en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Prêts : encaissement en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépôts et cautionnements	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	20
Opérations gérées en compte de tiers	48	178	25	73	488	88	158	1 146	384	274	142	1 876	4 879
TVA encaissée	0	3	11	73	83	60	138	8	101	81	101	202	860
Dispositif d'intervention pour compte de tiers	48	176	13	0	405	27	0	1 118	183	183	41	675	2 869
Autres encaissements d'opérations non budgétaires	0	0	0	0	0	0	20	20	100	10	0	1 000	1 150
A. TOTAL	61 899	2 411	2 374	66 542	2 333	82 751	9 555	3 929	7 729	45 435	3 968	17 667	306 594
DECAISSEMENTS													
B1. Enveloppes hors recettes fléchées	19 441	19 084	24 329	22 314	21 016	23 931	25 745	19 962	22 955	23 138	28 568	34 045	284 528
Personnel	17 288	17 810	18 247	17 726	17 399	17 914	20 498	18 738	17 807	17 626	17 779	17 846	216 679
Fonctionnement	1 691	667	4 519	3 786	2 710	4 859	4 269	530	3 409	3 788	7 871	12 867	50 966
Intervention	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement	462	608	1 562	802	907	1 158	977	694	1 738	1 724	2 919	3 332	16 883
B2. Dépenses sur recettes fléchées	1 625	1 650	2 905	2 175	2 048	3 332	2 402	2 165	3 425	2 813	3 983	6 517	35 041
Personnel	276	284	291	283	277	285	327	299	283	280	282	284	3 450
Fonctionnement	0	17	1 231	514	348	1 559	594	66	1 291	491	1 615	4 086	11 812
Intervention	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Investissement	1 349	1 350	1 383	1 378	1 423	1 488	1 482	1 800	1 851	2 042	2 086	2 147	19 779
B3. Opérations non budgétaires	108	168	246	245	670	277	310	86	207	346	328	1 978	4 969
Emprunts : décaissement en capital	65	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	65
Prêts : décaissement en capital	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépôts et cautionnements	20	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	20
Opérations gérées en compte de tiers	23	168	246	245	670	277	310	86	207	346	328	1 978	4 884
TVA décaissée	0	80	206	115	286	220	266	64	157	188	104	214	1 900
Dispositif d'intervention pour compte de tiers	8	73	25	130	345	57	43	22	50	158	173	1 749	2 834
Autres décaissements d'opérations non budgétaires	15	15	15	0	40	0	0	0	0	0	50	15	150
B. TOTAL	21 174	20 903	27 479	24 733	23 735	27 541	28 457	22 214	26 586	26 298	32 880	42 539	324 539
(2) SOLDE DU MOIS = A - B	40 724	-18 491	-25 105	41 808	-21 402	55 210	-18 902	-18 284	-18 857	19 138	-28 912	-24 872	-17 945
SOLDE CUMULE (1) + (2)	91 624	73 133	48 028	89 836	68 433	123 644	104 742	86 458	67 601	86 738	57 827	32 955	

Variation annuelle **-17 945**
 dont trésorerie fléchée = A2 - B2 **-9 507**
 dont trésorerie sur op. non budgétaires = A3-B3 **-70**
 dont trésorerie sur op. globalisées = A1-B1 **-8 368**

Tableau des opérations liées aux recettes fléchées
(pour information)

Opérations liées aux recettes fléchées

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	Antérieures à N non dénouées	2018	2019	2020	2021
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)					
Recettes fléchées (b)	34 548 761	25 534 507	19 395 527	14 919 101	1 064 907
Financements de l'État fléchés	3 241 745	1 701 000	1 390 000	1 045 000	-
Autres financements publics fléchés	31 299 141	23 817 757	17 997 652	13 874 101	1 064 907
Recettes propres fléchées	7 875	15 750	7 875	-	-
Dépenses sur recettes fléchées (c)	26 555 283	35 041 360	19 757 340	16 125 956	1 903 533
Personnel					
AE=CP	8 642 763	3 449 981	3 613 959	3 315 000	650 000
Fonctionnement et intervention					
AE	5 640 143	11 611 044	10 678 842	10 941 711	983 533
CP	5 095 100	11 812 350	10 688 842	11 125 986	983 533
Investissement					
AE	34 064 059	4 390 628	1 025 271	250 000	270 000
CP	12 817 420	19 779 029	5 448 539	1 684 970	270 000
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)	7 993 478	9 506 853	361 813	1 206 855	838 626

X repris au tableau "Équilibre financier" en (a) (tableau 4)

Tableau agrégé des opérations pluriannuelles (pour vote)

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

A - Dépenses

Opérations	Montant de l'opération	Autorisations d'engagement					Crédits de paiement					Restes	
		AE ouvertes au titre des années antérieures	AE consommées au titre des années antérieures	AE reportées ou reprogrammées en année n	AE nouvelles ouvertes en année n	Total des AE ouvertes pour l'année n	CP ouverts au titre des années antérieures	CP consommés au titre des années antérieures	CP reportés ou reprogrammés en année n	CP nouveaux ouverts en année n	Total des CP ouverts pour l'année n	Restes à engager en fin d'année n (AE)	Restes à payer sur AE consommées en fin d'année n (CP)
		(2)	(3)	(4)=(2)-(3)	(5)	(6) = (4)+(5)	(7)	(8)	(9)=(7-8)	(10)	(11)=(9)+(10)	(12)=(1)-(3)-(6)	(13)=(3)+(6)-(8)-(11)
Pôle biologie	11 500 000	11 255 000	11 167 546	87 454	245 000	332 454	3 350 000	1 931 793	1 418 207	6 766 793	8 185 000	-	1 383 207
PME	15 463 332	15 413 332	15 413 332	-	50 000	50 000	6 642 200	3 628 394	2 988 617	5 161 383	8 150 000	-	3 684 938
Maison de l'innovation	3 550 000	3 366 631	657 326	2 709 305	183 369	2 892 674	1 764 000	248 143	1 513 505	805 024	2 318 529	0	983 328
Intracting	1 756 338	1 001 020	915 067	-	66 000	66 000	1 183 892	914 027	66 000	-	66 000	775 271	1 040
Mise en conformité Chimie	500 000	500 000	270 000	-	230 000	230 000	290 000	270 000	20 000	210 000	230 000	-	-
STAPS	2 461 306	2 391 306	2 216 306	-	175 000	245 000	1 459 306	1 459 306	-	1 002 000	1 002 000	-	-
Opérations hors dévolution	5 700 000	2 144 332	1 115 038	-	1 029 294	2 412 706	1 270 278	786 728	483 550	1 868 450	2 352 000	1 142 962	1 418 310
PPI patrimoine dévolu	198 119 646	66 250 260	63 379 738	-	2 252 577	11 647 739	66 762 068	52 556 739	8 363 244	4 335 955	12 699 199	120 839 591	12 024 117
CRBC	23 273 260	23 273 260	23 273 260	-	-	-	23 273 260	23 273 260	-	-	-	-	-
PPP	31 595 170	14 770 218	14 770 218	-	1 000 000	1 000 000	2 550 000	2 485 835	-	1 400 000	1 400 000	15 824 952	11 884 383
Total opérations immobilières	293 919 052	140 365 359	133 177 832	6 483 630	15 674 814	22 158 444	108 545 004	87 554 225	14 853 123	21 549 605	36 402 728	138 582 776	31 379 323
I-SITE	61 322 259	17 127 096	17 127 096	-	15 667 631	15 667 631	17 127 096	17 127 096	-	15 667 631	15 667 631	28 527 532	-
FEDER	19 194	15 464	15 464	-	3 730	3 730	15 464	15 464	-	3 730	3 730	-	-
EUROPE	4 713 291	3 370 219	3 370 219	-	858 083	858 083	3 370 219	3 370 219	-	858 083	858 083	484 989	-
ANR	7 384 092	5 295 379	5 295 379	-	1 419 160	1 419 160	5 295 379	5 295 379	-	1 419 160	1 419 160	669 553	-
Autres fin publics	5 598 549	2 841 517	2 841 517	-	1 838 355	1 838 355	2 841 517	2 841 517	-	1 838 355	1 838 355	918 677	-
Financeurs privés / fondations	4 441 977	3 254 989	3 254 989	-	984 678	984 678	3 254 989	3 254 989	-	984 678	984 678	202 310	-
Multi-financeurs	11 829 231	8 366 682	8 366 682	-	2 349 489	2 349 489	8 366 682	8 366 682	-	2 349 489	2 349 489	1 113 060	-
Total contrats de recherche	95 308 593	40 271 346	40 271 346	-	23 121 126	23 121 126	40 271 346	40 271 346	-	23 121 126	23 121 126	31 916 121	-
Total	389 227 645	180 636 705	173 449 178	6 483 630	38 795 940	45 279 570	148 816 350	127 825 571	14 853 123	44 670 731	59 523 854	170 498 897	31 379 323

B - Recettes

Opérations	Montant de l'opération	Prélèvement sur la trésorerie	Financements extérieurs			
			Montant	Encaissements au titre des années antérieures	Encaissements pour l'année n	Restes à encaisser
			(15)=(1)-(14)	(16)	(17)	(18)=(15)-(16)-(17)
Pôle biologie	11 500 000	3 000 000	8 500 000	2 989 000	4 066 000	1 445 000
PME	15 463 332	763 332	14 700 000	6 250 000	4 960 000	3 490 000
Maison de l'innovation	3 550 000	-	3 550 000	1 825 000	1 025 000	700 000
Intracting	1 756 338	161 338	1 595 000	1 247 500	-	347 500
Mise en conformité Chimie	500 000	-	500 000	500 000	-	-
STAPS	2 461 306	2 261 306	200 000	200 000	-	-
Opérations hors dévolution	5 700 000	5 700 000	-	-	-	-
PPI patrimoine dévolu	198 119 646	23 767 146	45 697 500	7 147 500	-	52 845 000
CRBC	23 273 260	23 273 260	20 000 000	20 000 000	-	-
PPP	31 595 170	5 695 733	25 899 437	2 187 999	932 062	22 779 376
Total opérations immobilières	293 919 052	44 622 115	249 296 937	80 896 999	18 130 562	150 269 376
I-SITE	61 322 259	-	61 322 259	21 800 553	14 975 042	24 546 664
FEDER	19 194	-	19 194	5 420	13 774	-
EUROPE	4 713 291	-	4 713 291	3 134 724	960 578	617 989
ANR	7 384 092	-	7 384 092	4 927 821	1 265 768	1 190 503
Autres fin publics	5 598 549	-	5 598 549	2 437 797	1 283 953	1 876 799
Financeurs privés / fondations	4 441 977	-	4 441 977	3 247 779	906 495	287 703
Multi-financeurs	11 829 231	-	11 829 231	7 528 078	2 236 670	2 064 483
Total contrats de recherche	95 308 594	-	95 308 594	43 082 172	21 642 280	30 584 142
Total	389 227 646	44 622 115	344 605 531	123 979 171	39 772 842	180 853 518

Tableau de suivi des opérations immobilières (pour information)

Tableau de suivi des opérations Immobilières

A - Prévission d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement

Opération	Nature	Coût total de l'opération
		(1)
Dépenses d'investissement (PPI)	Pôle biologie	11 500 000
	PME	15 463 332
	Maison de l'innovation	3 550 000
	Intracting	1 756 338
	STAPS	2 461 306
	Mise en conformité chimie 1 et 2 et amphithéâtres	500 000
	Opérations hors dévolution	5 700 000
	PPI patrimoine dévolu	198 119 646
	CRBC	23 273 260
	PPP	31 595 170
TOTAL PPI	293 919 052	

Prévission N (BI + BR)											Restes	
AE ouvertes les années antérieures à N	AE consommées les années antérieures à N	AE reprogrammées ou reportées en N	AE nouvelles ouvertes en N	TOTAL des AE ouvertes en N	CP ouverts les années antérieures à N	CP consommés les années antérieures à N	CP reprogrammés ou reportés en N	CP nouveaux ouverts en N	TOTAL des CP ouverts en N	Restes à engager en fin d'année n (AE)	Restes à payer sur AE consommées en fin d'année n (CP)	
(2)	(3)	(4) <= (2) - (3)	(5)	(6) = (4) + (5)	(7)	(8)	(9) <= (7) - (8)	(10)	(11) = (9) + (10)	(1)-(3)-(6)	(3)+(6)-(8)-(11)	
11 255 000	11 167 546	87 454	245 000	332 454	3 350 000	1 931 793	1 418 207	6 756 793	8 185 000	0	1 383 207	
15 413 332	15 413 332	0	50 000	50 000	6 642 200	3 628 394	2 988 617	5 161 383	8 150 000	0	3 684 938	
3 366 631	657 326	2 709 305	183 369	2 892 674	1 764 000	248 143	1 513 505	805 024	2 318 529	0	983 328	
1 001 020	915 067	0	66 000	66 000	1 183 892	914 027	66 000	0	66 000	775 271	1 040	
2 391 306	2 216 306	175 000	70 000	245 000	1 459 306	1 459 306	0	1 002 000	1 002 000	0	0	
500 000	270 000	230 000	0	230 000	290 000	270 000	20 000	210 000	230 000	0	0	
2 144 332	1 115 038	1 029 294	2 412 706	3 442 000	1 270 278	786 728	483 550	1 868 450	3 252 000	1 142 962	1 418 310	
66 250 260	63 379 738	2 252 577	11 647 739	13 900 316	66 762 068	52 556 739	8 363 244	4 335 955	12 699 199	120 839 591	12 024 117	
23 273 260	23 273 260	0	0	0	23 273 260	23 273 260	0	0	0	0	0	
14 770 218	14 770 218	0	1 000 000	1 000 000	2 550 000	2 485 835	0	1 400 000	1 400 000	15 824 952	11 884 383	
140 365 359	133 177 832	6 483 630	15 674 814	22 158 444 490	108 545 004	87 554 225	14 853 123	21 549 605	36 402 728	138 582 776	31 379 323	

Prévission N+1 et suivantes			
AE prévues en N+1	CP prévus en N+1	AE prévues en N+2	CP prévus en N+2
(12)	(13)	(14)	(15)
0	1 100 000	0	283 207
0	2 468 900	0	1 216 038
0	863 328	0	120 000
775 271	776 311	0	0
0	0	0	0
400 000	1 700 000	416 962	400 000
12 400 448	11 421 205	6 000 000	6 112 666
0	0	0	0
1 000 000	1 400 000	1 000 000	1 400 000
14 575 719	19 729 744	7 416 962,00	9 531 911

B - Prévissions de recettes

Opération	Nature	Montant de l'opération envisagé	Montant notifié < N	Montant notifié N	Reste à notifier
		(18)	(19a)	(19b)	(19c)
Pôle biologie	Financement de l'Etat	2 500 000	1 049 000	626 000	825 000
	Financements des CT	6 000 000	6 000 000	0	0
	Autres financements	0	0	0	0
	Autofinancement par l'établissement	3 000 000	0	0	0
	Total Opération 1	11 500 000	7 049 000	626 000	825 000
PME	Financement de l'Etat	4 000 000	1 590 000	800 000	1 610 000
	Financements des CT	10 700 000	10 700 000	0	0
	Autres financements	0	0	0	0
	Autofinancement par l'établissement	763 332	0	0	0
	Total Opération 2	15 463 332	12 290 000	800 000	1 610 000
Maison de l'innovation	Financement de l'Etat	550 000	275 000	0	275 000
	Financements des CT	3 000 000	3 000 000	0	0
	Autres financements	0	0	0	0
	Autofinancement par l'établissement	0	0	0	0
	Total Opération 3	3 550 000	3 275 000	0	275 000
Intracting	Financement de l'Etat	0	0	0	0
	Financements des CT	1 595 000	0	0	1 595 000
	Autres financements	0	0	0	0
	Autofinancement par l'établissement	161 338	0	0	0
	Total Opération 4	1 756 338	0	0	1 595 000
STAPS	Financement de l'Etat	200 000	200 000	0	0
	Financements des CT	0	0	0	0
	Autres financements	0	0	0	0
	Autofinancement par l'établissement	2 261 306	0	0	0
	Total Opération 5	2 461 306	200 000	0	0
Mise en conformité chimie 1 et 2 et amphithéâtres	Financement de l'Etat	500 000	500 000	0	0
	Financements des CT	0	0	0	0
	Autres financements	0	0	0	0
	Autofinancement par l'établissement	0	0	0	0
	Total Opération 6	500 000	500 000	0	0
Opérations hors dévolution	Financement de l'Etat	0	0	0	0
	Financements des CT	0	0	0	0
	Autres financements	0	0	0	0
	Autofinancement par l'établissement	5 700 000	0	0	0
	Total Opération 7	5 700 000	0	0	0
PPI patrimoine dévolu	Financement de l'Etat	174 352 500	45 697 500	7 147 500	121 507 500
	Financements des CT	0	0	0	0
	Autres financements	0	0	0	0
	Autofinancement par l'établissement	23 767 146	0	0	0
	Total Opération 8	198 119 646	45 697 500	7 147 500	121 507 500
CRBC	Financement de l'Etat	15 000 000	15 000 000	0	0
	Financements des CT	5 000 000	5 000 000	0	0
	Autres financements	0	0	0	0
	Autofinancement par l'établissement	3 273 260	0	0	0
	Total Opération 9	23 273 260	20 000 000	0	0
PPP	Financement de l'Etat	25 899 437	17 837 999	0	0
	Financements des CT	0	0	0	0
	Autres financements	0	0	0	0
	Autofinancement par l'établissement	5 695 733	0	0	0
	Total Opération 10	31 595 170	17 837 999	0	0
Total PPI	Ss total financement de l'Etat	223 001 937	82 149 499	8 573 500	124 217 500
	Ss total financements CT	26 295 000	24 700 000	0	1 595 000
	Ss total autres financements	0	0	0	0
	Ss total autofinancement par l'établissement	44 622 115	0	0	0
	TOTAL	293 919 052	106 849 499	8 573 500	125 812 500

Montant des financements extérieurs	Financements extérieurs			
	Encassements des années antérieures à N	Encassements de N		Restes à encaisser
		Encassements prévus	Encassements réalisés	
(18)	(20)	(21a)	(21b)	22=(18)-(20)-(21a)
2 500 000	1 049 000	626 000	0	825 000
6 000 000	1 940 000	3 440 000	0	620 000
0	0	0	0	0
8 500 000	2 989 000	4 066 000	0	1 445 000
4 000 000	1 590 000	800 000	0	1 610 000
10 700 000	4 660 000	4 160 000	0	1 880 000
0	0	0	0	0
14 700 000	6 250 000	4 960 000	0	3 490 000
550 000	275 000	275 000	0	0
3 000 000	1 550 000	750 000	0	700 000
0	0	0	0	0
3 550 000	1 825 000	1 025 000	0	700 000
0	0	0	0	0
1 595 000	1 247 500	0	0	347 500
0	0	0	0	0
1 595 000	1 247 500	0	0	347 500
200 000	200 000	0	0	0
0	0	0	0	0
0	0	0	0	0
200 000	200 000	0	0	0
500 000	500 000	0	0	0
0	0	0	0	0
0	0	0	0	0
500 000	500 000	0	0	0
0	0	0	0	0
0	0	0	0	0
0	0	0	0	0
0	0	0	0	0
174 352 500	45 697 500	7 147 500	0	121 507 500
0	0	0	0	0
0	0	0	0	0
174 352 500	45 697 500	7 147 500	0	121 507 500
15 000 000	15 000 000	0	0	0
5 000 000	5 000 000	0	0	0
0	0	0	0	0
20 000 000	20 000 000	0	0	0
25 899 437	17 837 999	932 062	0	22 779 376
0	0	0	0	0
0	0	0	0	0
25 899 437	17 837 999	932 062	0	22 779 376
223 001 937	66 499 499	9 780 562	0	146 721 876
26 295 000	24 700 000	8 350 000	0	3 547 500
0	0	0	0	0
249 296 937	80 896 999	18 130 562	0	150 269 376

Prévissions en N+1 et suivantes		
Encassements prévus en N+1	Encassements prévus en N+2	Encassements prévus > N+2
(23)	(24)	(25)
700 000	125 000	0
620 000	0	0
0	0	0
1 320 000	125 000	0
690 000	920 000	0
1 380 000	500 000	0
0	0	0
2 070 000	1 420 000	0
0	0	0
700 000	0	0
0	0	0
700 000	0	0
0	0	0
1 595 000	0	0
0	0	0
1 595 000	0	0
200 000	0	0
0	0	0
0	0	0
200 000	0	0
500 000	0	0
0	0	0
0	0	0
500 000	0	0
0	0	0
0	0	0
0	0	0
174 352 500	45 697 500	7 147 500
0	0	0
0	0	0
174 352 500	45 697 500	7 147 500
15 000 000	15 000 000	0
5 000 000	5 000 000	0
0	0	0
20 000 000	20 000 000	0
25 899 437	17 837 999	932 062
0	0	0
0	0	0
25 899 437	17 837 999	932 062
223 001 937	66 499 499	9 780 562
26 295 000	24 700 000	8 350 000
0	0	0
249 296 937	80 896 999	18 130 562

C - Poids des opérations sur la trésorerie de l'établissement

	Années antérieures à N	Année N	Année N+1	Année N+2	Années > N+2	Total (autofinancement par l'établissement)
Pôle biologie	1 057 207,00 € -	4 119 000,00	220 000,00 -	158 207,00	-	-3 000 000,00 €
PME	2 621 606,00 € -	3 190 000,00	398 900,00 -	203 962,00	-	-763 332,00 €
Maison de l'innovation	1 576 857,00 € -	1 293 529,00	163 328,00 -	120 000,00	-	0,00 €
Intracting	333 473,00 € -	66 000,00	428 811,00 -	-	-	-161 338,00 €
STAPS	-1 259 306,00 € -	1 002 000,00	-	-	-	-2 261 306,00 €
Mise en conformité chimie 1 et 2 et amphithéâtres	230 000,00 € -	230 000,00	-	-	-	0,00 €
Opérations hors dévolution	-786 728,00 € -	2 352 000,00	1 700 000,00 -	400 000,00	461 272,00	-5 700 000,00 €
PPI patrimoine dévolu	-6 859 239,19 € -	5 551 698,81	4 273 705,29 -	1 034 834,19	8 117 337,11	-23 767 146,21 €
CRBC	-3 273 260,00 €	-	-	-	-	-3 273 260,00 €
PPP	-297 836,00 € -	467 938,00	467 938,00 -	467 938,00	3 994 083,00	-5 695 733,00 €
Total toutes opérations	-6 657 226,19 €	-18 272 165,81 €	-7 212 682,29 €	92 651,19 €	-12 572 692,11 €	-44 622 115,21 €

Notice

- Une opération immobilière doit être mentionnée dans le tableau dès lors que le conseil d'administration en a validé le principe.
- Colonne (1) "Coût total de l'opération" doit être du même montant que la colonne (18) "Montant de l'opération envisagé".
- Colonne "Restes à engager en fin d'année N" doit être égale à la somme des colonnes (12), (14) et (16).
- Les restes à payer sur AE consommées se distinguent de la somme des CP prévus pour les années N+1 et suivantes. En effet, la prévision pluriannuelle des CP tient compte à la fois des CP ayant déjà fait l'objet d'une consommation d'AE mais également des CP à venir pour lesquels les engagements fermes n'ont pas encore été pris par l'établissement.
- Colonne (18) "Montant de l'opération envisagé" correspond au plan de financement prévisionnel de l'opération tel que mentionné dans le dossier d'expertise lorsqu'il y en a un, ou aux éventuels réajustements du budget de l'opération.
- Les colonnes de couleur jaune correspondent à du suivi d'exécution de l'opération alors que les autres colonnes renvoient à de la prévision budgétaire.
- Colonnes (19a), (19b) et (19c) relatives aux notifications : il importe de rappeler qu'il s'agit d'inscrire les notifications de dotations de l'Etat ou les conventions de financement pour les collectivités. A titre d'illustration un CPER signé ne vaut pas notification de financement et n'a donc pas vocation à être inscrit.
Les montants à renseigner correspondent à la date de notification (et non à la date à laquelle les crédits seront versés). A titre d'exemple une notification faite en année N pour les crédits de N et N+1 devra faire apparaître le cumul de l'ensemble des crédits mentionnés dans le document de notification. Les montants notifiés peuvent être distincts des encaissements prévus. Ainsi un encaissement peut être prévu sur une année même si aucune notification n'a été reçue, notamment si le dossier d'expertise prévoyait l'existence de la recette extérieure.
- Colonne (19b) "Montant notifié en N" doit être actualisé à chaque mise à jour du tableau (BI ou BR).
- Colonne (22) "Restes à encaisser" doit être égale à la somme des colonnes (23), (24) et (25).

Tableau détaillé des opérations pluriannuelles et programmation (pour information)

Tableau détaillé des opérations pluriannuelles et programmation

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Suivi par opération (ou par regroupement d'opérations) des autorisations d'engagement, des crédits de paiement et des recettes

A - Prévission d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement

Opération	Nature	Prévission	
		Coût total de l'opération	(1)
pôle biologie	Personnel		0
	Fonctionnement et intervention	395 842	
	Investissement	11 104 158	
Total Op.929		11 500 000	
PME	Personnel		0
	Fonctionnement et intervention	356 286	
	Investissement	15 107 046	
Total Op.930		15 463 332	
maison de l'innovation	Personnel		0
	Fonctionnement et intervention	27 648	
	Investissement	3 522 352	
Total Op.931		3 550 000	
intracting	Personnel		0
	Fonctionnement et intervention	1 020	
	Investissement	1 755 318	
Total Op.940		1 756 338	
STAPS	Personnel		0
	Fonctionnement et intervention	156 306	
	Investissement	2 305 000	
Total Op.933		2 461 306	
Mise en conformité chimie 1 et 2 et amphithéâtres	Personnel		0
	Fonctionnement et intervention	40 000	
	Investissement	460 000	
Total Op 959		500 000	
autres opérations hors dévolution	Personnel		0
	Fonctionnement et intervention	1 200 000	
	Investissement	4 500 000	
autres Op.hors dévol		5 700 000	
Opération CRBC	Personnel		0
	Fonctionnement et intervention	227 375	
	Investissement	23 045 885	
Total Op 669		23 273 260	
Opération Ppimmo dévolution	Personnel		0
	Fonctionnement et intervention	162 988 246	
	Investissement	35 131 400	
Opérations dévolution		198 119 646	
LMV/PPP	Personnel		0
	Fonctionnement et intervention	18 326 924	
	Investissement	13 268 246	
Total Op.936		31 595 170	
Sous Total opérations immobilières	Personnel		0
	Fonctionnement et intervention	183 719 647	
	Investissement	110 199 405	
SOUS-TOTAL I: Opérations Immo.		293 919 052	
I-SITE	Personnel	20 068 947	
	Fonctionnement et intervention	34 279 193	
	Investissement	6 974 119	
Total I-SITE		61 322 259	
FEDER	Personnel	4 368	
	Fonctionnement et intervention	14 826	
	Investissement	0	
Total FEDER		19 194	
Europe	Personnel	2 643 889	
	Fonctionnement et intervention	1 815 989	
	Investissement	253 413	
Total Europe		4 713 291	
ANR	Personnel	3 263 428	
	Fonctionnement et intervention	3 453 348	
	Investissement	667 316	
Total ANR		7 384 092	
Autres financements publics	Personnel	4 138 307	
	Fonctionnement et intervention	1 099 992	
	Investissement	360 250	
Total Autres financements publics		5 598 549	
Financiers privés	Personnel	1 666 664	
	Fonctionnement et intervention	2 513 537	
	Investissement	261 776	
Total Financiers privés		4 441 977	
Multi financeurs	Personnel	5 427 928	
	Fonctionnement et intervention	2 193 762	
	Investissement	4 207 541	
Total Multi-financeurs		11 829 231	
Sous total contrats de recherche	Personnel	37 213 531	
	Fonctionnement et intervention	45 370 647	
	Investissement	12 724 415	
Sous total II - Contrats de recherche		95 308 593	
Ss total personnel	Personnel	37 213 531	
	Fonctionnement et intervention	229 090 294	
	Investissement	122 923 820	
TOTAL		389 227 645	

Prévission N										
AE ouvertes les années antérieures à 2018	AE consommées les années antérieures à 2018	AE reprogrammées ou reportées en 2018*	AE nouvelles ouvertes en 2018	TOTAL des AE ouvertes en 2018	CP ouvertes les années antérieures à 2018	CP consommées les années antérieures à 2018	CP reprogrammés ou reportés en 2018*	CP nouveaux ouverts en 2018	TOTAL des CP ouverts en 2018	(11) = (9) + (10)
(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (4) + (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(11) = (9) + (10)
150 842	150 842	0	245 000	245 000	160 000	150 842	9 158	235 842	245 000	0
11 104 158	11 016 704	87 454	0	87 454	3 190 000	1 780 951	1 409 049	6 530 951	7 940 000	0
11 255 000	11 167 546	87 454	245 000	332 454	3 350 000	1 931 793	1 418 207	6 766 793	8 185 000	0
306 286	306 286	0	50 000	50 000	197 200	122 011	50 000	0	50 000	0
15 107 046	15 107 046	0	0	0	6 445 000	3 506 383	2 938 617	5 161 383	8 100 000	0
15 413 332	15 413 332	0	50 000	50 000	6 642 200	3 628 394	2 988 617	5 161 383	8 150 000	0
27 648	17 648	10 000	0	10 000	20 000	17 648	0	0	0	0
3 338 983	639 678	2 699 305	183 369	2 882 674	1 744 000	230 495	1 513 505	805 024	2 318 529	0
3 366 631	657 326	2 709 305	183 369	2 892 674	1 764 000	248 143	1 513 505	805 024	2 318 529	0
1 020	1 020	0	0	0	1 020	1 020	0	0	0	0
1 000 000	914 047	0	66 000	66 000	1 182 872	913 007	66 000	0	66 000	0
1 001 020	915 067	0	66 000	66 000	1 183 892	914 027	66 000	0	66 000	0
86 306	86 306	0	70 000	70 000	86 306	86 306	0	70 000	70 000	0
2 305 000	2 130 000	175 000	0	175 000	1 373 000	1 373 000	0	932 000	932 000	0
2 391 306	2 216 306	175 000	70 000	245 000	1 459 306	1 459 306	0	1 002 000	1 002 000	0
40 000	0	40 000	0	40 000	20 000	0	20 000	20 000	40 000	0
460 000	270 000	190 000	0	190 000	270 000	270 000	0	190 000	190 000	0
500 000	270 000	230 000	0	230 000	290 000	270 000	20 000	210 000	230 000	0
372 900	286 038	86 862	360 138	447 000	175 278	142 038	33 240	563 760	597 000	0
1 771 432	829 000	942 432	2 052 568	2 995 000	1 095 000	644 690	450 310	1 304 690	1 755 000	0
2 144 332	1 115 038	1 029 294	2 412 706	3 442 000	1 270 278	786 728	483 550	1 868 450	2 352 000	0
227 375	227 375	0	0	0	227 375	227 375	0	0	0	0
23 045 885	23 045 885	0	0	0	23 045 885	23 045 885	0	0	0	0
23 273 260	23 273 260	0	0	0	23 273 260	23 273 260	0	0	0	0
42 696 216	40 443 639	2 252 577	1 457 438	3 710 015	43 467 389	30 857 568	6 767 736	0	6 767 736	0
23 554 044	22 936 099	0	10 190 301	10 190 301	23 294 679	21 699 171	1 595 508	4 335 955	5 931 463	0
66 250 260	63 379 738	2 252 577	11 647 739	13 900 316	66 762 068	52 556 739	8 363 244	4 335 955	12 699 199	0
1 789 850	1 789 850	0	1 000 000	1 000 000	1 800 000	1 789 850	0	1 000 000	1 000 000	0
12 980 368	12 980 368	0	0	0	750 000	695 985	0	400 000	400 000	0
14 770 218	14 770 218	0	1 000 000	1 000 000	2 550 000	2 485 835	0	1 400 000	1 400 000	0
45 698 443	43 309 005	2 389 439	3 182 576	5 572 015	46 154 568	33 394 658	6 880 134	1 889 602	8 769 736	0
94 666 916	89 868 827	4 094 191	12 492 238	16 586 429	62 390 436	54 159 567	7 972 989	19 660 003	27 632 992	0
140 365 359	133 177 832	6 483 630	15 674 814	22 158 444	108 545 004	87 554 225	14 853 123	21 549 605	36 402 728	0
9 222 617	9 222 617	3 488 996	3 488 996	3 488 996	9 222 617	9 222 617	0	3 488 996	3 488 996	0
3 550 360	3 550 360	0	10 328 635	10 328 635	3 550 360	3 550 360	0	10 328 635	10 328 635	0
4 354 119	4 354 119	0	1 850 000	1 850 000	4 354 119	4 354 119	0	1 850 000	1 850 000	0
17 127 096	17 127 096	0	15 667 631	15 667 631	17 127 096	17 127 096	0	15 667 631	15 667 631	0
4 368	4 368	0	0	0	4 368	4 368	0	0	0	0
11 096	11 096	0	3 730	3 730	11 096	11 096	0	3 730	3 730	0
15 464	15 464	0	3 730	3 730	15 464	15 464	0	3 730	3 730	0
1 950 675	1 950 675	0	463 506	463 506	1 950 675	1 950 675	0	463 506	463 506	0
1 166 131	1 166 131	0	394 577	394 577	1 166 131	1 166 131	0	394 577	394 577	0
253 413	253 413	0	0	0	253 413	253 413	0	0	0	0
3 370 219	3 370 219	0	858 083	858 083	3 370 219	3 370 219	0	858 083	858 083	0
2 336 801	2 336 801	0	704 633	704 633	2 336 801	2 336 801	0	704 633	704 633	0
2 374 962	2 374 962	0	678 327	678 327	2 374 962	2 374 962	0	678 327	678 327	0
583 616	583 616	0	36 200	36 200	583 616	583 616	0	36 200	36 200	0
5 295 379	5 295 379	0	1 419 160	1 419 160	5 295 379	5 295 379	0	1 419 160	1 419 160	0
2 034 159	2 034 159	0	1 396 071	1 396 071	2 034 159	2 034 159	0	1 396 071	1 396 071	0
527 325	527 325	0	367 467	367 467	527 325	527 325	0	367 467	367 467	0
280 033	280 033	0	74 817	74 817	280 033	280 033	0	74 817	74 817	0
2 841 517	2 841 517	0	1 838 355	1 838 355	2 841 517	2 841 517	0	1 838 355	1 838 355	0
1 010 428	1 010 428	0	545 748	545 748	1 010 428	1 010 428	0	545 748	545 748	0
2 009 785	2 009 785	0	417 930	417 930	2 009 785	2 009 785	0	417 930	417 930	0
234 776	234 776	0	21 000	21 000	234 776	234 776	0	21 000		

B - Prévisions de recettes

Opération	Nature	Prévision
		Financement de l'opération (18)
Pôle biologie	Financement de l'Etat*	2 500 000
	Autres financements publics**	6 000 000
	Autres financements***	0
Total Op.929		8 500 000
PME	Financement de l'Etat*	4 000 000
	Autres financements publics**	10 700 000
	Autres financements***	0
Total Op.930		14 700 000
Maison de l'Innovation	Financement de l'Etat*	550 000
	Autres financements publics**	3 000 000
	Autres financements***	0
Total Op.931		3 550 000
Intracting	Financement de l'Etat*	0
	Autres financements publics**	1 595 000
	Autres financements***	0
Total Op.940		1 595 000
STAPS	Financement de l'Etat*	200 000
	Autres financements publics**	0
	Autres financements***	0
Total Op.933		200 000
Mise en conformité chimie 1 et 2 et amphithéâtres	Financement de l'Etat*	500 000
	Autres financements publics**	0
	Autres financements***	0
Total Op.959		500 000
autres opérations hors dévolution	Financement de l'Etat*	0
	Autres financements publics**	0
	Autres financements***	0
autres Op.hors dévol		0
PPI patrimoine dévolu	Financement de l'Etat*	174 352 500
	Autres financements publics**	0
	Autres financements***	0
Opérations dévolution		174 352 500
CRBC	Financement de l'Etat*	15 000 000
	Autres financements publics**	5 000 000
	Autres financements***	0
Total Op.669		20 000 000
PPP	Financement de l'Etat*	25 899 437
	Autres financements publics**	0
	Autres financements***	0
Total Op.936		25 899 437
Sous Total opérations immobilières	Financement de l'Etat*	223 001 937
	Autres financements publics	26 295 000
	Autres financements	0
Sous-total I: Opérations immobilières		249 296 937
I-SITE	Financement de l'Etat*	248 800
	Autres financements publics**	61 073 459
	Autres financements***	0
Total I-SITE		61 322 259
FEDER	Financement de l'Etat*	0
	Autres financements publics**	19 194
	Autres financements***	0
Total FEDER		19 194
Europe	Financement de l'Etat*	0
	Autres financements publics**	4 713 291
	Autres financements***	0
Total Europe		4 713 291
ANR	Financement de l'Etat*	0
	Autres financements publics**	7 384 092
	Autres financements***	0
Total ANR		7 384 092
Autres financements publics	Financement de l'Etat*	371 450
	Autres financements publics**	4 775 663
	Autres financements***	451 436
Total Autres financements publics		5 598 549
Financiers privés	Financement de l'Etat*	0
	Autres financements publics**	0
	Autres financements***	4 441 977
Total Financiers privés		4 441 977
Multi financeurs	Financement de l'Etat*	249 092
	Autres financements publics**	11 208 314
	Autres financements***	371 825
Total Multi-financeurs		11 829 231
Sous total contrats de recherche	Financement de l'Etat*	869 342
	Autres financements publics**	89 174 013
	Autres financements***	5 265 239
Sous total II - Contrats de recherche		95 308 594
TOTAL	Ss total financement de l'Etat	223 871 279
	Ss total autres financements publics	115 469 013
	Ss total autres financements	5 265 239
TOTAL		344 605 531

Prévision 2018	
Encaissements des années antérieures à 2018 (19)	Encaissement prévu en 2018 (20)
1 049 000	626 000
1 940 000	3 440 000
0	0
2 989 000	4 066 000
1 590 000	800 000
4 660 000	4 160 000
0	0
6 250 000	4 960 000
275 000	275 000
1 550 000	750 000
0	0
1 825 000	1 025 000
0	0
1 247 500	0
0	0
1 247 500	0
200 000	0
0	0
0	0
200 000	0
500 000	0
0	0
0	0
500 000	0
0	0
0	0
0	0
0	0
45 697 500	7 147 500
0	0
0	0
45 697 500	7 147 500
15 000 000	0
5 000 000	0
0	0
20 000 000	0
2 187 999	932 062
0	0
0	0
2 187 999	932 062
66 499 499	9 780 562
14 397 500	8 350 000
0	0
80 896 999	18 130 562
194 800	54 000
21 605 753	14 921 042
21 800 553	14 975 042
5 420	13 774
5 420	13 774
0	0
3 134 724	960 578
0	0
3 134 724	960 578
4 927 821	1 265 768
0	0
4 927 821	1 265 768
184 916	31 500
1 975 174	1 172 553
277 707	79 900
2 437 797	1 283 953
0	0
0	0
3 247 779	906 495
3 247 779	906 495
249 092	0
7 145 125	2 107 461
133 861	129 209
7 528 078	2 236 670
628 808	85 500
38 794 017	20 441 176
3 659 347	1 115 604
43 082 172	21 642 280
67 128 307	9 866 062
53 191 517	28 791 176
3 659 347	1 115 604
123 979 171	39 772 842

Prévisions en 2018 et suivantes		
Encaissements prévus en 2019 (21)	Encaissements prévus en 2020 (22)	Encaissements prévus >2020 (23)
700 000	125 000	0
620 000	0	0
1 320 000	125 000	0
690 000	920 000	0
1 380 000	500 000	0
2 070 000	1 420 000	0
0	0	0
700 000	0	0
700 000	0	0
0	0	0
347 500	0	0
347 500	0	0
0	0	0
0	0	0
0	0	0
0	0	0
0	0	0
0	0	0
0	0	0
7 147 500	7 147 500	107 212 500
7 147 500	7 147 500	107 212 500
0	0	0
0	0	0
0	0	0
932 062	932 062	20 915 252
0	0	0
932 062	932 062	20 915 252
9 469 562	9 124 562	128 127 752
3 047 500	500 000	0
0	0	0
12 517 062	9 624 562	128 127 752
13 787 757	10 758 907	0
13 787 757	10 758 907	0
0	0	0
0	0	0
0	0	0
370 666	247 323	0
370 666	247 323	0
0	0	0
691 189	499 314	0
0	0	0
691 189	499 314	0
15 750	139 284	0
896 048	731 888	0
93 829	0	0
1 005 627	871 172	0
215 849	71 855	0
215 849	71 855	0
0	0	0
1 016 812	938 916	0
89 755	19 000	0
1 106 567	957 916	0
15 750	139 284	0
16 762 472	13 176 348	0
399 433	90 855	0
17 177 655	13 406 487	0
9 485 312	9 263 846	128 127 752
19 809 972	13 676 348	0
399 433	90 855	0
29 694 717	23 031 049	128 127 752

* Subvention pour charges de service public, autres financements de l'Etat, fiscalité affectée, financement de l'Etat fléchés

** Autres financements publics (globalisés ou fléchés)

*** Recettes propres et autres recettes fléchés

Tableau des unités mixtes de recherche – UMR
(pour information)

TABLEAU DES UNITÉS MIXTES DE RECHERCHE

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

		Moyens de l'UCA		Moyens hors budget de l'établissement											
				CNRS	Inserm	INRA	ESC	IRD	Autres étab.						
LMGE	Personnel	59,35	Emplois	13,6	Emplois		Emplois	3	Emplois		Emplois		Emplois	13	Emplois
	Fonctionnement	65 277 €		90 000 €											
	Investissement														
PIAF	Personnel	16,95	Emplois		Emplois		Emplois	29	Emplois		Emplois		Emplois	1	Emplois
	Fonctionnement	43 116 €						81 100 €							
	Investissement														
Institut Pascal	Personnel	245,45	Emplois	15	Emplois		Emplois		Emplois		Emplois		Emplois	28,85	Emplois
	Fonctionnement	273 509 €		77 000 €											
	Investissement														
Limos	Personnel	116,7	Emplois	7,17	Emplois		Emplois		Emplois		Emplois		Emplois	11,5	Emplois
	Fonctionnement	121 095 €		65 000 €											
	Investissement														
Geolab	Personnel	9,5	Emplois	8	Emplois		Emplois		Emplois		Emplois		Emplois	16,1	Emplois
	Fonctionnement	23 666 €		44 000 €											
	Investissement														
Lapsco	Personnel	40,7	Emplois	5,04	Emplois		Emplois		Emplois		Emplois		Emplois	1	Emplois
	Fonctionnement	43 877 €		62 665 €											
	Investissement														
MSH	Personnel	10,7	Emplois	4	Emplois		Emplois		Emplois		Emplois		Emplois		Emplois
	Fonctionnement	59 400 €		14 350 €											
	Investissement				6 150 €										
Fed Env.	Personnel	0	Emplois	0	Emplois	0	Emplois	0	Emplois	0	Emplois	0	Emplois	0	Emplois
	Fonctionnement	33 200 €		7 000 €											
	Investissement														
OPGC	Personnel	14,5	Emplois	7	Emplois		Emplois		Emplois		Emplois		Emplois		Emplois
	Fonctionnement	78 746 €		300 000 €											
	Investissement														
Fed. Mathématiques	Personnel	0	Emplois	0	Emplois	0	Emplois	0	Emplois	0	Emplois	0	Emplois	0	Emplois
	Fonctionnement	1 500 €		13 000 €											
	Investissement														
Fed. CRIS	Personnel		Emplois		Emplois		Emplois		Emplois		Emplois		Emplois		Emplois
	Fonctionnement	0 €													
	Investissement														
MEDIS	Personnel	12	Emplois		Emplois		Emplois	39,2	Emplois		Emplois		Emplois	1,2	Emplois
	Fonctionnement	48 500 €						90 000 €							
	Investissement														
TERRITOIRES	Personnel	29,8	Emplois		Emplois		Emplois	5,2	Emplois		Emplois		Emplois	28,95	Emplois
	Fonctionnement	22 270 €						28 950 €							
	Investissement														
IHRIM	Personnel	22,3	Emplois	28,6	Emplois		Emplois		Emplois		Emplois		Emplois		Emplois
	Fonctionnement	19 395 €		70 000 €											
	Investissement														
TOTAL de l'établissement	Personnel	1113,7	Emplois	232	Emplois	30,7	Emplois	198	Emplois	0	Emplois	3	Emplois	128,35	Emplois
	Fonctionnement	1 902 662 €		1 553 477 €		517 000 €		657 510 €		0 €		0 €		0 €	
	Investissement	0 €		6 150 €		0 €		0 €		0 €		0 €		0 €	

Tableau de synthèse budgétaire et comptable
(pour information)

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Stocks initiaux	1	Niveau initial des restes à payer	45 623 607
	2	Niveau initial du Fonds de roulement	30 476 621
	3	Niveau initial du besoin en fonds de roulement	-20 423 379
	4	Niveau initial de la trésorerie	50 900 000
	4.a	<i>dont niveau initial de la trésorerie fléchée</i>	<i>2 500 000</i>
	4.b	<i>dont niveau initial de la trésorerie non fléchée</i>	<i>48 400 000</i>
Flux de l'année	5	Autorisations d'engagement	305 443 447
	6	Résultat patrimonial	99 029
	7	Capacité d'autofinancement	6 432 149
	8	Variation du fonds de roulement	-16 437 947
	9	Opérations sur dettes financières, capitaux propres et créances immobilisées sans impact budgétaire	-65 300
	10	Opérations du compte de résultat sans flux de trésorerie, non retraitées par la CAF	0
		<i>Variations de stock</i>	<i>0</i>
		<i>Charges sur créances irrécouvrables</i>	<i>0</i>
		<i>Produits divers de gestion courante</i>	<i>0</i>
	11	Opérations budgétaires et comptables avec différence de fait générateur de trésorerie	1 502 083
		<i>Écarts entre les produits/ressources et les encaissements relatifs à des opérations sur exercice antérieurs</i>	
		<i>Écarts entre les produits/ressources et les encaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours</i>	
		<i>Écarts entre les charges/immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations sur exercice antérieurs</i>	
		<i>Écarts entre les charges/immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours</i>	
	12	Solde budgétaire = 8-9-10-11	-17 874 730
	13	Décalage de flux de trésorerie liées aux opérations de trésorerie non budgétaire	70 300
14	Variation de la trésorerie = 12-13	-17 945 030	
	14.a <i>dont variation de la trésorerie fléchée</i>	<i>-9 506 853</i>	
	14.b <i>dont variation de la trésorerie non fléchée</i>	<i>-8 438 177</i>	
15	Variation du besoin en fonds de roulement = 9+10+11+13	1 507 083	
16	Variation des restes à payer	-14 244 283	
Stocks finaux	17	Niveau final des restes à payer	31 379 323
	18	Niveau final du fonds de roulement	14 038 674
	19	Niveau final du besoin en fonds de roulement	-18 916 296
	20	Niveau final de la trésorerie	32 954 970
	20.a <i>dont trésorerie fléchée</i>	<i>-7 006 853</i>	
	20.b <i>dont trésorerie non fléchée</i>	<i>39 961 823</i>	

Programme Pluriannuel Immobilier (pour information)

Programme Pluriannuel Immobilier

I - Tableau prévisionnel des travaux des remises à niveau (indicatif)

Site	Bâtiment	2011 (réalisé)	2012 (réalisé)	2013 (réalisé)	2014 (réalisé)	2015 (réalisé)	2016 (réalisé passage à la GBCP)	2017 (BR)	2018 (BI)	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035
Présidence	Villa Morand																									
	Extension																									
Côte blatin	Total du site	7 437	69 813	65 349	0	2 105	0	60 000	0	0	236 042	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Côte blatin																									
Kessler	Total du site	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	230 517	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	IADT																									
Gergovia	Total du site	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Gergovia																									
Cerdil	Total du site	0	720	11 407	0	0	0	0	0	0	0	1 219 860	0	0	0	4 539 001	0	2 539 721	0	4 039 721	0	3 699 860	0	0	0	0
	Cerdil																									
Rotonde	Total du site	0	209	119 200	0	0	0	0	0	0	0	0	550 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Pôle tertiaire																									
Henri Dunant	Total du site	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	367 242	0	0	1 808 621	0	0	0	1 808 621	0	0	0	0	0	0
	Bâtiment principal																									
3C	Bâtiment extension + CRBC																									
	CPRY																									
CRNH	Total du site	153 659	3 161 924	2 685 358	5 707 100	2 988 459	870 235	7 382 143	7 808 329	3 914 201	2 382 225	2 004 269	938 166	6 320 217	6 339 817	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	CRNH																									
Jaude	Total du site	0	0	10 203	566	0	0	30 000	592 958	580 001	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Jaude																									
NHE	Total du site	0	0	137 767	1 648 744	7 088 822	29 711	54 922	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	NHE																									
IUT	Total du site	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Bloc central																									
Le Puy	Logements																									
	Maintenance industriel																									
Aurillac	Informatique																									
	Biologie appliquée																									
Le Puy	Animalerie																									
	Mesures Physiques																									
Aurillac	Atelier																									
	Amphithéâtre																									
Aurillac	Préfabriqué																									
	Total du site	0	23 554	1 231 823	3 560 935	4 956 860	1 312 175	2 796 831	52 000	1 148 000	375 000	4 877 060	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Aurillac	Bâtiment initial																									
	Batiment extension																									
Aurillac	Total du site	0	21 187	95	0	0	6 680	66 146	150 000	0	0	144 028	0	0	0	144 028	0	144 028	1 182 034	576 112	632 034	0	0	0	0	0
	Bâtiment principal																									
Aurillac	Batiment extension																									
	Ecole annexe																									
Aurillac	Total du site	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 593 070	0	1 593 070	0	0	0	1 137 256	609 081	0	0	0

II - Synthèse

A - Recettes encaissables (1ère et 2ème sections du budget)

Site	Bâtiment	2011 (réalisé)	2012 (réalisé)	2013 (réalisé)	2014 (réalisé)	2015 (réalisé)	2016 (réalisé passage à la GBCP)	2017 (BR)	2018 (BI)	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035	Total sur période	Total sur période (PPI signé)		
Recettes récurrentes	Convention	1 800 000	6 135 000	6 135 000	6 135 000	6 135 000	6 135 000	6 135 000	6 135 000	6 135 000	6 135 000	6 135 000	6 135 000	6 135 000	6 135 000	6 135 000	6 135 000	6 135 000	6 135 000	6 135 000	6 135 000	6 135 000	6 135 000	6 135 000	6 135 000	6 135 000	6 135 000	149 040 000		
	Reas.propres	250 000	750 000	750 000	750 000	750 000	750 000	750 000	750 000	750 000	750 000	750 000	750 000	750 000	750 000	750 000	750 000	750 000	750 000	750 000	750 000	750 000	750 000	750 000	750 000	750 000	750 000	18 250 000		
	DGR - part "maintenance lourde" (ex-quadriennal)	1 012 500	1 012 500	1 012 500	1 012 500	1 012 500	1 012 500	1 012 500	1 012 500	1 012 500	1 012 500	1 012 500	1 012 500	1 012 500	1 012 500	1 012 500	1 012 500	1 012 500	1 012 500	1 012 500	1 012 500	1 012 500	1 012 500	1 012 500	1 012 500	1 012 500	25 312 500	192 602 500		
	Autres ressources																											331 961		
Appports collectivités territoriales CRBC					1 500 000	2 000 000	1 000 000	500 000																				5 000 000	8 400 000	
Crédits spécifiques CRBC						8 000 000	7 000 000																					15 000 000		
Prélèvement sur fonds de roulement général																												0	5 633 813	
Restitution de la charge d'avance																												24 395 652		
Avance sur réserve																												0		
Total recettes de l'exercice		3 062 500	9 835 780	13 300 450	15 933 883	21 297 500	18 397 500	13 347 500	7 897 500	7 897 500	7 897 500	7 897 500	7 897 500	7 897 500	7 897 500	7 897 500	7 897 500	7 897 500	7 897 500	7 897 500	7 897 500	7 897 500	7 897 500	7 897 500	7 897 500	7 897 500	7 897 500	237 330 113	206 636 313	
Prélèvement sur fonds de roulement déduit		0	0	0	911 952	3 374 663	0	6 684 737	5 151 699	3 873 705	0	1 774 042	0	1 956 714	0	1 704 293	0	1 833 017	0	3 069 560	0	1 602 500	0	0	0	0	0	0	0	0
Total recettes		3 062 500	9 835 780	13 300 450	16 845 834	24 672 163	18 397 500	20 032 237	13 049 199	11 771 205	7 897 500	9 671 542	7 897 500	9 854 214	7 897 500	9 601 793	7 897 500	9 730 517	7 897 500	10 967 060	7 897 500	9 500 000	7 897 500	7 897 500	7 897 500	7 897 500	7 897 500	254 598 166	206 636 313	

B - Dépenses décaissables (1ère et 2ème sections du budget)

Site	Bâtiment	2011 (réalisé)	2012 (réalisé)	2013 (réalisé)	2014 (réalisé)	2015 (réalisé)	2016 (réalisé passage à la GBCP)	2017 (prev)	2018 (BI)	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035	Total sur période	Total sur période (PPI signé)	
Remises à niveau	Travaux	161 096	3 277 406	4 261 202	10 917 345	15 036 246	2 218 801	10 390 042	8 603 287	5 642 201	3 193 211	8 245 217	1 688 111	7 317 867	6 339 817	6 525 881	1 808 621	4 276 819	1 182 034	4 615 833	2 440 656	3 699 860	1 137 256	609 081	0	0	113 587 892	100 784 646	
	Compl. "maîtrise d'ouvrage" au B. Annexe	116 667	120 000	120 000	64 293																								420 960
Autres dépenses de GER	Compl. "maîtrise d'ouvrage" au B. Principal	230 000	230 000	230 000	285 707	350 000	350 000	350 00																					

Tableau 6-1 : PROGRAMME PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT 2011 / 2018 - Exercice 2018 - Budget INITIAL

Libellé opérations	nom de l'opération donné par l'établissement		Total	dont opération	dont opération	dont opération	dont opération	dont opération	dont opération	dont opération	Opération CRBC
				Présidence	Dunant	CRNH	Jaude	IUT	Le Puy	Autres dépenses de GER	
année de lancement	année du démarrage réel ou programmé de l'opération = 1er engagement financier			2011	2011	2017	2013	2012	2012	2011	2013
Coût total initial de l'opération	coût total prévisionnel de l'opération tout mode de financement confondu = prévision d'ouverture de crédits = engagements pluriannuels pris par l'établissement	1	44 260 907	8 669	11 095 440	1 202 958	9 102 697	1 825 370	5 004	1 020 769	20 000 000
Réajustements éventuels		2	14 051 975	-	10 047 836	- 49 999	- 168 164	-	-	1 040 820	3 181 483
Coût actualisé, le cas échéant, de l'opération	coût total prévisionnel actualisé de l'opération	3 = 1+2	58 312 883	8 669	21 143 276	1 152 959	8 934 533	1 825 370	5 004	2 061 589	23 181 483
Répartition des engagements prévisionnels de financements			Total	dont opération	dont opération	dont opération	dont opération	dont opération	dont opération	dont opération	Opération CRBC
État	Montant des subventions prévues par l'Etat ATTENTION : au budget de chaque exercice seuls les CP notifiés peuvent être ouverts	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Crédits État Campus	Montant des financements prévus au titre des opérations Campus	5	15 000 000	-	-	-	-	-	-	-	15 000 000
Collectivités publiques	Montant des subventions prévues par les collectivités locales (lettres, conventions ou documents justificatifs probants)	6	5 000 000	-	-	-	-	-	-	-	5 000 000
Autres	Autres ressources notifiées : dons, legs ...	7	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autofinancement CAF	Montant de la CAF servant à financer l'opération	8	15 442 058	1 232	9 496 179	1 152 959	2 841 792	725 369	5 004	1 020 769	198 754
Autofinancement FDR	Montant du prélèvement sur fonds de roulement servant à financer l'opération	9	22 870 826	7 437	11 647 097	-	6 092 741,7	1 100 001	-	1 040 820	2 982 729
Total des financements	10 = 4+5+6+7+8+9		58 312 883	8 669,03	21 143 276,04	1 152 959,00	8 934 533,40	1 825 370,00	5 004,00	2 061 588,84	23 181 483,00
Écart financement / coût	le cas échéant, différentiel entre le coût actualisé de l'opération et le total des financements	11 = 10-3	- 0	-	0	- 0	- 0	0	-	-	0
Suivi des engagements juridiques			Total	dont opération	dont opération	dont opération	dont opération	dont opération	dont opération	dont opération	Opération CRBC
Montants cumulés des engagements juridiques pris < N	Total des engagements juridiques annuels et pluriannuels pris par l'ordonnateur depuis le lancement de l'opération antérieurement à l'exercice en cours	12	46 117 582	8 669	12 705 934	150 000	8 934 533	675 370	5 004	456 588,84	23 181 483
Reste à engager	Total des engagements juridiques restant à engager	13=3-12	12 195 302	-	8 437 343	1 002 959	-	1 150 000	-	1 605 000	-
Nouveaux EJ pris en N	Montant des nouveaux engagements juridiques pluri annuels pris par l'établissement durant l'exercice en cours (à honorer au titre de l'exercice en cours)	14	10 190 302	-	8 437 343	1 002 959	-	150 000	-	600 000	-
Reste à engager en N+1 et suivants	Total des engagements juridiques restant à engager en N+1 et suivants	15	2 005 000	-	0	-	-	1 000 000	-	1 005 000	-
Coût cumulé actualisé de la programmation des EJ	Vérification que les EJ ne dépassent pas le coût total de l'opération	16=12+14+15	58 312 883	8 669,03	21 143 276,04	1 152 959,00	8 934 533,40	1 825 370,00	5 004,00	2 061 588,84	23 181 483,00
Ecart				0	0	0	0	0	0	0	0
Suivi des dépenses			Total	dont opération	dont opération	dont opération	dont opération	dont opération	dont opération	dont opération	Opération CRBC
exercices antérieurs - réalisé	somme des dépenses prises en charge et payées au titre des exercices écoulés	17	44 880 654	8 669	11 469 005	150 000	8 934 533,29	675 370	5 004	456 589	23 181 483
exercice en cours - à réaliser	programmation budgétaire sur l'exercice n uniquement pour les opérations en cours	18	5 931 463	-	4 716 505	572 959	-	42 000	-	600 000	-
exercices ultérieurs - à réaliser	programmation budgétaire sur exercices n+x uniquement pour les opérations en cours = somme de ce qu'il reste à prendre en charge par rapport au coût total de l'opération	19	7 500 766	-	4 957 766	430 000	0	1 108 000	-	1 005 000	-
Total des dépenses	20=17+18+19		58 312 883	8 669	21 143 276	1 152 959	8 934 533	1 825 370	5 004	2 061 589	23 181 483
Suivi des recettes réalisées			Total	dont opération	dont opération	dont opération	dont opération	dont opération	dont opération	dont opération	Opération CRBC
État	Montant des ordres de recettes émis par l'ordonnateur depuis le lancement de l'opération au titre des subventions notifiées par l'état c'est-à-dire des notifications de CP effectuées par l'état	21	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Crédits État Campus	Montant des ordres de recettes émis par l'ordonnateur depuis le lancement de l'opération au titre des opérations Campus reçues sur appels à projets	22	15 000 000	-	-	-	-	-	-	-	15 000 000
Collectivités publiques	Montant des ordres de recettes émis par l'ordonnateur depuis le lancement de l'opération au titre des subventions notifiées par les collectivités publiques	23	5 000 000	-	-	-	-	-	-	-	5 000 000
Autres	Montant des ordres de recettes émis par l'ordonnateur depuis le lancement de l'opération au titre des autres financements reçus	24	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autofinancement CAF	Montant de l'autofinancement effectivement consommé pour réaliser l'opération	25	13 258 559	1 232	8 929 818	150 000	2 841 792	675 370	5 004	456 589	198 754
Autofinancement FDR	Montant de l'autofinancement effectivement consommé pour réaliser l'opération	26	11 622 095	7 437	2 539 187	-	6 092 742	-	-	-	2 982 729
Total des recettes réalisées >N	titres de recettes émis depuis le lancement de l'opération	27=21+22+23+24+25+26	44 880 654	8 669	11 469 005	150 000	8 934 533	675 370	5 004	456 589	23 181 483
Total des recettes attendues en n		28	5 931 464	-	4 716 505	572 959	-	42 000	-	600 000	-
Total des recettes attendues en n+x		29=10-27-28	7 500 766	-	4 957 766	430 000	-	1 108 000	-	1 005 000	-

Tableau 6-1 bis : PROGRAMME PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT - BUDGET INITIAL - Exercice 2018

	Libellé opérations	nom de l'opération donné par l'établissement		Total	dont	dont	dont	dont	dont	dont	dont	CRBC	
					opération	opération	opération	opération	opération	opération			
	année de lancement	année de démarrage réel ou programmé de l'opération = 1er engagement financier			Présidence	Dunant	CRNH	Jaude	IUT	Le Puy	Autres dépenses de GER		
	Coût total initial de l'opération	coût total prévisionnel de l'opération tout mode de financement confondu = prévision d'ouverture de crédits = engagements pluriannuels pris par l'établissement	1	44 260 907	8 669	11 095 440	1202958	9 102 697	1 825 370	5 004	1 020 769	20 000 000	
	Réajustements éventuels		2	14 051 975	0	10 047 836	-49999	-168 164	0	0	1 040 820	3 181 483	
	Coût actualisé, le cas échéant, de l'opération	coût total prévisionnel actualisé de l'opération	3 = 1+2	58 312 883	8 669	21 143 276	1152958,673	8 934 533	1 825 370	5 004	2 061 589	23 181 483	
Prévision	Répartition des engagements prévisionnels de financements				Total	dont	dont	dont	dont	dont	dont	CRBC	
		État	Montant des subventions prévues par l'Etat ATTENTION : au budget de chaque exercice seuls les CP notifiés peuvent être ouverts	4	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		Crédits Etat Campus	Montant des financements prévus au titre des opérations Campus	5	15 000 000	0	0	0	0	0	0	0	15 000 000
		Collectivités publiques	Montant des subventions prévues par les collectivités locales (lettres, conventions ou documents justificatifs probants)	6	5 000 000	0	0	0	0	0	0	0	5 000 000
		Autres	Autres ressources notifiées : dons, legs ...	7	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		Autofinancement CAF	Montant de la CAF servant à financer l'opération	8	15 442 058	1 232	9 496 179	1 152 959	2 841 792	725 369	5 004	1 020 769	198 754
		Autofinancement FDR	Montant du prélèvement sur fonds de roulement servant à financer l'opération	9	22 870 826	7 437	11 647 097	0	6 092 742	1 100 001	0	1 040 820	2 982 729
		Total des financements	10 = 4+5+6+7+8+9		58 312 883	8 669	21 143 276	1 152 959	8 934 533	1 825 370	5 004	2 061 589	23 181 483
		Écart financement / coût	le cas échéant, différentiel entre le coût actualisé de l'opération et le total des financements	11 = 10-3	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Prévision	Suivi des engagements juridiques				Total	dont	dont	dont	dont	dont	dont	CRBC
		Montants cumulés des engagements juridiques pris < N	Total des engagements juridiques annuels et pluriannuels pris par l'ordonnateur depuis le lancement de l'opération antérieurement à l'exercice en cours	12	46 117 582	8 669	12 705 934	150 000	8 934 533	675 370	5 004	456 589	23 181 483
		Reste à engager	Total des engagements juridiques restant à engager	13=3-12	11 045 302	0	8 437 343	1 002 959	0	0	0	1 605 000	0
		Nouveaux EJ pris en N	Montant des nouveaux engagements juridiques pluri annuels pris par l'établissement durant l'exercice en cours (à honorer au titre de l'exercice en cours)	14	10 190 302	0	8 437 343	1 002 959	0	150 000	0	600 000	0
		Reste à engager en N+1 et suivants (non limités à 5 ans)	Total des engagements juridiques restant à engager en N+1 et suivants à ventiler par année	15 = 15a+15b+15c+15d+15e	2 005 000	0	0	0	0	1 000 000	0	1 005 000	0
		A engager 2019		15a	2 005 000	0	0	0	0	1 000 000	0	1 005 000	0
		A engager 2020		15c	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		A engager 2021		15d	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		A engager 2022		15e	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		Coût cumulé actualisé de la programmation des EJ	Vérification que les EJ ne dépassent pas le coût total de l'opération	16=12+14+15	58 312 883	8 669	21 143 276	1 152 959	8 934 533	1 825 370	5 004	2 061 589	23 181 483
Exécution	Suivi des dépenses				Total	dont	dont	dont	dont	dont	dont	CRBC	
		exercices antérieurs - réalisé	somme des dépenses prises en charge et payées au titre des exercices écoulés	17	44 880 654	8 669	11 469 005	150 000	8 934 533	675 370	5 004	456 589	23 181 483
		exercice en cours - à réaliser	programmation budgétaire sur l'exercice n uniquement pour les opérations en cours = somme de ce qu'il reste à prendre en charge par rapport au coût total de l'opération	18	5 931 463	0	4 716 505	572 959	0	42 000	0	600 000	0
		exercices ultérieurs - à réaliser	programmation budgétaire sur exercices n+1 uniquement pour les opérations en cours = somme de ce qu'il reste à prendre en charge par rapport au coût total de l'opération	19a+19b+19c+19d+19e	7 500 766	0	4 957 766	430 000	0	1 108 000	0	1 005 000	0
		A réaliser 2019		19a	5 758 953	0	3 215 953	430 000	0	1 108 000	0	1 005 000	0
		A réaliser 2020		19c	1 741 813	0	1 741 813	0	0	0	0	0	0
		A réaliser 2021		19d	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		A réaliser 2022		19e	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		Total des dépenses	20=17+18+19		58 312 883	8 669	21 143 276	1 152 959	8 934 533	1 825 370	5 004	2 061 589	23 181 483
	Exécution	Suivi des recettes réalisées				Total	dont	dont	dont	dont	dont	dont	CRBC
		État	Montant des ordres de recettes émis par l'ordonnateur depuis le lancement de l'opération au titre des subventions notifiées par l'état c'est-à-dire des notifications de CP effectuées par l'état	21	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		Crédits Etat Campus	Montant des ordres de recettes émis par l'ordonnateur depuis le lancement de l'opération au titre des opérations Campus reçues sur appels à projets	22	15 000 000	0	0	0	0	0	0	0	15 000 000
		Collectivités publiques	Montant des ordres de recettes émis par l'ordonnateur depuis le lancement de l'opération au titre des subventions notifiées par les collectivités publiques	23	5 000 000	0	0	0	0	0	0	0	5 000 000
		Autres	Montant des ordres de recettes émis par l'ordonnateur depuis le lancement de l'opération au titre des autres financements reçus	24	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		Autofinancement CAF	Montant de l'autofinancement effectivement consommé pour réaliser l'opération	25	13 258 559	1 232	8 929 818	150 000	2 841 792	675 370	5 004	456 589	198 754
		Autofinancement FDR	Montant de l'autofinancement effectivement consommé pour réaliser l'opération	26	11 622 095	7 437	2 539 187	0	6 092 742	0	0	0	2 982 729
		Total des recettes réalisées	titres de recettes émis depuis le lancement de l'opération	27=21+22+23+24+25+26	44 880 654	8 669	11 469 005	150 000	8 934 533	675 370	5 004	456 589	23 181 483
		Total des recettes attendues en n		28	5 931 464	0	4 716 505	572 959	0	42 000	0	600 000	0
		Total des recettes attendues en n+x	29=10-27-28		7 500 766	0	4 957 766	430 000	0	1 108 000	0	1 005 000	0

Annexe immobilière (pour information)

TABLEAU
Annexe immobilière - Budget Etablissement agrégé - Budget Initial 2018

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Opérateur	Réunion de l'organe délibérant du 08/12/2017			
	classe de compte (n°)	Exécution	BI 2018	BR2018
Données physiques				
Nombre de bâtiments occupés	90			
dont biens propres	29,71			
dont biens domaniaux	44,00			
dont prises à bail	2,29			
dont autres mises à disposition (ex. : collectivités territoriales)	14			
Surface totale occupée (m² - SUB)	296 401			
dont biens propres	97 049			
dont biens domaniaux	152 569			
dont prises à bail	5 215			
dont autres mises à disposition (ex. : collectivités territoriales)	41 568			
m² SUN / poste de travail (*)	15			
Dépenses de fonctionnement à l'€ près				
Redevances de crédit-bail immobilier (*)	6125			
Locations immobilières (*)	6132			
Entretien et réparations sur biens immobiliers (*)	6152		10 229 736	
Taxe foncière (*)	63512			
Autres impôts locaux (*)	63513			
Dépenses d'acquisition à l'€ près				
Acquisition de biens propres				
Dépenses d'investissement à l'€ près				
Réalisation de travaux structurants	21/23		28 564 717	
Produits de cession d'immobilisations corporelles à l'€ près				
dont biens propres	7752			
dont biens domaniaux	7752			

(*) Les données sont disponibles à la saisie dans le système d'informations des opérateurs de l'État (SI OPE)

A) Leviers d'action proposés pour répondre, le cas échéant, aux réserves formulées par France Domaine ou le Conseil de l'Immobilier de l'État

B) Avancement des opérations prévues dans le SP5I

C) Économies (réalisées ou programmées)

**Budget propre intégré (BPI)
de l'IUT d'Allier (pour information)**

**Budget propre intégré (BPI)
de l'IUT de Clermont-Ferrand (pour information)**

